lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 76 - SEMAINE DU 10 au 16 FÉVRIER - PRIX : 2 F.

LA MINE A TUÉ A LENS

en France on assassine légalement les travailleurs

courrier des lecteurs

« Camarade,

Tout d'abord je tiens à vous féliciter pour l'immense effort que fait la rédaction de L.O. pour sortir hebdomadairement un journal aussi complet et nécessaire que celui que je ne manque pas de lire régulièrement depuis Août 1968.

J'ai un ami qui est d'origine grecque et qui, après avoir lu l'article dans le numéro 72, sur la Grèce a été outré en général par le contenu de l'article car pour tout vous dire, il est pro-PCF et particulièrement sur les phrases, je cite : « Vive les libérateurs de la Grèce », « Soyez les bienvenus, grands alliés ».

Le but de ma lettre est celui-ci : d'où tenez-vous ces phrases ? Si elles ont été prises dans un livre quelconque, veuillez s'il vous plaît me donner les références de ce livre de façon que je puisse me le procurer.

En espérant une réponse, je renouvelle mes félicitations et vous adresse mes salutations révolutionnaires.

R. G. Paris.

Nous te remercions tout d'abord pour les encouragements que tu nous donnes.

Quant à l'article dont tu parles, il a été fait à partir des extraits de presse de l'époque, ou de la période immédiatement consécutive (Le Monde, L'Humanité, *etc.) ainsi qu'à partir d'un certain nombre d'ouvrages, notamment le livre d'André Kédros : « La résistance grecque (1940-1944) », édité par Robert Laffont en 1966. La citation qui a tellement outré ton camarade se trouve dans ce livre, dans le chapitre consacré à l'intervention britannique (à partir de la page 479).*

Nous te citons de ce même livre (p. 472) les extraits d'un « Appel au peuple grec », diffusé par le P.C.G. qui résume les positions de ce parti à ce moment-là et qui, comme le remarque l'auteur du livre, « aurait pu être signé par Churchill lui-même » :

« Le P.C.G. qui s'est battu aux premiers rangs contre la tyrannie fasciste, appelle tous les patriotes à faire preuve, au plus haut degré, de discipline et d'esprit de sacrifice. Assurer l'ordre public et une vie politique normale constitue un impératif national. Les criminels de guerre seront punis, mais cette tâche incombe au gouvernement national... Communistes... soyez maintenant les orfèvres de l'ordre public et des libertés démocratiques ! Patriotes tous unis pour achever avec l'ELAS et nos alliés, la libération de la Grèce sous l'égide d'un gouvernement national ! »

Ajoutons qu'à ce moment, le seul gouvernement national en place était celui de Papandréou, commandité par les Anglais.

Comme dans notre précédent « Courrier des Lecteurs », nous poursuivons la publication de lettres où nos correspondants font état des conditions lamentables de transport qu'ils ont à subir pour se rendre à leur lieu de travail.

Camarades,

J'habite Chelles, située sur la ligne S.N.C.F. Paris-Meaux (banlieue Est).

Je travaille à Romainville (Rousset-Uclaf). La gare S.N.C.F. la plus proche est Noisy-le-Sec (environ à trois kilomètres de l'usine). Il faut prendre deux autobus pour aller de la gare à l'usine !

Entre six heures et sept heures le matin, deux trains venant de Chelles desservent Noisy.

Entre 7 h et 8 h aucun. La seule possibilité qui me reste pour arriver à 8 h 30 à l'usine est de prendre à Chelles le train direct Paris vers 7 h 40. Cette rame ne se formant pas à Chelles, inutile d'espérer voyager assis ! Dans certains wagons, il faut même tasser en montant, pour trouver de la place ; ensuite ne pas respirer trop fort et attendre 15 minutes balloté d'un voisin à l'autre les bras coincés le long du corps en transpirant sous la chaleur.

Arrivé à Paris, bousculade pour descendre. Puis il faut affronter une première file d'attente (environ 5 minutes pour avancer de 15 mètres) au contrôle des billets dont l'espace exigu ne permet le passage que d'une personne à la fois.

Deuxième étranglement au poinçonnage des billets de métro, à nouveau 5 à 10 minutes d'attente dans la bousculade pour arriver sur le quai de la ligne Eglise de Pantin : dix minutes de trajet dans les rames les plus usagées et les plus inconfortables du réseau (sales, bruyantes, mal éclairées).

Ensuite, il faut à nouveau attendre l'autobus (5 minutes de trajet) pour arriver à l'usine, tout juste à l'heure, mais déjà bien fatigué et surtout énervé. Conclusion : il m'a fallu 50 minutes de transport en trois fois pour parcourir les 13 km qui séparent Chelles de l'usine !

Ma femme travaille dans le 9e arrondissement (le quartier des banques et des assurances).

De la gare de l'Est, elle prend le métro pour descendre à Chaussée d'Antin, une des lignes où la densité des voyageurs est plus élevée aux heures de pointe.

La R.A.T.P., depuis quelques temps, a innové un système pour « limiter l'engorgement des rames ».

1) Elle évite l'encombrement des quais entre deux trains, en ne laissant filtrer qu'un nombre limité de voyageurs : conséquence, la file d'attente au poinçonnage atteint des records de longueur et la patience des voyageurs est mise à rude épreuve.

2) Lorsque la rame est en gare, le temps pour monter dans les wagons est limité, on se précipite, on se marche sur les pieds, on « bourre »... A quand les pousseurs comme à Tokyo ?

H. CHELLES

Camarades,

Tous les matins, vers 8 h., une foule pressée de gens remonte la rue La Fayette des gares du Nord et de l'Est vers l'Opéra et la Bourse, quartier des banques et des assurances.

On n'est plus étonné de ce fait quand on a pris quelque temps le métro en direction de la porte d'Orléans avec le changement à Strasbourg-Saint-Denis !

Le métro bondé s'arrête à Strasbourg-Saint-Denis. Plus de la moitié des gens descendent sur le quai déjà encombré d'une foule descendue du métro précédent, et se dirigent vers la sortie ou les correspondances qui sont au même endroit...

Ce métro part, et aussitôt après, un autre arrive.

Tassés, comprimés, nous faisons du sur place sur le quai. Les gens qui descendent augmentent la confusion.

Le métro démarre, part, et, l'instant d'après un autre encore !

Bousculade, mauvaise humeur, réflexion ici et là : « Bien sûr, Pompidou, il s'en fout ! Il n'est pas dans le métro en ce moment, allez... Vous vous rendez compte qu'ils veulent que les automobilistes abandonnent leur voiture pour prendre les transports en commun, mais où iront-ils ? Avec le monde qu'il y a déjà ! Ce n'est pas possible... ».

Et le temps passe.

« J'arriverai en retard au bureau. Et, l'excuse du retard à cause du métro n'est plus acceptée, c'est trop facile, banal. Décidément, il faudra que je vienne à pied demain. J'irai d'ailleurs plus vite ».

Oh, non ! Encore un métro...

Le métro ne redémarre pas. On entend une voix au micro qui dit « le métro ne partira que lorsque le quai sera libre » !

Ironie involontaire ou cynisme ? Tout le monde crie et proteste.

Nous sommes de plus en plus de mauvaise humeur ! Centimètre par centimètre nous avançons...

Beau début de journée ! Et c'est tous les jours pareil pour ceux qui prennent le métro aux heures d'affluence.

J.-P. Paris-7e

Pour nous qui avons la malchance d'habiter à Clichy et qui prenons le métro, le changement à Saint-Lazare le soir n'est pas le meilleur moment de la journée !

En effet, de Saint-Lazare, sur la même voie partent les métros pour 2 directions différentes. Pleyel et Clichy.

Oh, bien sûr, c'est très bien indiqué. Le métro direction Pleyel est indiqué en violet en tête du train et dans tous les wagons, de même que Clichy en orange. Par ailleurs, il y a un couloir Direction Pleyel, un autre direction Clichy. Et si aux heures creuses, le portillon automatique reste ouvert quel que soit le métro qui arrive, aux heures d'affluence, pas de confusion possible ! Quand un métro Pleyel arrive, le portillon automatique du couloir Clichy reste fermé, et vice-versa.

Seulement, il y a un métro direction Clichy pour deux directions Pleyel, ce qui fait que le soir la queue dans le couloir Clichy s'allonge de minute en minute et que chacun perd facilement 10 mn, 1 quart d'heure chaque soir à cette correspondance.

Et lorsque le métro arrive, il ne faut pas flâner sur le quai, car s'il arrive vide, en moins d'une minute, il est bondé et on n'a plus qu'à attendre le suivant. Dans trois métros !..

P. R. Clichy

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi
Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

ce n'est pas la mine qui tue,

C'EST LE CAPITAL

ON a le droit, en France, d'assassiner légalement. On a le droit lorsqu'il s'agit du travail et des travailleurs.

A Fouquières-les-Lens, le mercredi 4 février vers 7 heures du matin, une fois de plus une explosion de grisou a tué des mineurs. 16 hommes sont morts, brûlés, déchiquetés à six cents mètres sous terre, et douze autres ont été blessés.

Cette catastrophe, comme **toutes** les catastrophes minières, aurait pu être évitée.

A l'époque de la conquête de l'espace, alors que l'homme est capable de marcher sur la Lune, les mineurs sont encore victimes des mêmes accidents qu'il y a un siècle. La société qui est parvenue à domestiquer l'atome manquerait-elle de moyens pour protéger les hommes contre une accumulation de gaz dans le fond d'une mine ?

Non, la société moderne pourrait sans peine parvenir à vaincre le grisou. Ce n'est pas un problème de technique. Mais pour protéger des travailleurs, on ne veut rien faire, ou presque.

Les charbonnages du Nord-Pas-de-Calais doivent cesser toute activité dans quelques années. Dans ces conditions, la direction des houillères et l'Etat, qui n'ont pas fait grand chose jusqu'à présent pour préserver la sécurité des mineurs, y voient une raison supplémentaire pour n'engager aucune dépense pour prévenir les accidents.

Aussi les charbonnages de la région du Nord s'éteignent-ils doucement avec des conditions de travail qui empirent constamment.

Ce n'est déjà pas si mal, dit-on en haut lieu, de donner, pendant quelques années encore, du travail aux mineurs. C'est un cadeau en somme...

Et pourtant la fosse 6 de Fouquières n'était pas la plus mauvaise. Elle avait été modernisée car c'est l'une de celle qui doit poursuivre son activité le plus longtemps. Seulement on n'a pas hésité à faire descendre les mineurs le matin alors que durant la nuit précédente la ventilation n'avait pas fonctionné. Le risque était minime paraît-il, mais si quelque puissant personnage, comme cela arrive quelquefois, avait voulu visiter la mine ce jour-là, aurait-on fait preuve de la même insouciance ?

Il existe depuis peu des « télégrisoumètres électroniques » qui sont bien plus efficaces que les anciens « grisoumètres » pour détecter les accumulations dangereuses de gaz.

Il est criminel qu'il n'y ait pas partout de ces appareils. Il n'y en a que cinq dans toute la France.

Il y a cinq ans, non loin de Fouquières, à Avions, une explosion de grisou s'était déjà produite dans des circonstances semblables. Elle avait fait 21 morts. On n'a pas tenu compte de ce qui s'était produit à Avions. Les 21 victimes sont mortes pour rien.

Et il n'y a pas que les grandes catastrophes qui, de temps en temps, attirent l'attention de l'opinion sur les mines. L'insécurité est constante, encore plus grande dans les puits qui, contrairement à Fouquières, sont destinés à la fermeture à brève échéance. Les accidents sont nombreux : chaque année il meurt entre 55 et 90 mineurs en France !

A cette cadence-là, 700 ou 1 200 mineurs devraient encore périr jusqu'à la fermeture définitive des charbonnages du Nord-Pas-de-Calais, en 1983.

C'est de l'assassinat pur et simple !

Lorsqu'un particulier laisse périr autrui sans lui porter secours, il est passible des tribunaux pour « refus d'assistance à personne en danger ». Mais ce qu'un particulier n'a pas le droit de faire, non seulement l'Etat et la bourgeoisie le font, sans sourciller, tous les jours, mais ce sont eux qui provoquent la mort des ouvriers. Ils se contentent simplement d'accuser la fatalité.

Photo U.P.I.

Mais il n'y a pas de fatalité dans les mines, il n'y a que carence des autorités et mépris de la vie humaine. D'ailleurs si l'on admet que la mine est par nature un milieu dangereux (raison de plus pour prendre des précautions !) comment expliquer alors les accidents du travail qui se produisent dans les autres professions. Les travailleurs du bâtiment sont ceux qui fournissent le contingent de victimes le plus lourd. Quelle « fatalité » ira-t-on chercher pour expliquer ces accidents-là ?

D'ailleurs les mineurs n'ignorent pas quels sont les vrais responsables : le lendemain du coup de grisou, le travail n'a pas repris à Fouquières et le surlendemain la grève était générale dans l'ensemble du bassin du Nord-Pas-de-Calais.

Mais si la classe ouvrière ne tient pas à déplorer toujours et encore de nouvelles victimes ce n'est pas seulement les jours de deuil qu'il lui faut lutter contre ce système qui assassine les travailleurs.

Sommaire

EN FRANCE

● **Le scandale des transports en commun**

Page 4
— La campagne de protestation concerne tous les travailleurs, toutes leurs organisations.
— Que s'est-il passé au métro Billancourt ?

Pages 4, 5 et 7
— Echos de la campagne commune LUTTE OUVRIERE - P.S.U.

Page 6
— Les autoroutes à péage.
— La S.N.C.F. et la responsabilité du retard des trains.

Page 7
— Contraventions...
— ...et sabots de Denver.

● **Politique intérieure**

Page 8
— Communiqué : des militants et des anciens du P.C.F. contre l'occupation en Tchécoslovaquie.

Page 9
— Le XIX[e] Congrès du P.C.F.
— Le procès militaire de Rennes.
— Le meeting de l'A.J.S. au Bourget.

● **Police et justice**

Page 8
— Le Congrès de Tours de la police.
— La police et les photo-filmeurs.
— M. Pleven et l'indépendance de la justice.

Page 9
— Police et torture.

● **Leur nouvelle société**

Page 15
— La situation des travailleurs africains en France.
— Le scandale des crèches.

Page 17
— La Sécurité sociale à Tours.

Page 18
— Augmentation des prix des eaux minérales.
— Dans les foyers africains.

● **Dans l'enseignement**

Page 16
— Les causes de l'agitation dans les lycées.
— Un professeur écrit au ministre de l'Education.
— La suppression de la seconde langue vivante dans les lycées.

● **Dans les entreprises**

Page 17
— Maîtrise et flics chez Renault.
— Augmentation des cadences à la Thomson-Bolivar.
— Suicide par le feu à Peugeot.

Page 18
— Augmentation de la cantine à Elf-Ré.

Page 24
— Où en est la situation à l'E.G.F.
— Débrayages à la T.I.V.

DANS LE MONDE

Page 10
— En Belgique : la police contre les grévistes.
— Fin de la grève dans les Asturies.
— Grève sauvage au Danemark.

Page 11
— En Birmanie : les colonels ferment l'Université.
— Contre l'arbitraire en Algérie.

● **En février 1956 : Le XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.**

Pages 12 et 13

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême gauche**

Page 14

● **Feuilleton**

Pages 19, 20 et 21
— Les bouts de bois de Dieu.

● **Pour sourire un peu**

Pages 22 et 23

● **Critiques**

Page 22
— Livre : Institutrice de village.

Page 23
— Télé : Lapsus televisae.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

DES MOTS...
... ET DES MORTS

EXTRAIT DE LA « VOIX DU NORD » 5-2-70

Mineurs, dont les frères viennent d'être foudroyés, vous qui allez, demain, continuer à affronter la descente dans l'obscurité, la roche l'eau, la poussière et le grisou, restez fiers de vous-mêmes, vous incarnez toute la noblesse du travail viril. Vous savez bien que la mine ne supporte pas les amateurs, elle veut des hommes forts, elle réclame plus de discipline que n'importe quelle autre entreprise humaine. Souvent elle exige la vie, mais aussi il n'y a probablement rien de comparable à la solidarité et à la camaraderie des mineurs, sinon peut-être celle des marins à l'heure de la tempête.

Fichus métiers ?
Métiers fichus ?
Mais, non, ce sont des métiers d'hommes.

Sans commentaires

L'ÉTAT NE NOUS

la campagne de protestation concerne tous les travailleurs, toutes leurs organisations

LA campagne engagée contre le scandale des transports en commun de la région parisienne bat son plein. La semaine passée de nombreuses interventions, distributions de tracts, prises de paroles ont été faites aux gares de Paris et de banlieue, aux stations de métros ou aux arrêts de bus par les militants de Lutte Ouvrière et ceux du PSU qui préparent le meeting de protestation du 20 février. Nous donnons ici même le récit d'un certain nombre d'entre elles. D'autres groupes gauchistes, notamment de **l'Humanité Rouge** et de la **Gauche Prolétarienne,** sont d'ailleurs intervenus eux-aussi à diverses reprises. On a même vu la Fédération de Paris du parti socialiste, chose que l'on avait plus vu depuis des années, organiser une manifestation, drapeau rouge en tête s'il vous plaît, à quelques sorties de métro de la capitale.

Et partout l'accueil des usagers est des plus favorables, ce qui est bien symptomatique des sentiments des habitants de la région parisienne sur la question. De toute évidence en écrivant et en disant bien haut et bien fort que « l'Etat ne nous transporte pas mais nous roule» nous ne faisons que dire et traduire ce que chaque usager du métro, des bus ou des trains de banlieue a pu constater depuis longtemps par sa propre expérience. Quel travailleur obligé de perdre de longues minutes, des heures parfois, debout, pressé de tous côtés, bousculé, sans aucun confort, dans des wagons ou des voitures surchargés, n'a pas senti naître sa colère et l'envie de faire payer aux responsables les heures perdues et la fatigue supplémentaire. Pas besoin d'être gauchiste pour cela. Il suffit d'être obligé de travailler 8, 9 ou 10 heures par jour et de ne pas avoir à sa disposition une voiture avec chauffeur.

Et quand les pouvoirs publics, non contents de laisser les choses aller de mal en pis, se permettent d'augmenter les prix de ces tranports de 16,66 % d'un seul coup, de près de 100 % en moins de trois ans, et menacent d'une nouvelle hausse dans les prochains mois, alors personne ne peut s'étonner que ce mécontentement éclate et que ceux qui l'expriment ouvertement rencontrent l'assentiment de l'énorme majorité. Même si ceux qui l'expriment pour le moment sont seulement les « gauchistes ».

D'ailleurs pourquoi donc seuls les gauchistes manifestent-ils contre ce scandale des transports en commun qui dure maintenant depuis de bien trop longues années ?

Tous les travailleurs ne sont-ils pas concernés ? Ne sont-ce pas les conditions de vie des millions de salariés de la région parisienne (comme d'ailleurs de bien d'autres agglomérationos urbaines qui ont peu ou prou les mêmes problèmes) qui sont en cause ? Du fait de l'état de ces transports la journée de travail pour le plus grand nombre n'est-elle pas portée dans les faits à 10, 11, 12 heures et souvent bien plus ?

Alors n'est-ce pas là un problème qui devrait être celui de toutes les organisations ouvrières syndicales comme politiques, de toutes les organisations de gauche ?

Tous les travailleurs sont concernés, tous les syndiqués CGT, FO ou CFDT aussi évidemment. Pourtant les seules voix qui se sont élevées du côté des directions de ces syndicats depuis huit jours l'ont fait condamner... les actions de protestations organisées par les gauchistes.

Tous les dirigeants syndicaux, tous les dirigeants politiques qui n'ont rien su dire et surtout rien su faire depuis des années que dure le scandale vont-ils se réveiller aujourd'hui pour condamner ceux qui tentent d'organiser la protestation ?

La fédération CGT du personnel de la RATP tout en prenant à partie les manifestants de Billancourt qui auraient soit-disant molesté des employés qui s'opposaient à eux (qui étaient donc ces employés ?) affirme qu'une « action de masse » serait nécessaire.

Nous sommes bien d'accord. Mais pourquoi la CGT alors n'organise-t-elle pas cette action ?

Si nous avons entamé seuls la lutte ce n'est pas de gaieté de cœur, mais seulement parce que personne n'a fait mine de le faire jusqu'ici. Nous sommes toujours prêts à nous joindre à une action organisée avec d'autres ou par d'autres, et l'énorme majorité des gauchistes des autres tendances aussi nous en sommes sûrs. Pourquoi les directions CGT FO, CFDT ou du PCF ne l'organisent-elles donc pas ?

C'est ce que les militants et sympathisants gauchistes, ou tout simplement ceux qui approuvent notre action présente doivent demander aux militants et adhérents CGT, CFDT, FO ou PCF de leur quartier, de leur entreprise, de leur syndicat.

A LA GARE DU NORD

Le mercerdi 28 Janvier, une dizaine de militants de Lutte Ouvrière installent des panneaux dénonçant le scandale des transports au milieu du Hall de la Gare du Nord. Une camarade monte sur un tabouret et s'adresse à la foule des voyageurs. Pendant ce temps, des tracts sont distribués.

Très vite, les gens s'amassent et écoutent attentivement. L'accueil est favorable. Près de 150 personnes restent sur place et plusieurs approuvent lorsqu'une camarade dénonce les incidents de la Gare du Nord.

Au bout de 10 minutes, les flics arrivent et appréhendent une camarade. Aussitôt, les gens courent après les «forces de l'ordre» qui ont juste le temps de fermer les portes du car. Le car est secoué, les gens, et plus particulièrement les jeunes tambourinent aux portières et crient leur mécontentement. Le car démarre en trombe.

Des groupes de discussion se forment.

— « Ils vont la tabasser, je les connais, j'ai été à Beaujon en Mai ».

— « Moi qui me croyais en démocratie ».

Et une dame : « Eh bien quoi, ils disaient que les transports, c'est un scandale. N'est-ce pas vrai ? ». Un quart d'heure plus tard, les groupes de discussion stationnaient encore. Mais les flics, eux, n'étaient pas revenus !

AU MÉTRO RÉPUBLIQUE

Au cours de la prise de parole qui a eu lieu le 5 février dans les couloirs de correspondance du métro République, de nombreux usagers ont accueilli avec sympathie cette intervention et marquaient, au passage, leur approbation.

Quelques instants plus tard, des tracts distribués dans une rame, ont largement circulé parmi les voyageurs, certains d'entre eux se transformant en diffuseurs bénévoles et les passant autour d'eux.

AU PONT DE NEUILLY

Mercredi soir, après la vente du journal « Lutte Ouvrière », un camarade prenait la parole au guichet du métro pour dénoncer les scandaleuses conditions dans lesquelles nous sommes transportés, ainsi que l'escroquerie de l'augmentation des tarifs.

Cette dénonciation fut très bien accueillie par les quelques deux cents personnes qui s'arrêtèrent pour écouter.

Il suffit alors qu'une personne déclare que, après tout cette situation était normale, pour soulever un tollé général et démarrer une discussion qui se poursuivait encore une heure après, avec beaucoup d'intérêt.

que s'est-il passé au métro Billancourt ?

« Que s'est-il passé, en fait, au métro Billancourt ? Lundi dernier, sur l'initiative des maoïstes de l'usine, les gauchistes décidaient de « ne pas payer la faillite de l'Etat » et avec l'appui de quelques dizaines d'étudiants, invitèrent les travailleurs à refuser les nouveaux tarifs. Un cortège se forma au carrefour Zola en scandant « Nous ne paierons pas les nouveaux tarifs », « vie chère, vie d'esclave », etc. Arrivé au métro Billancourt, aucun incident ne se produisit et les travailleurs prirent le métro sans faire poinçonner leurs cartes ou leurs tickets. Le mardi, les choses se passèrent de la même façon. Le mercredi, par contre, les flics, matraques en mains, foncent et cognent. Il y eut des arrestations. Un commissaire de police un peu trop zélé, se fit bourrer les côtes à coups de poings. Le jeudi, les gauchistes changent leur fusil d'épaule pour déjouer la surveillance policière. Ils n'arrivent plus en cortège. Les travailleurs passent gratis. A aucun moment, la masse des travailleurs n'a manifesté de nervosité à l'égard des gauchistes. Au contraire. La preuve que les gauchistes avaient la sympathie des travailleurs, c'est que mercredi soir beaucoup de ceux-ci prirent position nettement contre la présence et l'intervention des flics.

« Pourquoi vous foncez comme ça avec des matraques ?

- On vient vous défendre, vous les gars de chez Renault et on se fait insulter encore.

- Vous nous défendez ? En tapant avec des matraques ?

- Nous aussi on a un collègue qui a été blessé.

- Vous oubliez que ceux que vous arrêtez ont droit a bien plus que ce que vous avez reçu.

Ces dialogues entre ouvriers et flics montrent bien de quel côté se trouvaient les travailleurs. Les travailleurs ne sont pas dupes et ils ont conscience que c'est la RATP qui fait des saignées dans leur porte-monnaie.

Correspondant L.O.

Voilà les incidents au cours desquels huit inspecteurs en civil de la RATP ceux qui font leur paye en surveillant généralement de la manière la plus mesquine les employés, ont été blessés d'ailleurs sans gravité.

Et c'est ce qui a permis aux syndicats CGT et FO de la RATP de protester contre des agressions dont des « travailleurs » auraient été victimes. Et la section du Parti Communiste de Renault de publier un tract titrant : « Ignoble agression contre les employés du Métro ».

Les nombreux usagers qui ont assisté aux différentes interventions des gauchistes, quels qu'ils soient, savent bien que c'est à l'Etat et aux conditions de transports d'autant plus chers qu'ils sont plus mauvais, qu'ils s'en prennent. Souvent d'ailleurs les agents de la RATP, premières victimes de la politique d'austérité se sont joints aux contestataires.

Alors que veulent les syndicats de la RATP en prenant la défense des flics de la régie. Couvrir leur inaction totale face au problème des transports ? Amener la population à croire que tous les travailleurs du Métro sont à ce point solidaires de leur Etat-patron et que manifester, c'est se heurter à eux ?

Mais si cette opinion fausse se généralisait, les prétendus défenseurs des travailleurs de la RATP ne comprennent-ils pas que justement dans ce cas la population pourrait être finalement amenée à s'attaquer au poinçonneur lampiste ?

Oui, il faut répéter partout que les intérêts des employés de la RATP et de la SNCF sont les mêmes que ceux des usagers et que leurs luttes doivent se rejoindre et non s'opposer. Ce n'est pas dans ce sens que va l'attitude des directions syndicales.

TRANSPORTE PAS... IL NOUS ROULE !

echos de la campagne L.O. - P.S.U.

(Lire nos autres informations en page 7)

A LA GARE DE LYON

Lundi 2 février, au Métro Gare de Lyon, un tract LO-PSU a été diffusé.

Deux camarades prirent alternativement la parole, dénonçant les conditions de transport et l'augmentation, que ce n'était pas aux travailleurs de faire les frais de ces augmentations, que c'était les patrons, qui en fait, bénéficiant du ramassage quotidien des travailleurs, devaient prendre complètement en charge le montant des transports, qu'enfin, il ne faudrait pas payer... « Il ne faudrait pas payer ? » *lança quelqu'un dans la foule.* « Alors ne payons pas » *lui fut-il répondu.*

Ainsi fut fait. On expliqua aux employées préposées aux guichets qu'elles n'étaient absolument pas la cause de notre mécontentement, et qu'à juste titre, elles pouvaient s'associer à notre manifestation. Ce qu'elles firent. La plupart se croisèrent les bras, refusant même le ticket de première qu'un farouche partisan de l'ordre et de la discipline voulait se faire poinçonner. « Qu'il aille prendre un taxi s'il veut payer » *lui fut-il répondu, mais il passa comme tout le monde... sans payer.*

A 7 h 45, alors que le gros des banlieusards était passé, on signala qu'un gros car noir stationnait sur le parvis de la gare et que des messieurs casqués et à semelles à clous étaient prêts à se serrer pour laisser monter quelques voyageurs avec eux... Mais ils n'eurent aucun client.

A DENFERT-ROCHEREAU la liberté d'expression bafouée par la police

Jeudi soir vers 18 h 15, à la sortie du métro Denfert, un groupe de 5 vendeurs de Lutte Ouvrière avait apposé une banderole « On ne nous transporte pas, on nous roule... 120 % d'augmentation en 2 ans... on s'entasse comme des bestiaux », les passants s'attroupaient, discutaient, donnaient leur avis. Soudain, 7 ou 8 policiers en civil, se ruèrent sur les vendeurs, tentant de les immobiliser en leur maintenant les poignets dans le dos. Certains vendeurs réussirent à se dégager, mais 2 vendeuses restèrent solidement maintenues par quatre de ces beaux spécimens de l'agression. Nos camarades prenant la foule à témoin firent appel à la liberté d'expression. Pour mieux les maintenir, un policier avait même passé les menottes à l'une d'entre elles.

Aussitôt la foule s'amassa, les questions fusèrent : **« Qu'est-ce que c'est que ces types ? — Elles n'ont rien fait ces petites, laissez-les tranquilles, bande de trous du c..s — On n'a plus le droit de dire ce qu'on pense maintenant ?..**

Peu après, un car arriva embarquant nos camarades ainsi qu'un jeune militant du PCF qui portait des tracts de protestation sur les transports et enfin un passant qui avait eu l'audace de les défendre.

Mais la foule ne se dispersa pas. On était scandalisé des agissements de la police, surtout que c'était la seconde fois qu'une telle intervention se produisait en 3 semaines au même endroit. **« Ça commence comme cela et puis si on se laisse faire, on terminera tous en camp de concentration ! »** fit remarquer un travailleur.

A VERT-GALANT

A Vert-Galant (Seine-St-Denis), jeudi 5 février, des camarades du PSU et de « Lutte Ouvrière » sont intervenus de vive voix et par tract sur le quai de la gare en direction de Paris entre 6 h 30 et 7 h le matin.

C'est ainsi que, quelques minutes avant l'arrivée des trains, un camarade prit la parole en expliquant que la politique du gouvernement envers les transports en commun n'était qu'un vulgaire rackett. Il expliqua aussi que les gares de banlieue comme Sevran, Vert-Galant, Aulnay, etc. étaient mal desservies et que souvent il faut faire plusieurs kilomètres à pied pour les atteindre. Il concluait en démontrant qu'une vaste riposte de l'ensemble des travailleurs peut faire reculer l'Etat sur les hausses de transports.

Et même si malgré tout il y eut peu de manifestation ouverte de la part des travailleurs, un climat de sympathie et d'approbation régnait sur le quai de la gare.

A MONTPARNASSE LA PAROLE EST A NOUS

Jeudi soir, 18 h 30, sur un quai de la station Montparnasse, les voyageurs vont et viennent et se pressent comme chaque soir.

Tout à coup, provenant des différents amplificateurs installés dans la station, une voix forte leur réclame toute leur attention :

« — cette émission n'est pas une émission habituelle de la R.A.T.P., c'est une protestation contre la hausse scandaleuse des tarifs... ».

Ainsi, durant trois minutes, un sympathisant de « Lutte Ouvrière » **prend la parole au micro du chef de station .**

Sur toute la station, pendant qu'une distribution de tracts a lieu, les voyageurs s'arrêtent, écoutent attentivement, beaucoup le sourire aux lèvres ; certains descendent même du métro d'en face pour écouter la suite, tout cela dans un climat de sympathie amusée par l'originalité de l'opération et d'approbation aussi.

Le tout se déroule sans aucune brutalité vis-à-vis du chef de station, mécontent tout de même d'avoir dû céder sa place quelques minutes à ce micro pour une fois employé utilement.

Des militants du P.S.U. s'étaient joints à cette petite manifestation.

A OPÉRA

Le vendredi 30 janvier, des camarades ont choisi de protester contre les conditions de transports désastreuses devant les milliers de personnes qui passent après 18 h dans le hall central des correspondances de la station de métro Opéra.

Ils commencèrent à distribuer des tracts et à coller des affiches sur différents panneaux publicitaires quand des inspecteurs en civil voulurent les en empêcher. Un attroupement se forma et un camarade monta sur une caisse pour s'adresser aux usagers avec un haut-parleur. Les inspecteurs, ne sachant plus ou donner de la tête s'éloignèrent prudemment.

Devant 2 ou 300 personnes qui s'étaient arrêtées, l'orateur dénonça la politique du gouvernement en matière de transports en commun. Quand il eut fini, une discussion s'engagea devant les travailleurs attentifs pour savoir comment on pouvait protester. Il fut répondu qu'il fallait pour commencer, qu'en chaque occasion, les usagers manifestent leur mécontentement.

Dix minutes après le départ des camarades, des groupes de travailleurs stationnaient encore autour des affiches et il a fallu que la police intervienne de l'extérieur pour les faire enlever.

SCÈNE DE VIE PARISIENNE DANS LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

MARDI 3 février, vers 19 heures, trois cars de flics stationnent dans la cour de la Gare de l'Est... tiens tiens... bizarre ! Tout s'explique quand, arrivés près des panneaux d'affichage, les voyageurs découvrent avec surprise que les horaires affichés sont ceux de 18 heures.

Bientôt, quelques milliers de banlieusards se trouvent agglutinés, en quête d'un train. Au bout de 10 minutes, toujours rien, on tourne en rond, des conversations s'engagent : « Qu'est-ce qu'ils foutent ? Ils pourraient faire une annonce par haut-parleur ».

Petit à petit, le ton monte, les esprits s'échauffent, des voyageurs laissent éclater leur mécontentement. On cherche des responsables, mais on ne trouve que l'employé à l'affichage !

« Je ne sais pas ce qui se passe, je ne reçois plus d'information, j'y suis pour rien.

« - On en a marre, on veut rentrer chez nous. »

Trois voyageurs excédés « bloquent » un employé et commencent à le frapper, d'autres interviennent pour le défendre.

« - C'est un ouvrier comme nous, c'est à la direction qu'il faut monter ».

Bousculades, échanges de mots grossiers, et c'est la bagarre, des personnes essaient de s'interposer, des femmes s'affolent, c'est la cohue, on est balloté de droite à gauche.

En haut du grand escalier, siège le Secrétariat. Là, l'atmosphère est différente. Un cordon de flics protège l'entrée, qui ne savent répondre aux questions que :

« - Vous avez voulu le b....l, vous l'avez ».

Les sarcasmes fusent :

« - Vous vous en foutez, vous, vous voyagez gratuitement ».

« - Vous n'êtes pas des défenseurs de l'ordre, vous défendez ceux qui sèment le désordre ».

Enfin, vers 20 heures, quelques trains sont mis en service et la foule se dissipe. Un voyageur résume la pensée générale : « Il n'y a pas que les transports, c'est toute la société qu'il faut changer ».

LE SCANDALE DES

autoroutes de première classe pour les plus riches

routes de deuxième classe pour les autres

ON ne sait si notre ministre de l'équipement, Albin Chalandon, a beaucoup d'idées, en tout cas, il en a une, et qui l'obsède : le péage.

Dernièrement, il annonçait qu'il envisageait de l'instituer sur les autoroutes urbaines. Avouez qu'il fallait y penser.

Chalandon, un merveilleux équilibriste. (Photo U.P.I.)

Jusqu'alors ces voies, que l'on qualifiait de « dégagement » parce qu'elles permettaient justement de dégager la circulation urbaine, échappaient à l'entreprise des concessionnaires privés, afin de rester ouvertes à tous.

Mais, parce que les autoroutes existantes sont en nombre insuffisant, à cause aussi de l'insuffisance crasse des transports en commun qui oblige des centaines de milliers de banlieusards à prendre leur voiture pour se rendre à leur travail, ces autoroutes, à peine ouvertes, sont vite saturées.

La logique voudrait que l'on améliore les transports en commun, en qualité aussi bien qu'en quantité. M. Chalandon n'est pas sensible à cette logique roturière. Il y a trop de voitures sur les autoroutes ! qu'à cela ne tienne. Dissuadons. Qui ? Le tri se fera naturellement, si l'on fait payer le droit de passage.

Les services du ministère de l'équipement prévoient que cette mesure «dissuaderait» 25 à 30 % des usagers des autoroutes, qui n'auraient d'autre choix que d'utiliser « la voirie ordinaire » ou les transports en commun déjà surchargés ; la voie serait alors dégagée — relativement — pour ceux qui auraient les moyens de payer la taxe.

Après la seconde et la troisième classe sur les bateaux, les classes différentes sur les avions, dans le train ou le métro, Chalandon institue maintenant une deuxième classe sur les routes.

Qui vous disait que la « nouvelle société » c'était la fin des différences de classe ?

Préparez la monnaie, c'est la devise de Chalandon. (Photo L.O.)

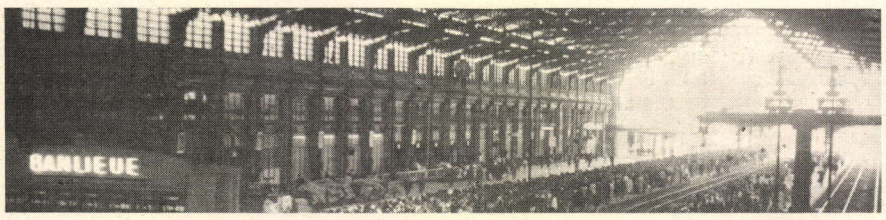
AUTOROUTE DE RUNGIS :

LA NOTE EST SALÉE

DEJA le péage existe aux abords de la capitale. Et l'addition est plutôt salée. Pour l'autoroute (ou plutôt l'avorton d'autoroute de 10 km environ) qui relie la Porte d'Italie aux Halles de Rungis, il faut payer pas moins de 4 F.

Jusqu'où cela va-t-il aller ?

Faudra-t-il bientôt payer l'octroi pour passer d'une rive à l'autre de la Seine ? Dans sa foulée, le gouvernement pourrait aussi instaurer une taxe pour payer la consommation d'électricité aux feux rouges, ou bien imposer les usagers en fonction de la pollution de l'air provoquée par les gaz d'échappement.



(Photo L.O.)

UN COMBLE !

pour la direction de la S.N.C.F. le responsable du retard des trains c'est... le personnel

Après lecture de l'avis hebdomadaire d'arrondissement n° 2 du 16 janvier, nous avons pu constater avec quel culot le chef d'arrondissement de Paris-Nord a développé le problème des retards des trains dans un article intitulé : « Pensons à faire circuler les trains à l'heure. »

Ce monsieur écrit : « Notre clientèle désire avant tout être à l'heure au travail le matin et rentrer rapidement chez elle le soir. » Les scandaleuses conditions dans lesquelles les usagers sont transportés sont ainsi éludées.

Les travaux d'électrification, s'ajoutant aux travaux d'entretien habituels sont, à l'en croire, la cause de ces incidents. C'est tout simplement l'aveu que l'effectif nécessaire à tous ces travaux n'a pas été prévu en fonction des besoins et que, de ce fait, l'entretien habituel, délaissé, s'en est ressenti.

Se propose-t-il d'envoyer le personnel nécessaire ? Que non ! « Ce doit être une raison de plus (les incidents) pour lutter énergiquement contre toutes les **autres** causes de retard... La première condition de la régularité des trains est celle du personnel. »

Voilà, on y est. Si les trains sont en retard, s'il y a des incidents, c'est la faute du lampiste.

Les conseillers ne sont pas les payeurs. Nous sommes touchés de la sollicitude de ce monsieur pour les voyageurs. Mais conseil pour conseil, nous lui proposons de venir — à l'heure naturellement — prendre la place des effectifs manquants, et d'effectuer lui-même les travaux d'entretien indispensables à la sécurité des voyageurs et à l'exactitude des trains.

(Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » des Cheminots Gare du Nord.)

métro gratuit à la gare de Lyon

Gare de Lyon, 7 h 30 - 8 h : Chaque jour, c'est l'affluence. Les voyageurs se précipitent dans le métro. L'entrée sur le parvis de la gare est submergée de voyageurs. Beaucoup d'entre-eux descendent jusqu'à l'entrée du boulevard Diderot qui se trouve elle-même encombrée, malgré l'aménagement effectué depuis un an environ et qui s'est révélé tout de suite insuffisant.

Alors les voyageurs, las de faire la queue, ont décidé spontanément de passer par la sortie et bien entendu ne font pas poinçonner leurs tickets.

Les poinçonneuses impuissantes devant ce flot laissent faire et mieux, elles s'arrêtent de poinçonner pour ne léser personne.

Cet exemple devrait être suivi par tous les usagers du métro mécontents.

A la Gare de Lyon, la gratuité du métro, à certaines heures, est chose faite.

en province aussi les conditions de transport des travailleurs se détériorent

Depuis peu de temps, un car Martin assure la liaison entre nos camarades de Dun et l'usine.

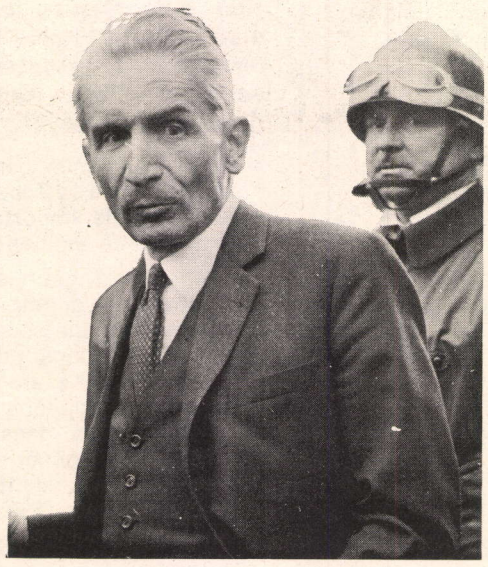
Fort bien nous direz-vous, cela permet à ceux qui l'utilisent de voyager dans de meilleures conditions. Mais hélas ! Il n'en est pas ainsi, car, si avant, le ramassage par les fourgons Citroën concernait aussi les ouvriers des communes avoisinantes de Dun, ce n'est plus le cas maintenant. Tout le monde doit venir prendre le car à Dun ; inutile de dire que pour ceux qui n'y habitent pas, il faut se lever beaucoup plus tôt si l'on veut avoir droit au car.

Tout ce temps devrait nous être payé au taux horaire normal car, durant le voyage, le patron dispose de nous, même si nous ne produisons rien.

(Extrait du Bulletin « Lutte Ouvrière » de Mazières, Bourges).

TRANSPORTS PARISIENS

DES COUPS DE SABOT QUI SE PERDENT



M. Grimaud, préfet de police, a une idée derrière la tête... une idée fixe. (Photo U.P.I.)

à Paris, on pénalise l'automobiliste, ça ne circule pas mieux

CIRCULER dans Paris devient de plus en plus un exploit. Dans une telle situation, les pouvoirs publics ne connaissent guère que deux remèdes : la répression et la sélection par l'argent.

Dans les dix premiers mois de 1969, 4.520.378 procès-verbaux pour stationnement illégal ont été dressés, un million de plus que l'année précédente. 22.085 véhicules ont été conduits en fourrière. 15.457 sabots de Denver ont été posés. Le P.V. passe de 10 à 30 F, le remorquage en fourrière de 50 à 150 F (auquel s'ajoutent les 30 F d'amende).

Par ailleurs l'extension du stationnement payant n'est plus qu'une question de mois : le préfet Grimaud nous prévient que, pour lui, cette mesure devra être étendue d'un seul coup à tout le centre de Paris si on veut pouvoir y circuler, car il y a actuellement 3 millions de voitures dans la région parisienne, dont 800.000 à Paris même. Or, on sait depuis longtemps que les rues de Paris ne peuvent permettre de rouler en même temps qu'à... 100.000 voitures. Il ne faut donc pas que plus d'un Parisien sur 30 ait l'idée de prendre sa voiture à un moment donné : s'il y en a un sur 25, c'est l'embouteillage inévitable.

Cette situation pouvait pourtant être prévue depuis longtemps. Mais on n'a rien fait pour y remédier efficacement en prévoyant de nombreux parkings et surtout des transports publics suffisants. On connait l'état lamentable des transports en commun. Quant aux parkings, ils n'ont en tout que 30.000 places pour Paris et sont très chers.

Les mesures à l'étude : l'instauration d'un stationnement payant, ou le péage sur les autoroutes de dégagement ne peuvent évidemment rien résoudre. Mais elles n'ont pas ce but, puisqu'il s'agit uniquement de dissuader les plus pauvres d'utiliser leur voiture.

UNE désagréable surprise attendait le mardi 13 janvier, ceux qui avaient le matin laissé leur voiture boulevard Masséna, porte de Choisy. Contractuels et police étaient passés par là ; toutes les voitures qui stationnaient comme à l'habitude sur les terre-pleins étaient immobilisées par le célèbre mais très peu populaire sabot de Denver et les pare-brise s'ornaient de deux ou trois formules de contraventions. En tout, c'était plus d'une vingtaine de voitures qui subissait ce sort. L'humeur des propriétaires était à l'orage et le flic de service, boulevard Masséna, semble l'avoir compris, qui n'a fait qu'une brève apparition pour signaler aux propriétaires qu'il leur fallait se rendre au commissariat du 13e, mais que de toute façon, les voitures étaient immobilisées jusqu'au lendemain. Déclaration qui n'a pas arrangé les choses. On entendait des réflexions du genre : **« c'est tout ce qu'ils trouvent comme moyen pour régler le stationnement », « s'il y avait des parkings, on n'aurait pas besoin de se garer sur les trottoirs », « le gouvernement se fiche de nous, j'ai encore une heure de transport pour rentrer chez moi, ce n'est pas pour mon plaisir que je prends ma voiture » et « tout ça, c'est pour introduire le stationnement payant. Quand il s'agit de nous faire payer, ils sont inventifs ! ».**

L'humeur était d'autant plus sombre que les propriétaires des voitures immobilisées étaient pour la plupart des banlieusards qui avaient encore une longue route à faire et que tous se garaient là depuis longtemps, certains depuis quatre ans, et que jamais ils n'avaient eu ni contravention, ni avertissement.

4.520.378 contraventions, cela ne fait pas circuler mieux, mais ça rapporte à l'État. (Photo U.P.I.)

ECHOS DE LA CAMPAGNE LUTTE OUVRIÈRE - P.S.U.
CONTRE LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN

AU METRO MAIRIE D'ISSY

LE vendredi 23, quelques sympathisants de notre journal ont pris la parole à la sortie du métro Mairie d'Issy dans le cadre de la campagne sur les transports en commun.

Certains vendaient LUTTE OUVRIERE, d'autres distribuaient un tract dénonçant les conditions de transport et proposant des solutions. Deux camarades prirent ensuite successivement la parole devant une trentaine de personnes. Le camarade qui dénonça la vétusté des métros, rencontra un écho favorable de l'assistance : il faut dire que la ligne Mairie d'Issy - Porte de la Chapelle est la plus ancienne du réseau : un auditeur signala qu'il avait remarqué que les rames dataient d'avant la guerre de 14. Une autre camarade fut approuvée quand elle dit : « Il est impensable, au 20e siècle d'attendre son bus dans le vent et sous la pluie ». Les conducteurs de bus écoutaient.

Après une discussion avec plusieurs personnes, les camarades se dispersèrent.

AU METRO BILLANCOURT

MARDI 27 janvier, un groupe de vendeurs de « LUTTE OUVRIERE » prit la parole au métro Billancourt.

Pendant qu'un camarade distribuait des tracts et que d'autres vendaient des journaux, une dizaine de personnes s'était rassemblée autour des panneaux sur lesquels on pouvait lire : « L'état nous roule », « On transporte des bombes plus vite que les travailleurs », etc., et qui, entre autre, par des phtographies, dénonçaient les conditions de transport.

Deux camarades prirent alors successivement la parole, la première intervention portant sur les hausses des prix, alors que les transports en commun se dégradent constamment, la seconde insistant plus sur le fait que, après 9 heures passées à l'usine, on devait encore passer deux ou trois heures en transport avant de rentrer chez soi.

Il y avait alors une vingtaine de personnes écoutant et approuvant les interventions.

AU METRO PONT DE NEUILLY

LE vendredi 30 janvier, quelques camarades avaient décidé de prendre la parole au métro Pont de Neuilly.

A cette station, en effet, des dizaines d'autobus déversent, entre 17 h 30 et 18 h, des milliers de travailleurs qui se ruent dans le métro. Ils sont obligés de faire un bon quart d'heure de queue avant de pouvoir atteindre le quai de l'unique ligne de métro. La salle du guichet est comble à cette heure. C'est là que nos camarades prirent la parole, juchés sur un tabouret.

L'accent fut mis sur la possibilité concrète de s'opposer à la hausse : « Nous ne sommes pas obligés, lundi prochain d'acheter cartes et billets. » Un tract était distribué et de nombreuses personnes venaient le chercher auprès du diffuseur. Un jeune vint demander à un camarade : « Alors, qu'est-ce qu'on fait lundi ? ».

Un individu, se prétendant de la R.A.T.P., voulut interdire de continuer la prise de parole.

Les voyageurs protestèrent. Il préféra partir et appela la police en renfort. La discussion se poursuivit avec plusieurs travailleurs. Un étudiant de « Vive le communisme » prit part à la discussion.

C'est alors qu'une dizaine de policiers fit irruption dans la station, à la recherche sans doute des « agitateurs » ; ils ne trouvèrent que des voyageurs mécontents, et repartirent bredouilles.

Le congrès de Tours... de la police

De l'organisation « militaire »... à l'organisation syndicale. (A.F.P.)

LES commissaires et hauts - fonctionnaires de la police nationale viennent de tenir congrès à Tours. Il s'agissait de former un nouveau syndicat, né de la fusion de ceux de la Sureté et de la préfecture de police.

Et bien voilà, le nouveau syndicat est formé. Et sans doute pour prévenir toute grève sauvage - c'est le cas de le dire ! - des commissaires de police, il a tenu à préciser tout de suite les revendications de cette catégorie sociale si utile à la société.

D'abord, c'est bien simple. On n'y arrive plus. La pénurie de personnel devient critique. Malgré ce que pense le commun des mortels en voyant des cars de flics à chaque coin de rue, il n'y a pas assez de policiers, et il en faudrait au moins 100 000, et non 83 000 comme actuellement, estime le syndicat. Sinon, le « point de rupture » est atteint, et le service n'est plus garanti. Confidence pour confidence, on s'en doutait : dans certains cas, les vendeurs de journaux « gauchistes » peuvent vendre sans ennui. C'est vraiment que les flics n'y arrivent plus !

Enfin, les commissaires se sentent souvent impopulaires, et souhaiteraient pouvoir participer à des «actions d'information de l'opinion publique ». Car rien ne sert de taper. Encore faut-il expliquer pourquoi ! Ils se plaignent également qu'on leur substitue de plus en plus les CRS.

Et les moyens d'obtenir ces revendications ? Le congrès n'en a soufflé mot. Mais nous, qui nous y connaissons, ne pouvons que conseiller à ces braves commissaires la grève générale illimitée de tous les services de police. Et, si on leur envoie les CRS, que le combat ne finisse que faute de combattants !

UNE POLICE PEU PHOTOGÉNIQUE !

A chacun son huissier

LA police comme on sait, ne réserve pas ses coups uniquement aux gauchistes. Ainsi les photo-filmeurs parisiens se plaignent depuis quelques mois de la brutalité des forces de l'ordre à leur égard, lorsqu'ils exercent leur profession dans les endroits interdits par la réglementation.

Passe encore de se faire verbaliser lorsqu'on commet une infraction, mais se faire passer à tabac et être obligé de rester de longues heures dans un commissariat, voilà ce qu'avec raison les photo-filmeurs n'acceptaient pas.

C'est pourquoi six d'entre eux, après avoir fait venir un huissier, allèrent photo-filmer sur la place du Trocadéro, chose interdite. Ce qui était prévu arriva : les flics s'emparèrent violemment d'un des photo-filmeurs, le firent tomber d'un croche-pied, et l'emmenèrent au poste. Ses collègues avaient filmé la scène, et l'huissier l'avait constaté.

Dix heures plus tard, le photo-filmeur sortait enfin du commissariat et allait voir immédiatement un médecin pour lui faire constater qu'il avait subi des violences.

L'affaire s'est déroulée le 29 juillet 1969, et elle est passée en justice, et le tribunal doit se prononcer le 16 février.

L'initiative des photo-filmeurs est excellente, et elle risque de faire école. En particulier les vendeurs de journaux et les distributeurs de tracts gauchistes ne vont-ils pas maintenant se faire systématiquement accompagner d'huissiers ?

Reste à savoir si le nombre des huissiers sera alors assez grand.

Il n'y a pas toujours d'huissier avec photographes pour constater la brutalité policière. (A.F.P.)

COMMUNIQUÉ

Un certain nombre de militants, membres ou anciens membres du P.C.F., ont signé, début janvier, « une déclaration de solidarité avec les promoteurs du printemps de Prague » et veulent préparer la création d'un Centre d'Information qui s'efforcera de distribuer en France les documents et déclarations de dirigeants tchécoslovaques limogés par la normalisation. Ils nous ont fait parvenir un communiqué dont nous extrayons le passage suivant :

Les soussignés considèrent que la désapprobation de l'occupation de la Tchécoslovaquie, formulée en août 1968 par une partie importante du mouvement communiste, a constitué à ce moment-là un acte positif.

Cependant, pour sauver durablement dans la conscience des travailleurs l'espoir qu'ils peuvent mettre dans l'avénement d'une société vraiment socialiste, cette désapprobation — sous peine d'apparaître comme un geste inconséquent et platonique à l'usage des autres partis de gauche et de l'opinion publique — devait se prolonger par la condamnation, dans notre pays, d'une soi-disant « normalisation » imposée par une armée étrangère à un pays dont 87 % des habitants avaient approuvé l'orientation politique vers un socialisme « à visage humain ».

Approuvant les décisions essentielles de janvier 1968 qui tendaient à informer largement les masses travailleuses, à connaître leurs vraies aspirations et à les entraîner à la gestion de l'Etat socialiste, les signataires dénoncent les tentatives actuelles tendant à dissimuler, à minimiser ou à faire oublier en France les effets de l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie socialiste. Ils réaffirment donc leur solidarité avec ceux qui tentèrent de créer une société socialiste où le pouvoir passerait des mains des bureaucrates aux mains des travailleurs.

Parmi les signataires de ce texte, on relève notamment :

CHAINTRON Jean, ancien membre du comité central du P.C.F., ex-commissaire des Brigades internationales, ex-commandant F.T.P.F.

DAZY René, ancien chef de rubrique à *Libération.*

DELISLE Marcel, vétéran du P.C.F., maire honoraire.

DUCAMP Louis, ex-secrétaire de la section de Suresnes du P.C.F.

DUCHESNE Albert, ex-secrétaire national de l'A.R.A.C.

ESPANA Jean, ex-membre du bureau fédéral du P.C.F., ancien secrétaire départemental du Mouvement de la Paix (Bouches-du-Rhône).

GLEIZE Maurice, imprimeur de *L'Humanité* clandestine et de *France d'abord,* organe F.T.P., déporté à Neuengamme.

GOMARD Gabriel, ex-lieutenant F.T.P.F., comité national F.N.I.R.P.

GROBLA Jean, ancien membre du bureau national de l'U.E.C.

LE QUEINEC Pierre, ex-membre du comité militaire national des F.T.P., ex-maire adjoint d'Aubervilliers.

LAOT Jean, ex-membre du bureau de la section de Bagnolet du P.C.F.

LEZAN Jean, vétéran du P.C.F., médaille de la Résistance.

MANIA Pierre, ex-résistant, comité national de la F.N.D.I.R.P., responsable des anciens déportés de Büchenwald.

MENSION Robert, dirigeant national de la J.C. pendant l'occupation, ex-président national de la F.S.G.T., co-président de l'A.N.A.C.R.F. des Alpes-Maritimes.

MERINO Henri, militant syndicaliste C.G.T.

NOIROT Paul, directeur de *Politique aujourd'hui.*

PANNEQUIN Roger, ancien membre du comité central du P.C.F.

PINEL Emile, vétéran du P.C.F.

ROBRIEUX Philippe, ex-secrétaire national de l'U.E.C.

ROZENBERG Paul, maître assistant à la Sorbonne, membre de la commission administrative du S.N.E. Sup.

THUILLIER René, ex-dirigeant national des J.C. pendant l'occupation, ancien collaborateur de Gabriel Péri à *L'Humanité.*

TILLON Charles, ancien commandant en chef des F.T.P.

VERNANT Jean-Pierre, ex-chef régional des F.F.I. (R 4), directeur à l'école des Hautes Etudes.

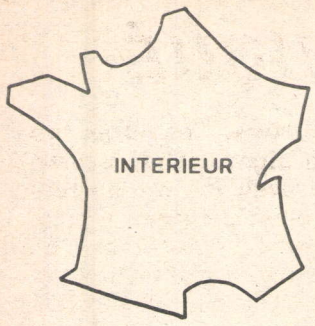
WOLFSOHN Robert, médecin, vétéran du P.C.F.

tu causes, tu causes...

M. PLEVEN, le ministre de la justice, a récemment déclaré devant les élèves du centre national des études judiciaires de Bordeaux : « *Jamais je ne tolérerai qu'il soit porté atteinte à l'indépendance de la magistrature* ».

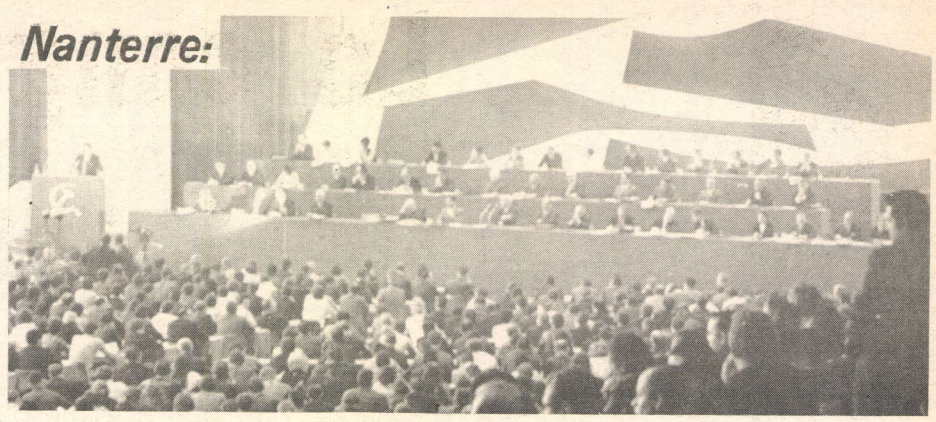
Voilà de fortes et belles paroles, mais on peut se demander à qui elles s'adressaient. M. PLEVEN visait-il l'ouvrier, le petit commerçant, le paysan, l'étudiant, en un mot l'ensemble de la population ? Pourtant la population n'a pas les moyens, le voudrait-elle, de *porter atteinte à l'indépendance de la magistrature.* Serait-ce donc les pouvoirs publics qui étaient la cible des propos du ministre ? Il est vrai que c'est bien à l'Etat que l'opinion reproche de mettre la magistrature à son service.

Mais si cette menace existe, comme semble le reconnaître par sa déclaration le garde des sceaux, ce dernier ne se trouve-t-il pas alors dans une situation délicate ? En cas de conflit entre la magistrature et les pouvoirs publics, M. PLEVEN fera-t-il passer d'abord la solidarité entre gens de justice, où bien, en tant que ministre la solidarité ministérielle ?



XIXe congrès du P.C.F. à Nanterre:

la farce "démocratique"



Le tribunal... (Photo A.F.P.)

LE rideau est tombé sur le spectacle donné par le PCF à Nanterre à l'occasion de son 9e congrès. Ce spectacle se voulait sérieux. Il fut une farce.

Le congrès avait ouvert toutes grandes ses portes. La presse était là, la TV filmait les acteurs, la salle, les tribunes. Vraiment, le PC avait tout fait pour donner de lui-même, le plus largement, le plus publiquement possible, une image démocratique.

Voyez, vous, comme nous sommes démocratiques !

Nous n'avons pas hésité à ouvrir, des mois durant, dans les colonnes de **l'Humanité** ou autre **« France-Nouvelle »**, une tribune de discussion où, pour une fois, on discutait. Nous n'avons pas hésité à rendre publics nos débats avant et pendant le congrès. Nous n'avons pas hésité, là, devant les caméras de la télévision et les speakers des radios, à donner la parole pendant plus d'un quart d'heure à un Garaudy !

Qui oserait donc prétendre qu'en matière de démocratie, nous avons quelque chose à envier à la SFIO ou au parti radical !

Eh bien, la représentation donnée par le PCF a fait long feu. Même mesurée à l'aune de la démocratie bourgeoise — et c'est le seul modèle qu'en l'occurence il était question d'imiter — le spectacle tournait à la farce.

... L'accusé. (Photo A.F.P.)

Il suffisait de regarder Garaudy isolé au milieu d'une salle hostile, le froid glacial qui accueillait ses paroles, l'unanimité des applaudissements déclenchés, comme sur un ordre, lorsqu'il fut attaqué, pour être convaincu à l'évidence que tout était réglé, prévu à l'avance, qu'il n'y avait pas l'ombre d'un débat libre dans toute cette comédie.

Certes il ne s'agit pas de plaindre Garaudy. Il a été victime d'un mécanisme dont il fut pendant longtemps un des principaux rouages. Et il est mal venu à jouer le héraut courageux des pratiques démocratiques, lui qui, en de nombreuses occasions, dans le passé, avait accepté de jouer le rôle de procureur contre les opposants. Lui qui, en son temps s'est déclaré si fier d'être « stalinien de la tête au pieds ». Lui qui était l'accusateur principal de ceux des intellectuels du parti qui, en 1956, ont osé protester contre l'intervention russe en Hongrie.

Mais que l'appareil du parti se mette en branle avec son efficacité impitoyable, même contre un Garaudy, en dit long sur les limites de la « démocratisation » que d'aucuns croient déceler dans les pratiques actuelles du PC.

En fait, toute la publicité organisée autour de ce congrès pour souligner le caractère démocratique du PCF a démontré exactement le contraire. C'est-à-dire qu'au sein du parti se perpétuent les bonnes vieilles méthodes staliniennes, les congrès pré-fabriqués, l'unanimité - ou presque - de rigueur. La démonstration faite en direction de « l'opinion publique » bourgeoise a raté. Il n'y a plus qu'à recommencer...

Caricature même des pratiques de démocratie formelle, en vigueur dans les partis bourgeois, le congrès n'avait vraiment rien de commun, ni de près ni de loin, avec la démocratie qui doit régner dans un parti ouvrier révolutionnaire. Car une telle démocratie, qui fut celle du parti bolchévik du temps de Lénine, ne signifie pas le droit de la majorité - même démocratiquement déterminée - à imposer le silence à la minorité. Elle signifie au contraire que la minorité, fusse-t-elle faible, a exactement autant le droit d'exprimer et de défendre ses opinions que la majorité. Et qu'un quelconque Fajon ne vienne pas dire, comme il l'a fait, que cela aboutit à transformer le parti en « club permanent de bavardages discordants » empêchant l'action.

La libre confrontation des opinions de la majorité et des minorités n'est nullement contradictoire avec la stricte discipline dans l'action.

Mais de telles pratiques sont évidemment profondément étrangères au PC, et même sans doute parfaitement incompréhensibles aux bureaucrates qui le dirigent. Le summum de la démocratie dans leur conception, est de donner la parole à un opposant qui a pour lui, d'une part d'avoir fait partie de la direction, d'autre part de représenter le courant d'opinion le plus ouvertement réformiste du parti. Et encore pour peu de temps, et encore pour lui faire un procès.

Quant à ceux qui, au sein du PC, formulent des critiques de gauche contre la direction, ils n'ont même pas les faveurs — si l'on peut dire — dont a pu bénéficier Garaudy. Eux, ils n'ont qu'à se taire. Et ce n'est pas la presse bourgeoise qui les défendra.

de la caserne à la prison :

comment l'armée ne fait pas de politique

UN an de prison ferme pour Serge Devaux, huit mois pour Michel Trouilleux, quatre mois pour Alain Hervé, telle a été la décision du Tribunal Militaire de Rennes. Ainsi ces trois jeunes appelés marqués de l'esprit de Mai 68 vont connaître, après l'armée, la pourriture des régimes pénitentiaires.

Au cours de leur procès, on a pu apprendre qu'ils ont été « coupables » d'avoir diffusé des tracts gauchistes, dénonçant notamment des brimades (telle la gifle infligée par un sous-officier de carrière à un appelé de deuxième classe), et comportant des phrases comme :

« Si on nous envoie faire le « jaune » : refus d'obéir, si on nous envoie faire le « flic » : refus d'obéir ».

Le commissaire du gouvernement dans son réquisitoire, a demandé que le jugement « n'apparaisse pas comme un verdict d'apaisement ».

« Il ne serait pas compris et la subversion que l'on constate actuellement ne pourrait que se développer ».

Ainsi, de même qu'avec le jugement du militaire maoïste Henri Talau, condamné à un an de prison ferme par le tribunal des forces armées de Metz, mardi 3 février, on a voulu frapper les jeunes et les effrayer.

Mais que pourront conclure les jeunes, de tels exemples, sinon qu'il est scandaleux, révoltant, qu'aux termes de la loi l'on puisse emprisonner pour de tels prétextes ?

Apprendre à combattre... Surtout pas à penser. (Photo A.F.P.)

Le pouvoir s'imagine-t-il que les jeunes vont admettre pour autant que l'armée ne fait pas de politique, alors que l'Aurore, le Figaro, Minute sont introduits dans les casernes et les journaux de gauche interdits ?

S'imagine-t-il que les jeunes vont comprendre qu'il soit permis au soldat Krivine de se présenter aux élections présidentielles, d'exposer ses idées révolutionnaires à la Télévision et à la radio, mais interdit aux soldats de garder des idées de gauche ou d'extrême-gauche à la caserne, déposant ainsi leur cerveau au vestiaire avec leurs habits civils, selon l'expression d'un avocat de la défense ?

Non, Messieurs du Gouvernement, non Messieurs les Juges, vous ne convaincrez pas les jeunes de cela. Frappez, emprisonnez, vous n'y ferez rien. Vous ne ferez que découvrir un peu plus la face hideuse de votre société. Vous démontrez qu'il n'y a pas le moindre respect pour les droits démocratiques élémentaires, et que lorsque vous prétendiez que les jeunes avaient d'autres moyens pour faire de la politique que de construire des barricades, lancer des pavés, employer des moyens illégaux, ce n'était que pure hypocrisie de votre part.

C'est pourquoi les révolutionnaires vous remercient pour ce verdict. Non seulement il n'empêchera pas les jeunes de penser que cette société est pourrie, mais il leur montre clairement qu'il n'y a que la voie révolutionnaire pour l'abattre.

la torture : une institution publique qui marche

LA semaine dernière, 3 jeunes gens ont déclaré avoir subi des tortures dans les locaux de la police. Les 6 et 7 mai derniers, ils furent questionnés par des policiers de la 7e brigade territoriale et de la brigade de recherche et d'intervention qui voulaient obtenir d'eux des aveux sur leur participation à des cambriolages. La valeur des «aveux» de ce genre commence à être connue. Les « suspects » ont subi de graves sévices : ils ont été frappés et soumis aux supplices de l'électrode et de la baignoire. Lorsqu'on les fit déshabiller lors de l'instruction, on constata des traces caractéristiques. Ils présentaient des hématomes sur les parties génitales et des traces de brûlures.

Cette fois-ci, nous l'avons su, parce que le juge d'instruction a donné suite aux plaintes des jeunes gens. Mais combien d'obscurs suppliciés pour qui les plaintes ne leur vaudra que des bourrades supplémentaires ? Combien de jeunes gens passés à tabac régulièrement, que ce soit à la sortie du bal du samedi soir ou lors d'une rafle quelconque sans qu'ils aient la possibilité de se défendre ?

Oui, la police française a la main. Evidemment, le métier de policier demande des aptitudes particulières en la matière.

Mais la main, la police se l'est faite, et tout particulièrement sur les militants du FLN pendant la guerre d'Algérie. La police a eu alors le loisir de se gangréner jusqu'à la moelle. C'était l'époque où l'on entendait hurler à mort dans les commissariats de police. Les habitudes sont vite prises et subsistent.

huit mille jeunes au Bourget à l'appel de l'A.J.S.

HUIT mille jeunes se sont rassemblés au Bourget ce dimanche 1er février, à l'appel de l'AJS, organisation trotskyste. Ils acclamèrent les orateurs qui dénonçaient les méfaits du capitalisme et parlaient de la nécessité de créer une organisation révolutionnaire pour lutter contre l'Etat bourgeois. La journée se termina par un bal.

Il est réconfortant de voir des milliers de jeunes répondre ainsi à l'appel d'une organisation trotskyste. Cela prouve bien, une fois de plus, qu'une partie importante de la jeunesse ressent le besoin de changer cette société pourrie.

En mai 68, la jeunesse fut le fer de lance de ces journées de «printemps ». On l'avait vue, dans les usines, dans les rues affronter les forces de répression, à la recherche d'un humanisme socialiste. Récemment elle a montré - par des actes négatifs malheureusement - que, face à l'injustice et aux atrocités de ce monde, elle réagissait beaucoup plus honnêtement et vivement que les adultes.

Il est réconfortant de voir huit mille jeunes manifester leurs sentiments révolutionnaires, même si l'objectif de cette journée était limité à : être « dix mille au Bourget le 1er février ».

Même si être huit mille c'est très bien, la question qui se pose est de savoir pourquoi faire. Pour être simplement nombreux autour d'un nom d'organisation ?

Il est parfois nécessaire de se compter, certes. Mais cela ne suffit pas en soi.

Or, à l'AJS une telle pratique remplace le programme politique :

« Quinze cents jeunes à la Mutualité ».

« Un million de travailleurs à l'Elysée ».

« Dix mille jeunes au Bourget le 1er février », etc.

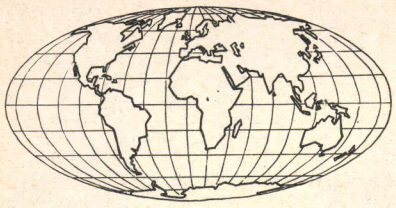
On a bien l'impression que l'AJS fait un complexe de « groupuscule » et que petit groupe - comme tous les groupes gauchistes - elle essaie d'échapper à son sort en mettant en avant des chiffres de plus en plus gros.

L'AJS qui propose le Front Unique Ouvrier au Parti Communiste, se refuse à toute alliance avec les autres organisations trotskystes ou gauchistes en général. C'est puéril ! Le sectarisme empêche justement l'AJS d'élaborer un programme susceptible de contraindre le PCF ou les organisations syndicales à l'unité. Dans ce cadre l'appel au Front unique ouvrier reste du verbiage.

Une attitude unitaire entre « gauchistes » permettrait aux différents groupuscules d'avoir une pratique plus juste, des mœurs plus saines, en un mot une conception réaliste des problèmes qui permette d'aborder et de toucher les travaillleurs.

La rédaction de Lutte Ouvrière avait, après les journées de mai 68, souligné la nécessité pour les « gauchistes » de présenter au pays une force politique cohérente, c'est-à-dire unitaire. Elle pensait que c'était également pour chaque groupuscule une voie plus juste de construire le parti révolutionnaire, parce qu'évitant les lourdes déformations dont des années d'isolement ont marqué les militants révolutionnaires.

La journée de l'AJS au Bourget ne fait que nous renforcer dans notre opinion.



DANS LE MONDE

BELGIQUE :

la police contre les mineurs

(Photo U.P.I.)

La police belge en action... Le véritable visage de l'Etat.

LES vérifications d'identité, les perquisitions et les arrestations se sont multipliées dans le Limbourg où 23 000 mineurs, qui revendiquent une augmentation de 15 % de leurs salaires, entament leur sixième semaine de grève et où plus de 4 000 métallos des usines Ford, à Genk, poursuivent la lutte, ainsi que ceux de Général-Motors.

Pour justifier l'intervention des forces policières, le ministre de l'Intérieur belge a utilisé des arguties éculées : la nécessité de faire respecter « la liberté du travail » et celle de neutraliser« les agitateurs venus de l'extérieur », « les farouches trublions politiques », accusés de vouloir politiser le mouvement revendicatif et de pousser les travailleurs dans la voie de la violence.

Mais, cependant, les étudiants gauchistes qui étaient venus apporter leur soutien aux grévistes n'ont pas été les seules victimes de l'intervention policière. Des mineurs ont été inquiétés par les policiers, certains même appréhendés. La gendarmerie, particulièrement haïe dans les mines depuis l'assassinat, en février 1966 de deux jeunes mineurs grévistes, a pris position tout autour des puits, encerclant littéralement les grévistes ; et une dizaine de cars de police sont installés à l'intérieur même des usines Ford.

Par delà les vociférations injurieuses contre les gauchistes, accusés de tous les maux, c'est bel et bien contre les travailleurs en grève que l'intervention policière est dirigée. Ce sont les prolétaires en colère, excédés par les conditions de travail et les salaires, que la bourgeoisie voudrait mettre au pas. Et puisque les appareils syndicaux bureaucratisés ont été incapables de jouer le rôle qui leur était dévolu en brisant la grève, qu'ils se sont avérés être des larbins inefficaces, c'est en envoyant ses policiers que la classe dominante entend « rétablir l'ordre ».

L'Etat belge montre ainsi sa véritable nature : celle d'une bande armée, composée de dizaines de milliers de mercenaires en uniforme entretenus par la bourgeoisie dont la mission réelle n'est pas de chasser, de ci de là, quelques gauchistes, mais bien de perpétuer la domination du Capital et de se tenir prêt le cas échéant, à réprimer tout mouvement de nature à l'ébranler.

Cela, les grévistes du Nord de la Belgique sont en train de le vivre. Dépouillé de ses oripeaux démocratiques, l'Etat leur apparaît sous son véritable viage, celui d'un appareil de répression.

Contre les bandes armées de la bourgeoisie, les ouvriers, en Belgique comme ailleurs, ont les moyens de riposter. Ils ont pour eux le nombre, et la certitude de mener un juste combat. Il leur reste à prendre conscience de leur force, à rejeter les dirigeants traîtres qui sèment des illusions mortelles, et à s'organiser pour pouvoir rendre coup pour coup à l'adversaire.

DANS LES ASTURIES :

la fin d'une grève mais pas la fin de la lutte

LE lundi 2 février, après une grève de plus d'un mois, la presque totalité des 35 000 mineurs du bassin houiller des Asturies reprenait le travail.

Pourtant, si l'activité a repris au fond des puits, les mineurs n'ont rien obtenu. Satisfaction ne leur a été donnée sur aucun point. Non seulement les dirigeants de la HUNOSA, consortium gouvernemental qui exploite la plus grande partie des puits du bassin, n'ont pas cédé aux grévistes la moindre amélioration de leurs conditions de travail et de vie, mais ces dirigeants ont même ouvertement exprimé leur intention de licencier un millier de travailleurs, parmi les plus combattifs, par mesure de représailles. On compte de plus qu'en arrêtant plus d'un mois le travail, les mineurs ont perdu tous ensemble quelques 150 millions de pesetas.

Est-ce à dire, pour autant, que la grève des mineurs des Asturies se soit soldée par un cuisant échec et que les mineurs en sortent battus ? Loin de là. Car si les mineurs n'ont rien obtenu, sur le plan strictement économique s'entend, ils ne comptaient pas non plus, en engageant la lutte, obtenir grand chose sur ce plan là. Leur lutte était ouvertement politique. La « victoire », pour eux, ce ne pouvait être une victoire chiffrée en quelques pesetas d'augmentations supplémentaires ou en quelques heures de travail de moins. Leur but, c'était l'obtention du droit de grève, du droit de s'organiser eux-mêmes en dehors des structures « syndicales » existantes, simples rouages de l'appareil d'Etat franquiste.

Cela, bien sûr, ils ne l'ont pas non plus obtenu. Mais les mineurs des Asturies, comme d'ailleurs leurs camarades d'autres entreprises et d'autres régions d'Espagne qui les ont suivis par solidarité dans la lutte, savaient qu'ils ne l'obtiendraient pas et qu'ils ne l'obtiendront pas tant que Franco restera en place. Et leur victoire à tous, c'est d'oser lutter contre l'Etat franquiste, c'est d'avoir le courage de lui porter des coups de boutoir malgré l'énorme arsenal répressif dont il dispose : licenciements, arrestations et incarcérations, menaces et pressions perpétuelles.

La victoire est donc surtout morale, et les grèves, des grèves « pour l'honneur », pour l'affirmation de la combativité ouvrière. Mais dans le contexte politique espagnol actuel, que les mineurs des Asturies continuent à combattre pour l'organisation ouvrière comme ils ont commencé à le faire en 1958 et 1962, entraînant dans leur sillage l'ensemble de la classe ouvrière espagnole, prend une énorme importance.

Et aujourd'hui, la grève n'est pas finie. Elle est tout au plus suspendue. Comme le prévoyait d'ailleurs il y a plus d'une semaine un membre d'une délégation des mineurs en déclarant : **« La grève prendra fin quand nous serons à bout de force, mais nous reprendrons notre action dès que nous aurons un peu d'argent. C'est, d'ailleurs, ce qui n'a cessé de se passer dans les Asturies depuis 1962 ».**

Et sans vouloir jouer les prophètes, c'est ce qui certainement ne cessera plus de se passer tant que le régime franquiste restera en place.

DANEMARK :

grève sauvage de 24 heures

APRES les mineurs du Limbourg en Belgique, les mineurs de Laponie en Suède, les travailleurs danois eux-aussi ont dit leur mot à la barbe de leurs syndicats officiels et de la loi qui punit d'amende la grève « illégale ». C'est à l'appel d'un groupe de syndicalistes de la base que les salariés des chantiers navals, de l'industrie mécanique, des abattoirs, des distilleries, des manufactures de tabac et des autres grandes industries ont décidé une grève de 24 heures le lundi 2 février. Le mouvement a été très largement suivi. Il faut dire que les travailleurs ont de quoi être mécontents sous la politique d'austérité du gouvernement Baunsgaard. En particulier, cette année l'impôt direct a augmenté de 35 %. Les ouvriers ne sont pas prêts à admettre de toucher chaque mois (le prélèvement se fait à la source) un salaire ainsi diminué.

Devant le succès de la grève de lundi, la loi anti-grève est bien dérisoire. Et si les patrons ont assigné les grévistes (illégaux) devant les tribunaux de prud' hommes, il restera aux travailleurs le spectacle réjouissant des magistrats noyés sous l'amoncellement des dossiers.

Dans un pays où comme en Suède, comme en Belgique, les syndicats ont été dressés à la collaboration de classe au point où ils deviennent eux-mêmes un des rouages officiels de l'appareil d'Etat, le mécontentement des travailleurs s'exprime sans eux, par la seule voie que leur laisse cette société trop « policée » : la grève sauvage. Et plus les « syndicats » se discréditeront dans ces luttes qu'ils condamnent, plus les ouvriers apprendront à s'organiser et à mener la lutte eux-mêmes.

DANS LE MONDE

EN BIRMANIE :

Les colonels au pouvoir ferment les universités

Nous avons reçu de Pnom Penh (Cambodge) une lettre de lecteur sympathisant que nous publions ici, car elle apporte un certain nombre de renseignements inédits sur l'opposition étudiante en Birmanie.

Rangoon : une cité moderne avec ses buildings... (U.P.I.)

Pnom Penh, 31-12-1969

1962-1969... Sept ans ont passés. Pendant cette période, le « Conseil Révolutionnaire » de Birmanie a semblé former son intelligentsia dans le plus grand calme et pour le plus grand bien de la « Voie Birmane vers le socialisme ».

En 1962, une certaine agitation politique régnait à l'université, où diverses tendances marxistes menaient au sein même des foyers étudiants des discussions critiques sur la façon de « construire le socialisme ». Les colonels avec le général Ne Win à leur tête, avaient réussi leur coup d'Etat et mis tous les politiciens en prison. Cette fermentation étudiante n'était pas pour leur plaire. Sur un vague prétexte, l'armée fut envoyée sur le campus universitaire. Elle cerna le foyer où se tenaient les réunions politiques et fit feu, à la mitraillette. Bilan ? 200 tués ? Personne ne l'a jamais su. Car les enterrements se firent nuitamment, chaque famille devait taire ses morts au risque d'être elle-même emprisonnée, ou pire. La plupart des professeurs sympathiques au mouvement, furent jetés en prison ou dans les camps, et l'université fut fermée pour 2 ans.

... et ses pauvres. (U.P.I.)

Aujourd'hui, c'est une nouvelle génération d'étudiants qui fréquentent les mêmes lieux. Un soldat en face de chaque porte braque sa mitraillette vers l'intérieur du campus. C'est la menace suspendue là, qui rappelle 1962. Et tout le monde à l'université s'en souvient bien, de 1962. Le régime « socialiste », qui a prétendu asseoir sa solidité sur des cadavres d'étudiants, n'a rien fait d'autre que d'ancrer ainsi une haine solide au cœur de chaque futur étudiant.

9 décembre 1969 ; au beau milieu des cinquième jeux (sportifs) d'Asie du Sud-Est Péninsulaire (qui se déroulaient à Rangoon du 5 au 14 décembre) a eu lieu — chose incroyable — une manifestation.

Du centre du campus universitaire, où se déroulaient les épreuves de boxe, vers huit heures du soir, plus de 1 000 étudiants (sur les 5 000 que connaît toute la Birmanie), ont crié leur haine du régime et leur désir de changements.

L'armée est arrivée très vite, mais elle n'a tiré que faiblement en raison des étrangers et des journalistes qui, du fait de l'épreuve sportive proche, se trouvaient sur les lieux.

Les étudiants ont fait preuve d'un courage et d'une détermination remarquables. Ils ont réussi à mettre le feu à plusieurs voitures de l'armée, mais au moins 7 des leurs ont été blessés ou morts, tandis que 2 ou 3 membres de l'armée ou de la police y laissaient la vie.

Les combats ont duré toute la nuit entre étudiants et armée parmi les pavillons et les arbres. Les étudiants visaient le village des sportifs étrangers, véritable camp fortifié tenu à l'écart de la ville de Rangoon et de tous les birmans.

Au matin du 10, le pouvoir décidait que l'université serait fermée sinedie. Les étudiants devaient quitter la ville le soir même et retourner dans leurs villages. Des manifestations ont encore eu lieu ce jour-là autour du campus, et le lendemain matin, quand l'armée a tenté de faire monter de force les jeunes dans les trains, ils ont su rester sur le quai.

Mais des manifestations s'étaient déroulées aussi dans les autres grandes villes de Birmanie : Mandalay, Bassein, Taungyi. Tour à tour, tous les collèges universitaires entraient en mouvement. Et les collèges universitaires furent fermés. Puis l'agitation gagnait les lycées (high school). Les lycées furent fermés eux aussi, puis de même les écoles primaires et... les classes maternelles !

Le gouvernement affolé a jeté en une semaine toute la jeunesse dans la rue et celle-ci, ou du moins sa partie consciente, s'est félicitée d'une telle initiative.

Or, il se trouve que l'ancien président « démocrate » U Nu, exilé à Bangkok, a annoncé en septembre 1969 son intention de reprendre le pouvoir ; mais ce n'est pas de U Nu, auteur du boudhisme d'Etat et responsable indirect du coup d'Etat, que les étudiants veulent. Le noyau agissant est romantique et Che Guevara serait plutôt son modèle. Ils ne savent peut-être pas très bien où ils vont : « Nous voulons la Révolution » criaient-ils ce soir là ; mais ils savent ce dont ils ne veulent plus : le nationalisme exacerbé, les frontières fermées, l'appauvrissement général organisé par l'Etat « socialiste » au profit d'une petite couche de militaires-bureaucrates, la démagogie, l'ordre moral et surtout le flic, le soldat, les mitraillettes à chacoin de rue et le M.I.S. (Military Intelligence Service police politique), dans chaque amphi, dans chaque immeuble.

L'université devait être réouverte le 5 janvier 1970 afin que des examens trimestriels s'y déroulent.

Le gouvernement a tellement peur des étudiants que chaque université sera réouverte à une date différente et seulement pour passer le dit examen. Mais cet examen trimestriel est baptisé... examen final. L'année universitaire aura durée deux mois : octobre et novembre !

Cette révolte des étudiants annonce, à coup sûr, le début de la fin pour le régime des colonels et de leurs flics.

L'armée tirera peut-être quelque part et les morts seront peut-être nombreux, mais la situation est devenue explosive, et le « socialisme » birman des colonels n'en a peut-être plus pour bien longtemps.

En effet, le problème Birman est un problème international : la Chine est aux frontières (1 000 kilomètres des frontières communes), et elle alimente la vingtaine de guérillas des minorités contre le gouvernement central ; l'impérialisme américain, installé aux portes (en Thailande, au Laos) est attiré par ce grand pays aux ressources considérables (pétrole, minerais de toutes sortes), et qui a une position stratégique-clé entre l'Inde et la Chine.

La révolte étudiante, prélude à d'autres choses, va-t-elle faire apparaître en Birmanie un nouveau point chaud dans la préparation de la troisième guerre mondiale ?

Contre l'arbitraire en Algérie

Dans son bulletin de janvier 70, le Comité pour la défense d'Ahmed Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie fait le bilan de la répression en Algérie en 1969 et alerte l'opinion française et internationale sur le sort des victimes de la répression :

« Nous voici au seuil d'une année nouvelle. Pour le président Ben Bella et pour ses compagnons, pour des dizaines d'autres progressistes algériens, c'est encore une nouvelle année qu'ils commencent derrière les barreaux de leur prison.

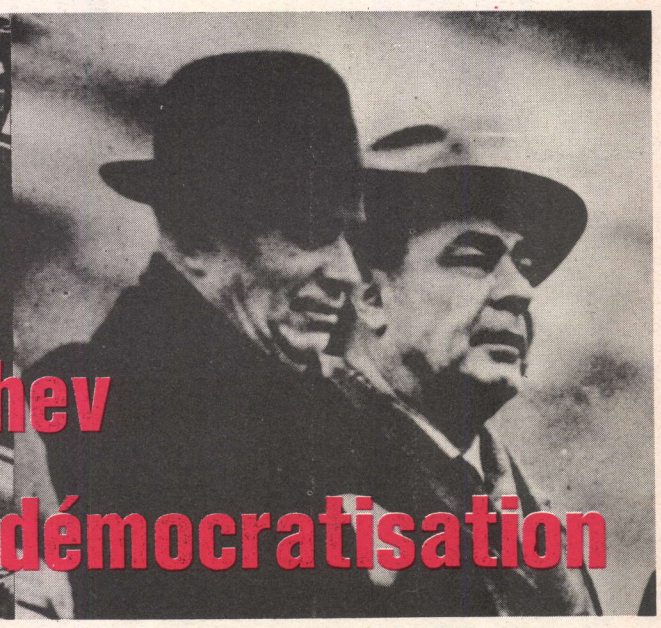
Depuis plus de quatre ans, en effet, pour ces hommes, la situation n'a guère changé. Les dirigeants d'Alger maintiennent dans une geôle secrète — et dans des conditions qui rappellent celles utilisées au Moyen Age — celui qui fut le premier président de l'Algérie indépendante, sans qu'il soit même inculpé ou jugé. Des militants progressistes éminents sont exilés dans le Sud saharien et soumis au plus étroit contrôle policier tandis que d'autres, seulement coupables d'affirmer leur idéal de progrès et de liberté sont enfermés dans des prisons que certains ont déjà connues à l'époque coloniale quand ils luttaient pour le droit à l'indépendance de leur pays.

Tant qu'il y aura un seul progressiste détenu en Algérie, tant que les policiers et les geôliers tortureront, tant que des hommes pourront être illégalement jetés en prison et détenus sans jugement, tant que régnera l'arbitraire, notre Comité aura sa raison d'être, il sera solidaire des victimes, il fera entendre la voix indignée de millions d'amis de l'Algérie nouvelle. »

La rédaction de *Lutte Ouvrière* s'associe pleinement à la protestation du Comité contre les arrestations illégales, les tortures et l'arbitraire en Algérie.

De la même façon que ses rédacteurs avaient dénoncé les arrestations et l'arbitraire en Algérie lorsque Ben Bella était chef du gouvernement algérien.

Février 1956 : XX^e Congrès du Parti



La déstalinisation de Khrouchtchev une prétendue démocratisation

Staline (U.P.I.).

Malenkov (U.P.I.).

Khrouchtchev et Brejnev (U.P.I.).

Il ne se passe pas de semaine sans que proviennent d'U.R.S.S. des nouvelles de la répression qui s'abat sur les intellectuels et opposants. La « déstalinisation » que d'aucuns avaient voulu voir en 1956 a fait long feu.

Et pourtant quand dans la nuit du 24 au 25 février 1956, Khrouchtchev donnait lecture devant 1 600 délégués du XX^e Congrès du P.C.U.S., réunis à huis clos, de son fameux « Rapport secret » sur les crimes de Staline, ce fut comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Dans ce « rapport secret », le nouveau n° 1 de la bureaucratie soviétique ne se contentait pas, comme il l'avait fait quelques jours auparavant dans son premier discours au Congrès, en séance plénière, de dénoncer en termes généraux le « culte de la personnalité ». Il prononçait cette fois contre Staline, l'ex-« Chef génial », l'ex-« Petit père des peuples », l'ex-« Soleil du prolétariat mondial », un violent réquisitoire, l'accusant d'avoir été un tyran sanguinaire, d'avoir exterminé physiquement et en masse, sous prétexte qu'ils étaient des « ennemis du peuple », des milliers et des milliers d'honnêtes citoyens soviétiques et de militants convaincus du Parti, et d'avoir commis les pires exactions contre la légalité soviétique.

Bien sûr, si Khrouchtchev, dans son long rapport, dont nous citons quelques extraits, dénonçait avec fureur les méthodes criminelles de son prédécesseur, il se gardait bien de critiquer le fondement de la politique stalinienne : la théorie du socialisme dans un seul pays, au nom de laquelle tous les crimes dénoncés avaient été commis ; de même qu'il se gardait bien d'expliquer comment et pourquoi, lui et ses semblables de l'appareil, avaient pu, des années durant, non seulement laisser faire silencieusement mais encore applaudir à de tels crimes.

C'était là, bien sûr, le côté épineux et délicat de l'affaire. Tellement épineux et délicat que la voix de Khrouchtchev fut couverte par un tonnerre d'applaudissements lorsqu'il termina son réquisitoire par ces mots : « Nous ne pouvons laisser sortir cette question hors du Parti et surtout pas dans la presse. C'est pour cette raison que nous l'examinons ici à une session à huis clos du Congrès. Nous devons savoir où se trouvent les limites. Nous ne devons pas fournir de munitions à l'ennemi. Nous ne devons pas laver notre linge sale sous ses yeux. Je pense que les délégués au Congrès comprendront et apprécieront correctement toutes ces propositions ».

Mais, que Khrouchtchev l'ait voulu ou non, la crasse du linge stalinien s'étala quelques mois plus tard aux yeux du monde entier.

Le 5 juillet 1956, en effet, le New York Times publiait in extenso le rapport secret qui lui avait été communiqué par le Département d'Etat américain, qui, lui-même, le tenait très certainement de dirigeants de pays de l'Est auxquels il avait été envoyé.

Pour l'opinion publique mondiale, et surtout pour une large partie de l'opinion « de gauche », si ce n'est de l'extrême gauche, le XX^e Congrès du P.C.U.S. et les révélations fracassantes de Khrouchtchev sur le « culte de la personnalité », passé le choc initial, marquaient un tournant important : l'ère de la « déstalinisation » s'ouvrait.

Pour beaucoup, cette « déstalinisation » dont Khrouchtchev se serait fait l'avocat victorieux au XX^e Congrès, marquait l'inauguration d'un nouveau type de gouvernement : la « direction collégiale », succédant à la dictature personnelle d'un seul homme.

Pourtant, lorsque du haut de la tribune du XX^e Congrès, Khrouchtchev se fit le fougueux défenseur de la direction collective, celle-ci était en train de disparaître — au profit du pouvoir personnel de Khrouchtchev. En fait, il n'y eut de « direction collective » — si l'on peut dire — qu'au lendemain de la mort de Staline. Et à cette époque-là, ce sont les faits eux-mêmes qui l'avaient imposée à la bureaucratie : Staline mort, restait sur le devant de la scène une demi-douzaine de hauts dignitaires, qui, tous, avaient d'égales raisons de briguer la succession. Mais, durant la période qui allait suivre, de 1953 à 1956, ce n'est pas à la consolidation de la direction collective que l'on allait assister, mais, au contraire, à l'émergence d'un nouveau chef suprême : Khrouchtchev.

Beria, le chef de la police, assassiné par ses « collègues » de la direction. (Photo U.P.I.)

Au lendemain de la mort de Staline, une poignée de candidats à la succession étaient sur les rangs : Molotov, à la tête de l'appareil d'Etat ; Malenkov, secrétaire général du Parti ; Béria, chef de toute la police ; Boulganine, chef de l'armée ; Krouchtchev... pour l'instant tous égaux en titres et en droits pour prendre la relève. Aucun n'avait la possibilité dans l'immédiat de s'imposer aux autres, aussi, force leur fut de composer. D'autant que le temps pressait. La nouvelle de la mort de Staline fut différée de 24 heures, le temps justement de trouver un compromis en sommet : ce compromis ce ne pouvait être que la direction collective, seule solution gouvernementale possible dans l'immédiat en raison du rapport des forces. Cette solution circonstancielle permit d'assurer la continuité du gouvernement, et d'éviter que la crise de succession ouverte ne provoque à l'intérieur du pays une crise bien plus grave encore, capable de remettre en cause la domination de la bureaucratie elle-même. Mais l'ère de la direction collective imposée par les faits et les circonstances à la bureaucratie n'allait pas faire long feu. Si tous les hauts dignitaires de l'Etat soviétique étaient pour l'instant égaux, l'un d'entre eux, Krouchtchev en l'occurrence, allait rapidement se révéler « plus égal » que les autres.

Dès que le corps du défunt chef suprême fut mis en lieu sûr, dans son mausolée, la bataille pour la succession s'engagea. Mais sous le voile de l'« unité politique », bien sûr.

Et tandis que la nouvelle direction faisait savoir le 7 mars 1953 au pays que l'« unité, solide comme l'acier, monolithique, des rangs du Parti, représente la condition principale de sa force et de sa puissance », les aspirants dictateurs entamaient à l'intérieur de l'appareil, une lutte sourde mais implacable pour la succession. De ces luttes intestines, on ne connaît bien sûr que les manifestations extérieures. Mais elles suffisent amplement à en prouver l'âpreté.

Quelles furent les grandes étapes de cette lutte ?

Le 7 mars 1953 : le gouvernement est réorganisé et les pouvoirs essentiels sont partagés entre Malenkov, Molotov, Béria, Boulganine et Kaganovitch.

Le 11 mars 1953 : un présidium de dix membres est institué, composé de représentants du Comité central dans l'ordre hiérarchique suivant : Malenkov, Béria, Molotov, Vorochilov, Krouchtchev, Boulganine, Mikoian, Sabourov, Pervoukhine.

Les 22 et 23 mars 1953 : nouveau remaniement : une dépêche de Moscou annonce que Malenkov reste chef du gouvernement de l'U.R.S.S. mais abandonne le secrétariat du Comité central du Parti et est remplacé à ce poste par Krouchtchev.

Le 11 juillet 1953 : « Le Monde » titre : « Purge sensationnelle au Kremlin. » Le maréchal Béria est destitué de toutes ses fonctions et va être traduit devant la Cour suprême comme « agent de l'impérialisme mondial ». La « Pravda » annonce : « Des faits irréfutables prouvent que Béria a perdu l'aspect communiste... et cet aventurier, ce mercenaire des forces impérialistes étrangères couvait des plans *visant à s'assurer la direction du Parti et du pays* en vue de mener une « politique de capitulation qui aurait abouti à la restauration du capitalisme ». Une telle justification, dans le plus pur style stalinien, en dit long sur les visées personnelles de ses auteurs. Il est à peu près certain, et le silence sur toute cette affaire en est une preuve, que c'est d'un commun accord que les dirigeants de l'appareil ont voulu se débarrasser de l'individu le plus dangereux du groupe, le chef de la police secrète, celui qui en savait pas mal sur le compte de tous les autres. D'ailleurs, si la version officielle veut que Béria ait été passé en jugement, condamné pour haute trahison et fusillé le 24 décembre, aussitôt la sentence rendue, des rumeurs très répandues à Moscou laisseraient penser que Béria aurait été, en réalité, abattu, si ce n'est même étranglé, par ses propres collègues au cours d'une réunion du présidium.

Le 6 août 1953 : un communiqué annonce qu'une « nouvelle hiérarchie soviétique » est instituée et que Krouchtchev passe au troisième rang. Et la presse de

Malenkov, quand il était second. (U.P.I.)

Communiste de l'Union Soviétique

commencer à s'intéresser aux détails de la vie et du caractère de cet homme nouveau, tandis que les épurations de soi-disant collaborateurs de Béria vont bon train.

L'ascension de Khrouchtchev

De la fin 1953 au début 1956, s'ouvre une période décisive au cours de laquelle tous les concurrents de Khrouchtchev vont être successivement éliminés.

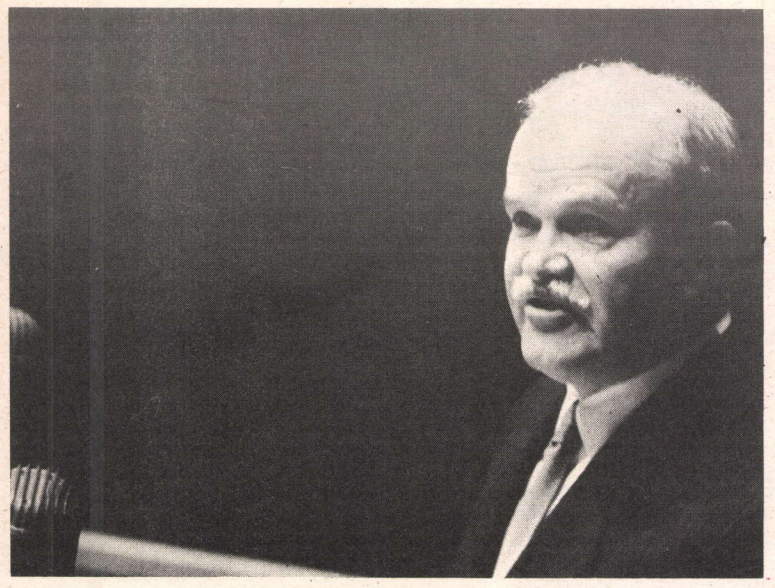
En février 1955 : après Béria, c'est au tour de Malenkov. Il démissionne de la présidence du Conseil, accusant son « inexpérience », admettant ses erreurs dans le domaine de l'agriculture et de l'économie en général, et est remplacé à son poste par Boulganine.

Alors s'ouvre la période du « tandem » Khrouchtchev-Boulganine. Tous deux se rendent en visite officielle à Belgrade pour tenter de renouer avec Tito les liens rompus en 1948. Et dans la presse, on ne parle pas de l'un sans l'autre. Le problème des rapports nouveaux à instaurer à l'égard des pays satellites va d'ailleurs être le prétexte à l'élimination d'un nouveau concurrent : Molotov. Le 16 septembre 1955, Molotov fait son auto-critique : il aurait commis l'erreur d' « oublier » que le Parti avait depuis longtemps décidé que le socialisme était réalisé et que l'on avait atteint la phase de la « transition vers le communisme ». Molotov, le vieux compagnon de Staline, reste encore à la direction jusqu'à son élimination définitive à l'occasion de l'affaire de la fraction « anti-parti » en 1957. Mais son influence est sérieusement entamée. A ce même moment, Khrouchtchev place fiévreusement ses propres hommes dans l'appareil. Le 27 janvier 1956 enfin, les dirigeants des partis frères sont avisés que le XX[e] Congrès qui se prépare, va s'en prendre au culte de la personnalité ! Après avoir éliminé tous ses rivaux, excepté le plus obscur, Boulganine, qui ne le sera que trois ans plus tard, le moment est en effet venu pour Khrouchtchev, désormais seul maître à bord, de dénoncer le culte de la personnalité, d'asseoir un peu mieux son pouvoir personnel en se faisant le champion de la « déstalinisation », et de se faire l'apôtre de la « direction collégiale » après en avoir été le fossoyeur.

A la tribune du XX[e] Congrès

Et sans l'ombre d'un scrupule, Khrouchtchev lance du haut de la tribune du XX[e] Congrès : « Lénine se dressa résolument contre toute atteinte à affaiblir ou diminuer le rôle directeur du parti dans la structure de l'Etat soviétique. Il élabora les principes bolchéviks de direction du parti et les règles de fonctionnement du Parti, insistant sur le fait que *le principe directeur de la direction du Parti est celui de la direction collective.* Déjà, dans les années antérieures à la révolution, Lénine désigna le *Comité central du Parti comme un organe collectif de dirigeants,* gardien et interprète des principes du Parti. »

Que la Direction collégiale ait été aussi éphémère et que Khrouchtchev, avant d'asseoir son propre culte en utilisant l'arme idéologique de la déstalinisation, ait éliminé tous ses rivaux n'a rien de très étonnant. La bureaucratie, qui maintient une dictature féroce sur la société soviétique, ne peut pas assurer la démocratie pour ses propres membres. Car laisser la libre discussion s'établir dans ses propres rangs, c'est risquer que d'autres couches s'en mêlent. La bureaucratie a besoin d'un arbitre suprême capable de trancher. L'arbitre suprême, Staline, mort, aucun membre des hautes sphères de la bureaucratie ne pouvait lui succéder par simple décret. Mais la bureaucratie ne pouvait subsister non plus sans que le processus de sélection d'un nouveau dictateur ne se remette en branle. De 1953 à 1956, et dans les années suivantes, c'est à la marche vers le pouvoir personnel de Khrouchtchev que l'on assiste, marche qui n'a pourtant pas abouti à son terme : le processus s'est enrayé et Khrouchtchev a été éliminé avant de devenir un nouveau Staline. C'est que si la bureaucratie est convaincue de la nécessité d'instaurer sa dictature sur l'ensemble de la société, si elle est peut-être encore convaincue de la nécessité d'un arbitre suprême, elle ne voit, par contre, pas nécessairement les raisons d'attribuer à ce dernier un pouvoir aussi exhorbitant que fut celui de Staline.



Molotov, éliminé en douceur. (U.P.I.)

N° 1, pas pour longtemps (U.P.I.).

Les limites de la libéralisation

Les bureaucrates eux-mêmes aspirent à un peu de calme. La nécessité de la dictature sanglante de Staline s'était imposée à la bureaucratie dans les années 30 au travers de crises graves. Il faudra sans doute aux nouvelles générations de bureaucrates une expérience semblable pour qu'ils acceptent à nouveau de reconnaître à l'arbitre suprême le droit non seulement de trancher les problèmes, mais aussi, éventuellement, les têtes des bureaucrates eux-mêmes. Pour l'instant, ils ne sont pas prêts à l'accepter. Là s'arrêtent les limites de la « libéralisation » post-stalinienne.

Lors de la publication du rapport secret de Khrouchtchev, ils furent nombreux ceux qui croyaient déceler là le point de départ d'une démocratisation du régime russe. Quatorze ans après, les illusions d'alors apparaissent dérisoires. La dictature de la bureaucratie sur la société soviétique demeure.

Le rapport Khrouchtchev *(extraits)*

Comment Staline obtenait des aveux ?

« Il dit que l'académicien Vinogradov devait être enchaîné, qu'un autre devait être battu. A ce Congrès se trouve délégué l'ancien ministre de la sécurité d'Etat, le camarade Ignatiev ; Staline lui dit sèchement : « Si vous n'obtenez pas d'aveux des médecins, je vous raccourcirai d'une tête. » (Tumulte dans la salle.)

Pourquoi les membres du bureau politique n'ont pas réagi ?

« Dans la situation qui existait alors, j'ai souvent parlé avec Boulganine. Une fois où nous voyagions tous deux dans une auto, il dit : « Il est arrivé quelquefois qu'un homme est arrivé chez Staline sur invitation comme un ami. Et quand il est assis auprès de Staline, il ne sait pas où il sera envoyé ensuite, chez lui ou en prison. »

Les grandes épurations

« La commission a eu connaissance d'une grande quantité de matériaux des archives du N.K.V.D. et d'autres documents, et elle a établi beaucoup de faits relatifs à la fabrication d'affaires contre des communistes, à des accusations fausses, à des abus éclatants de la légalité socialiste — ce qui eut pour résultat la mort de personnes innocentes... Il a été établi que sur les 139 membres et suppléants du Comité central du parti, élus au XVII[e] Congrès (congrès qui s'est tenu en 1934), 98 personnes, soit 70 %, furent arrêtées et fusillées (la plupart en 1937-38). » (Indignations dans la salle.)

Déportations de nations entières

« Ainsi, déjà à la fin de 1943, alors qu'il y avait déjà eu une percée permanente sur les fronts de la grande guerre patriotique au profit de l'Union Soviétique, la décision fut prise et exécutée de déporter tous les Karachaï des terres sur lesquelles ils vivaient. Dans la même période, à la fin de décembre 1943, la même chose survint à toute la population de la République autonome des Kalmouks. En mars 1944, les peuples tchétchène et ingouche furent déportés et la République autonome tchétchène-ingouche fut liquidée. En avril 1944, tous les Balkars furent déportés de la République autonome kabardino-balkare vers des lieux éloignés et la République fut dénommée alors République autonome kabardienne. Les Ukrainiens ont évité de connaître un tel sort seulement parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas de place pour les déporter. Sinon, ils auraient aussi été déportés. » (Rires et animation dans la salle.)

« Il est clair que de telles conditions plaçaient chaque membre du bureau politique dans une situation très difficile. Si nous considérons aussi le fait que dans les dernières années, les sessions plénières du Comité central n'étaient pas convoquées et que les sessions du Bureau politique n'avaient lieu qu'occasionnellement, de temps à autre, alors nous comprendrons comment il était difficile à un membre du Bureau politique de prendre une position contre telle ou telle procédure incorrecte ou injuste, contre de sérieuses erreurs et les défauts dans les pratiques de la Direction. »

Ce que le P.C.F. en a dit...

Thorez s'explique devant le 14[e] Congrès.

La « déstalinisation », encore un tournant bien pénible à prendre pour le P.C.F.

La politique du P.C.F. sera de minimiser l'affaire. Tout d'abord de minimiser les critiques faites officiellement à Staline lors du XX[e] Congrès et de voir la portée historique de celui-ci dans le... VI[e] plan quinquennal ! Le 5 mars, le P.C.F. sera le seul P.C. a commémorer l'anniversaire de la mort de Staline. Il est vrai qu'à ce moment-là, le P.C.F. n'avait pas encore eu connaissance du rapport secret de Khrouchtchev du 25 février qui avait été lu au cours d'une séance spéciale du XX[e] Congrès à laquelle les délégués étrangers n'avaient pas été conviés. Ceux-ci n'en apprendront l'existence (le 16 mars) et le contenu (le 5 juin) que par le *New-York Times*. Situation d'ailleurs bien embarrassante... Le Bureau Politique du P.C.F. attend le 19 juin pour faire une brève déclaration et il dépêche une délégation à Moscou pour discuter du rapport Khrouchtchev et savoir enfin quelle ligne de conduite adopter. Ceci permet à Thorez, le 18 juillet, lors de l'ouverture du XIV[e] Congrès du P.C.F., de donner une explication officielle des causes des « erreurs » de Staline.

Le débat est clos avant d'avoir commencé.

LE 19 JUIN 1956, DECLARATION DU B.P. :

« LA presse bourgeoise publie un rapport attribué au camarade Khrouchtchev. Ce rapport qui ajoute aux erreurs de Staline déjà connues l'énoncé de fautes très graves commises par lui, suscite une légitime émotion parmi les membres du Parti Communiste Français. » (...)

« Les explications données jusqu'à présent sur les fautes de Staline, leur origine, les conditions dans lesquelles elles se sont produites, ne sont pas satisfaisantes. Une analyse marxiste approfondie est indispensable pour déterminer l'ensemble des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer. »

Cette analyse que Waldeck Rochet, Marcel Servin et Etienne Fajon sont partis chercher à Moscou, Thorez la résumera dans son rapport au 14[e] Congrès du Parti le 18 juillet 1956 :

Après avoir évoqué les énormes difficultés de l'Etat soviétique pendant et après la guerre civile, puis les luttes contre les oppositions de gauche et de droite, Thorez conclut :

« Au cours de cette lutte de titans, Staline avait fait preuve de mérites exceptionnels et par voie de conséquence s'était acquis une grande autorité, une grande popularité. Mais peu à peu, on se mit à lui attribuer tous les succès du Parti Communiste et du peuple de l'Union Soviétique. En outre, certains côtés de son caractère, déjà signalés en 1922 par Lénine contribuèrent à favoriser un véritable culte de la personnalité. Le principe de la direction collective fut violé. L'arbitraire et la repression injustifiés s'abattirent sur des citoyens honnêtes, communistes compris. »

« Telles sont les circonstances qui expliquent historiquement la naissance et la propagation du culte de la personnalité de Staline. »

Ouf ! L'analyse « marxiste » qu'on était parti chercher à Moscou affirme que l'explication du culte de la personnalité ne doit pas être recherchée « dans la nature du régime social soviétique ».

revue de la presse d'extrême-gauche

INFORMATIONS OUVRIÈRES

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

28 Janvier au 4 Février 1970.

Dans une chronique consacrée au « PCF à la veille de son congrès », I.O. écrit :

La question du « centralisme démocratique » pose inexorablement celle de la nature du P.C.F., de sa place et de sa fonction dans la lutte des classes. Pour justifier leur panique de voir la discussion prendre une forme organisée qui conduirait à un bilan de sa politique, la direction du P.C.F. — comme les bureaucrates du Kremlin — ne peut opérer qu'un « retour vers Staline » et le stalinisme. Toute l'expérience du bolchevisme s'inscrit en effet en faux contre l'idée que la discussion politique puisse être positivement réglée par des mesures d'appareil, que le centralisme démocratique signifie que la majorité n'ait d'autre droit que l'abjuration de ses opinions.

UN COMMENCEMENT

Aujourd'hui, tous les piliers sur lesquels reposait le stalinisme sont ébranlés. Dans cette situation les militants, à tous les niveaux, de toutes les générations, venus au P.C.F. parce qu'ils y voyaient le parti capable de renverser le capitalisme, cherchent à exprimer leurs aspirations. Leur lutte prend d'abord la forme d'une tentative de réformer leur parti pour en faire ce qu'il affirme être « le grand parti de la classe ouvrière » c'est-à-dire le parti capable de conduire les travailleurs, dans leur masse, à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et son Etat.

Nous affirmons quant à nous que pareille perspective est illusoire : l'appareil bureaucratique sélectionné à travers le stalinisme doit être brisé, toute l'expérience de la lutte des classes dans ce pays comme celle des travailleurs d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est l'enseigne.

liste, la révolution socialiste. Il faut aussi, pour cela, dénoncer l'opportunisme passé du P.C.F. Il faut remonter bien loin, très loin pour cela : jusqu'à Staline. Cela n'est pas facile quand on s'est tu pendant longtemps. Avec « le Grand Tournant du socialisme », Garaudy a franchi un premier pas. Le chemin qu'il a à parcourir est encore long et les voies de traverse ne manquent pas : nous espérons pour lui que son « tournant » l'amènera à gauche... de la direction actuelle du P.C.F.

rouge

hebdomadaire d'action communiste

2 Février 1970

Les camarades de Rouge consacrent trois pages de leur hebdomadaire à la campagne en faveur des soldats Trouilleux, Devaux et Hervé, emprisonnés pour délits d'opinion. Faisant suite à une première page qui titre « A bas la justice militaire », l'éditorial fait « le procès de l'armée » et récuse par avance les juges des soldats emprisonnés, en ces termes :

Parce que la justice militaire est à l'opposé de toute idée de loi, de démocratie, de justice. S'appuyant sur un Code militaire, rendue dans des tribunaux militaires par des membres de la caste militaire, elle enferme et maltraite ses condamnés dans des bagnes et forteresses militaires où nul civil ne pénètre. Ses juges ne sont pas impartiaux, ni ses verdicts, puisque ceux qui jugent sont aussi ceux qui accusent, et sont encore ceux qui appliquent la peine. Quelles garanties de sérénité le jeune appelé peut-il attendre d'une justice où le législateur, l'accusateur, le juge et le bourreau appartiennent à la même caste réactionnaire d'officiers, qui dispose dans son domaine (les casernes aux hautes murailles entourées de barbelés) d'un pouvoir quasi absolu ? Quel que soit le verdict rendu par les officiers de Rennes, nous le récusons, nous récusons le Tribunal militaire qui croit faire régner ainsi un ordre difficile dans les casernes.

NOS CAMARADES NE SONT PAS ACCUSES, NI NE SERONT JUGES LEGALEMENT. D'autres soldats sont enfermés à la prison de Landau. D'autres peut-être encore, nous ne savons où. D'autres enfin, dans les forteresses, dans les territoires d'outre-mer, au Fort d'Aiton (Haute-Savoie) à propos duquel les rares qui en réchappent livrent des récits de cauchemar. Il n'y a là, quoi qu'en dise le gouvernement bourgeois, ni justice, ni impartialité, ni sérénité, ni loi, mais la seule vengeance hideuse des officiers contre le contingent qu'ils entendent réduire à merci, mais dont, au fond, ils ont une peur phénoménale.

le plan de redressement ne sont que du vent, que les indices économiques sont trafiqués. Aux prises avec des concurrents aussi rapaces qu'eux, les monopoles veulent sauver leurs profits sur le dos des travailleurs. Ils essaient de nous endormir avec leurs discours, de nous abrutir avec leur publicité « partez en vacances en Afrique » « achetez un châlet en montagne » « laissez votre argent travailler pour vous » !... Tu parles !

Ça ne peut plus continuer comme ça. Cette fois ça suffit, on ne paiera pas !

S'ils se donnent tant de mal pour nous faire avaler leur camelote, c'est qu'ils ont peur. Peur de notre révolte. Ils savent que si nous passons à l'action, leurs plans ne résisteront pas longtemps. Alors ripostons. Prenons exemple sur le peuple italien. Quand les loyers ont été augmentés une gigantesque grève des loyers a été déclenchée dans toutes les villes d'Italie. Que pouvaient alors les propriétaires, leurs huissiers et leurs flics ? Rien. La leçon de cette lutte est claire : si nous luttons tous ensemble, nous ferons reculer les exploiteurs.

Cahiers de mai

N° 17 - Février 1970.

On trouve dans ce numéro des « Cahiers » outre les nombreuses rubriques consacrées aux entreprises (Peugeot - St-Etienne, Elf-Re, Cheminots, Aéroport d'Orly, etc.), un encart spécial sur l'analyse du « contrat de progrès » à l'EGF qui se termine ainsi :

La mise en question implicite de toute leur pratique à l'égard de la masse des travailleurs a été fort bien saisie par les syndicats signataires de la convention. Tout au long de la campagne référendaire, leurs dirigeants s'indignèrent de voir ainsi « porter atteinte à la représentativité des syndicats ». Donner la parole à la base, c'était, à leurs yeux, reconnaître qu'ils n'avaient pas le droit de parler au nom des travailleurs en toutes circonstances et en tout lieu. Et de reprocher à la C.G.T. sa dangereuse imprudence.

En demandant ainsi, pour des raisons tactiques, aux travailleurs d'arbitrer un débat non seulement avec le patronat mais aussi entre les syndicats eux-mêmes, la C.G.T. a usé d'une arme à double tranchant : à travers son initiative, les travailleurs peuvent se frayer un chemin vers une plus grande autonomie.

Signalons également qu'en réponse à ceux qui considèrent que l'équipe des « Cahiers » se comporte plus en « journaliste » qu'en « militant », la rédaction redéfinit le rôle qu'elle s'est assignée en soulignant les deux aspects essentiels de son analyse à savoir :

1) le développement dans la classe ouvrière d'un large « courant révolutionnaire », issu de l'expérience pratique des masses en mai-juin 68 ;

2) l'existence en grand nombre de noyaux d'ouvriers révolutionnaires, noyaux fécondés et portés par ce courant, qui ne se reconnaissent dans aucun des groupes existants — quelles que soient les relations épisodiques entretenues quelquefois avec l'un ou l'autre — et qui représentent les éléments encore épars de la nouvelle organisation en gestation.

Or, depuis la rentrée 69, cette analyse — qui était elle-même le produit de quinze mois d'enquêtes —, s'est trouvée confirmée de manière saisissante. Pratiquement, il n'est pas passé une seule semaine sans qu'un contact ait été établi avec un nouveau noyau ouvrier, plus ou moins constitué ou actif et possédant déjà ou non une expression politique marquée, mais correspondant pour l'essentiel à la description donnée plus haut.

Confirmés dans leur démarche, les « Cahiers » redoubleront donc d'efforts pour devenir le journal militant de cette réalité-là, offrant à chacun de ces noyaux, à la fois le type de liaison dont ils ont besoin pour vaincre le sentiment de l'isolement et de l'impuissance, sur lesquels reposent le pouvoir de la bourgeoisie et l'emprise des organisations traditionnelles, et celui auquel, dans l'immédiat, ils sont disposés à collaborer les uns et les autres.

L'HUMANITÉ rouge

29 Janvier 1970

Dans un article d'une page entière, où l'on trouve les photos de Lénine, de Karl Liebknecht et de Patrice Lumumba » et qui porte en titre « Lénine, Liebknecht, Luxemburg, Lumumba », la rédaction d'H.R. explique pourquoi elle a accolé le nom du leader congolais à ceux de trois leaders du prolétariat.

Avant la guerre, vers la fin du mois de janvier, le Parti Communiste célébrait la mémoire de trois grandes figures du mouvement ouvrier disparues à cette époque : Lénine, mort le 21 janvier 1924, entouré de l'affection des peuples soviétiques et de tout le prolétariat mondial, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés par les assassins de la Division de la cavalerie de la Garde (régiment impérial allemand) du gouvernement des sociaux-démocrates Ebert et Noske (« le chien sanglant »). Depuis, un nouveau héros est venu prendre place aux côtés de ces combattants du prolétariat : Patrice Lumumba, symbole des luttes de libération nationale en Afrique, assassiné le 21 janvier 1961 par les fantoches Mobutu et Kasavubu au Katanga avec la bénédiction de l'O.N.U. C'est à nous, marxistes-léninistes, qu'il appartient de reprendre le drapeau que ces quatre héros ont porté au premier rang de la lutte jusqu'à leur mort, et que des traîtres ont traîné dans la boue : le drapeau rouge de prolétaires et des peuples opprimés.

Ces quatre grands héros, unis dans un même combat, dans un même destin glorieux, sont aussi unis dans l'amour que leur portent les travailleurs du monde entier. Et cela, parce qu'ils symbolisent les luttes. Lénine, c'est le symbole de la dictature du prolétariat, Rosa Luxemburg et Liebknecht, c'est la lutte du prolétariat dans les métropoles impérialistes, au cœur même de l'ennemi, Lumumba, c'est le raz de marée qui déferle sur la zone des tempêtes, le raz de marée qui soulève les peuples opprimés contre l'impérialisme. Tous les quatre, ils ont su lutter de façon implacable contre les traîtres qui essayent de nous tromper, ils ont fustigé les menchéviks, sociaux-démocrates de poil et de plume. Tous les quatre, ils sont morts sans voir l'accomplissement ultime de leur œuvre, mais en cela même ils doivent nous servir d'exemples constamment présents dans nos esprits et nos cœurs au cours de nos luttes quotidiennes.

tribune socialiste

Jeudi 29 Janvier 1970

Analysant « Le grand tournant de Roger Garaudy », Jean Verger écrit :

Et pourtant, il existe dans « le Grand Tournant du socialisme » les prémisses ambiguës d'une analyse des nouveaux rapports de classes qui permettraient à Garaudy d'expliquer pourquoi, en mai 68, l'avant-garde révolutionnaire a été représentée par le mouvement étudiant, faisant sa jonction avec la jeunesse ouvrière et les techniciens. Cette analyse est celle d'une définition de la classe ouvrière faisant voler en éclats la distinction traditionnelle entre travail manuel et intellectuel.

L'irruption des travailleurs intellectuels et de la jeunesse scolarisée dans la lutte révolutionnaire est en effet la conséquence des nouveaux aspects du développement du progrès technique.

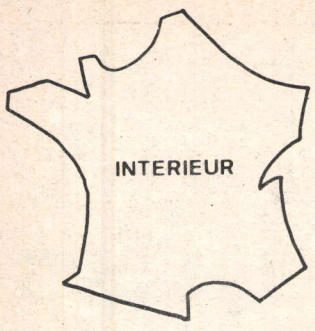
Le prochain congrès du P.C.F. montrera à Garaudy qu'il ne sert à rien de ruser. Il est très gênant d'avoir le cul entre deux chaises : il n'y a qu'une manière de critiquer les thèses du P.C.F. sur la voie parlementaire et la démocratie avancée, c'est d'appeler un chat un chat et la révolution socia-

FRONT UNI

1er Février au 1er Mars
N° 5

L'éditorial intitulé « Société nouvelle : Société de Misère » est entièrement consacré aux hausses des prix et se conclut par l'appel « Refusons de payer » et « Tous au coude à coude », où on lit notamment :

Si le gouvernement a décidé ces hausses, c'est que la bourgeoisie française se débat en pleine crise ; la vérité, c'est que les belles phrases sur



Solidarité avec les travailleurs africains

Nous avons reçu un long communiqué de la Fédération des étudiants africains. Nous en extrayons de larges passages, d'autant plus volontiers que nous sommes convaincus de la nécessité de mener campagne contre le scandale que constituent les conditions de logement des travailleurs immigrés.

LE jeudi 1er janvier 1970, cinq travailleurs africains trouvaient la mort dans un foyer de la rue des Postes à Aubervilliers. Ils sont morts intoxiqués par des émanations d'oxyde de carbone dans une maisonnette baptisée pompeusement « foyer d'hébergement » avec comme autre enseigne « Solidarité franco-africaine » (Sic). Dans ce foyer tenu par un Africain de réputation plus que douteuse, ils étaient entassés à 50 et payaient un loyer de 70 F par personne. De telles pratiques ne sont pas isolées et en faisant le tour des foyers, où sont parqués les travailleurs, on peut se rendre compte dans quelles conditions épouvantables ils vivent.

Quand les pouvoirs publics interviennent, c'est pour envoyer les flics.

Le fait est d'autant plus scandaleux que tout un chacun déclare pour dégager sa responsabilité, que de tels foyers n'ont, paraît-il reçu aucun agrément de la Préfecture. Or, ils existent au vu et au su de tout le monde. Tout se passe donc comme si on entendait laisser libre champ à ce trafic d'un genre nouveau basé sur l'importation et l'exploitation du capital humain dans tous les domaines. En tout état de cause, le gouvernement français qui accepte de recevoir les travailleurs africains, doit assumer la responsabilité de leur hébergement dans des conditions décentes. Le prétexte de la libre circulation des personnes dans les pays de la communauté pour justifier des *entrées non contrôlées de travailleurs africains* en France, ne résiste pas à une analyse sérieuse car qu'il y ait contrôle ou non, cela, ne résout pas le problème de logement. Nous autres Africains sommes bien placés pour savoir que, précisément, les Français qui se rendent dans nos différents pays, sont loin d'être dans une situation identique à celle des travailleurs africains en France. Bien au contraire, ils sont non seulement logés en priorité, mais encore touchent des salaires qui sont le double ou le triple de celui des Africains ayant la même qualification professionnelle. On déclare qu'ils sont venus aider nos pays à se développer et on leur donne le nom d'assistants techniques. La mission d'Aide et de Coopération et l'Ambassade de France se tiennent prêtes alors à faire un énergique rappel à l'ordre et éventuellement à prendre des mesures de représailles chaque fois que l'un de ses agents se trouve en butte à quelque difficulté que ce soit. C'est donc dire que les Français eux son effectivement parfaitement libres de circuler dans nos pays. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement, puisque dans l'immense majorité des cas ils en sont encore les maîtres.

Devant l'émotion soulevée dans l'opinion publique française, chacun cherche à dégager sa responsabilité, la Mairie aussi bien que les pouvoirs publics. Mais en aucun cas cette responsabilité ne peut être imputable au propriétaire du foyer seulement. Certes, celui-ci est un triste individu qui exploite de façon éhontée les travailleurs africains ; il aurait cependant dû être soumis à la législation sur les lieux d'habitation et notamment aux conditions de sécurité et de salubrité. Or l'on constate que, s'agissant des travailleurs immigrés en général et des travailleurs africains en particulier, on laisse délibérément les textes législatifs et réglementaires de côté, pour laisser libre champ à toutes sortes d'énergumènes de s'enrichir en se servant des taudis et autres garages désaffectés baptisés foyers d'hébergement, pour en faire des dortoirs pour ceux-là que l'on considère à peine comme des êtres humains. Pris de panique, les pouvoirs publics croient pouvoir s'en tirer en se livrant à des intimidations, voire des expulsions, en cherchant à disperser les habitants du foyer d'Aubervilliers, alors que les intéressés veulent rester ensemble dans un autre foyer. Ce sont de telles méthodes qui sont constamment utilisées contre les travailleurs immigrés en France et particulièrement contre les travailleurs africains. En effet, chaque fois que les travailleurs africains prenant conscience de leur exploitation, s'organisent pour assurer la défense de leurs intérêts, la police se lance tout de suite dans la répression : à Saint-Denis par exemple, parce que les travailleurs africains, pour réclamer de meilleurs conditions d'hébergement, avaient refusé de payer le loyer au gérant, trois d'entre eux, accusés d'être les meneurs, ont été appréhendés à la sortie de leur entreprise. Deux ont été aussitôt expulsés et le troisième emprisonné à Fresnes.

A Ivry la grève des loyers déclenchée pour les mêmes raisons n'a attiré que les menaces d'expulsion du foyer aux travailleurs et la protection c la police au sinistre Garba ge rant du foyer.

Dans tous les autres foyers face à des conditions de vie lamentables, les travailleurs prennent de plus en plus conscience de leur force et sont prêts à défendre leurs droits.

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France lance donc un appel à tous les démocrates français pour renforcer la solidarité avec les travailleurs africains en France pour des conditions de vie plus décentes dans le combat de longue haleine qu'il faudra nécessairement mener pour cela.

Fait à Paris, le 12-1-1970.

Pour la F.E.A.N.F.
Le Comité Exécutif.

Le scandale des crèches

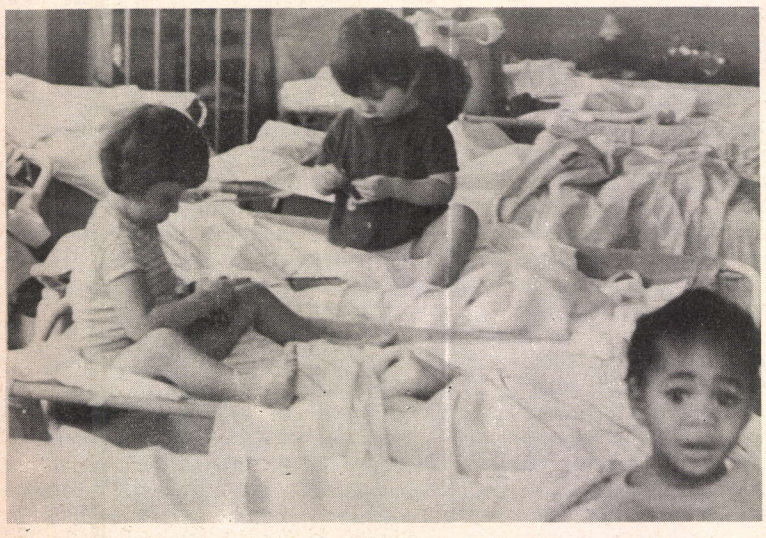
COMMENT DEVRAIT FONCTIONNER UNE CRECHE

Pour la crèche des petits (comprenant petits, moyens et grands nourrissons), il est statué que l'encadrement doit être fixé dans les proportions suivantes :

— une personne pour cinq petits ne sachant pas marcher ;

— une personne pour huit sachant marcher.

Dans les jardins d'enfants (de deux à quatre ans), il doit y avoir une personne pour douze ou quinze enfants.



Une communauté sociale pour les tout-petits.

Pour être titulaire d'un poste dans une crèche de nourrissons, il faut être diplômée « auxiliaire puéricultrice ». Pour le jardin d'enfants, il existe deux catégories de personnel : des éducatrices (appelées jardinières d'enfants), et des agents hospitaliers (infirmières).

...ET COMMENT ELLES FONCTIONNENT REELLEMENT.

Les parents qui confient leurs petits enfants à la crèche pensent que là, on leur prodiguera tous les soins attentifs et qu'on leur donnera une éducation suivie, qu'ils ne peuvent guère leur accorder eux-mêmes. Le personnel, ou plutôt le peu de personnel des crèches, quant à lui, est placé dans l'impossibilité d'exercer son véritable métier et cela au détriment des enfants. A-t-il une mauvaise conscience professionnelle ? On essaye souvent de le leur faire croire lorsqu'il arrive des accidents. En fait, les crèches sont abandonnées par la Direction d'Action Sanitaire et Sociale, et le personnel et les enfants, comme il se doit, sont victimes de cet odieux laisser-aller.

« Le problème le plus crucial est le manque de personnel :

—il arrive quelquefois, que le matin, les enfants soient déposés à 7 heures et qu'il n'y ait personne ;

— il arrive aussi qu'une jardinière d'enfants soit obligée de garder deux sections ;

— certaines mesures de sécurité ne peuvent être prises faute de personnel. Il manque trois agents en garderie et deux en crèches ;

— il arrive que des enfants soient en salle d'eau et qu'il n'y ait pas d'agent pour les garder, ce qui peut, faute de surveillance, entraîner des accidents. »

Cette énumération est tirée d'un tract émanant des parents et du personnel de la crèche de Rosny-sous-Bois (gare). Et ceci n'est qu'une image partielle d'une situation désastreuse dans toutes les crèches. Si on revient aux statuts, on s'aperçoit que l'on est loin du compte : dans cette même crèche, il y a douze agents au lieu de dix-huit prévus. Les jardinières d'enfants se trouvent chargées de la garde de deux et parfois trois classes, et pendant la sieste, les enfants qui vont en salle de propreté, y vont sans surveillance.

Et les enfants en bas âge — pour qui la crèche devrait être l'endroit où commence leur développement au contact des choses — se retrouvent seuls, et sans le soutien humain, pour leur donner l'équilibre psychologique nécessaire à cet âge.

Contre cette déficience générale, les préfectures ne font rien. Il n'est pas rare même de voir les responsables n'être en rien au courant de ces problèmes.

Cette carence est criminelle lorsque l'on sait que l'âge où les enfants commencent à découvrir le monde qui les entoure est des plus délicat dans leur éducation. Mais qu'importe ! La société n'a besoin que de prolétaires. Les bourgeois, eux, ont bien assez d'argent pour payer des nurses à leurs rejetons !

les causes de l'agitation dans les lycées

ALORS que la grande presse et les députés de la majorité s'inquiètent de l'agitation qui depuis plus d'un mois reprend dans les lycées et les facultés et dénoncent les « fauteurs » de troubles gauchistes, il est bon de connaître les raisons de ces nouveaux heurts. Elles sont de deux ordres : d'un côté l'administration tente de reprendre en main les facultés et surtout les lycées en supprimant les libertés acquises en mai, droit de réunion et de libre discussion politique, d'autre part le pouvoir aggrave encore les conditions déplorables de l'enseignement tant dans sa qualité - suppression de la seconde langue vivante par exemple - que dans la quantité des moyens matériels fournis aux enseignants. (Voir ci-dessus la grève à l'école Paul-Lafargue.)

Ces atteintes à la liberté et à la qualité de l'enseignement ne pouvaient que provoquer des réactions des enseignants comme des enseignés. Le gouvernement résoud le problème par l'envoi de policiers, le renvoi de professeurs ou d'élèves. Et la presse et la radio aux ordres hurlent à la provocation gauchiste pour couvrir l'opération. Et malgré cette campagne, malgré l'intervention de commandos fascistes soit-disant représentants des étudiants modérés qui veulent travailler, les lycéens et les étudiants ne semblent pas pour le moment prêts à se laisser intimider.

LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS :

lettre d'un professeur du lycée Michelet au Ministre de l'éducation

POUR avoir joint sa protestation à celle des élèves, à la suite de l'exclusion de deux lycéens prononcée par le Conseil de discipline, M. Courtade, professeur d'allemand, a été suspendu de ses fonctions, au lycée Michelet à Vanves. Rappelons que l'exclusion a été décidée à la suite de différentes manifestations des élèves pour réclamer la liberté d'expression à l'intérieur de l'établissement, liberté remise en cause par l'attitude de l'administration. Ci-dessous la lettre de M. Courtade au ministre de l'Education nationale, dans laquelle il proteste contre la sanction prise envers lui et explique ce qui s'est réellement passé au lycée Michelet depuis le mois de décembre 1969.

Monsieur le Ministre,

... J'estime de mon devoir, non seulement de vous exposer une situation d'une gravité exceptionnelle, mais également d'en appeler à mes collègues ainsi qu'à tous les travailleurs et démocrates. Il s'agit du sort de la jeune génération.

... Je n'accepte pas que, pour de basses vengeances politiques et de médiocres intérêts, on tente de pousser la jeunesse à des actes désespérés.

Je n'accepte pas qu'on essaie de briser toute une génération sous prétexte qu'elle cherche des solutions à des problèmes que nous affrontons tous.

Monsieur le Ministre, je suis en instance de sanctions et interdit de séjour dans mon lycée où j'exerce depuis 1964, pour des raisons que j'entends vous exposer.

Les élèves du lycée avaient pris l'habitude de se réunir pour discuter librement, comme au demeurant votre prédécesseur les y avait invités. Mais le lycée Michelet n'a toujours pas de foyer socio-éducatif, les interdictions de réunions se sont multipliées en dépit des assurances les plus formelles qui avaient précédemment été données aux lycéens.

J'estime que les confrontations libres, menées dans un souci de tolérance réciproque, ont leur rôle à jouer dans la formation de l'individu et sont partie intégrante de la pédagogie.

Les interdictions décidées délibérément par monsieur le Proviseur ont abouti à créer la situation qui existe aujourd'hui à Michelet où la police matraque les lycéens. Il est impossible qu'un homme soucieux de ses responsabilités, un pédagogue cherchant à donner l'enseignement le plus efficace, accepte cet état de fait.

En janvier 1969, les « forces de l'ordre » (monsieur le Président de l'Association des Parents d'élèves, Fédération Armand, pense-t-il qu'il faille remplacer les professeurs par des policiers ?) ont ratissé le lycée ; les exclusions d'élèves pour délit d'opinion ont commencé en juin 69. Le 12 décembre à 17 heures, *après les heures de classe*, les élèves se sont réunis dans la salle des fêtes pour étudier la question de l'épreuve de français anticipée au baccalauréat, mesure condamnée par tous les syndicats enseignants. Discutant dans le calme, ce dont tout le monde peut témoigner, ces élèves directement concernés se sont fait expulser par monsieur le Proviseur. Etait-ce là le dialogue préconisé par vous-même, Monsieur le Ministre ? Le 15 décembre, en réponse à ce que je ne puis qualifier que comme une mesure arbitraire, les élèves distribuent un tract de protestation appelant à une assemblée générale qui ne peut se tenir, la salle des fêtes étant barrée par l'administration qui recherche l'incident. Les élèves manifestent ; sept d'entre eux, choisis au hasard sur une liste d'une cinquantaine de noms, se voient infliger le 18, un avertissement par la Commission permanente qui n'était pourtant pas réunie, en Conseil de Discipline, et ce, en violation de la loi.

La finalité de notre métier d'enseignant est-elle, Monsieur le Ministre, de considérer la pratique des otages comme une méthode pédagogique ? Les élèves ne s'y sont pas trompés. Le lendemain 19, saisis d'une indignation légitime, ils ont manifesté à nouveau. Le lycée était fermé à midi. Professeurs et élèves pensaient que les vacances de Noël allaient contribuer à l'apaisement. Il n'en a rien été et le 5 janvier, les lycéens et leurs maîtres apprenaient que trois élèves devaient passer en Conseil de Discipline. Le 10, deux de ces élèves ont été exclus définitivement pour délit d'opinion. Le lundi 12, leurs camarades se mettaient en grève. Le 13, la section locale du S.N.E.S. appelait tous les élèves à une assemblée générale à 10 heures pour souligner la gravité de la situation. Une brève manifestation réunissant professeurs et élèves s'est déroulée ensuite dans le plus grand calme. Une heure plus tard, le lycée était fermé pour la seconde fois. Le soir même, une enquête administrative était ordonnée, en particulier contre moi-même. Tels sont les faits.

En conscience, et tout homme pour qui la justice reste un devoir l'estimera avec moi, je ne puis qu'en conclure que les autorités ont volontairement cherché à semer le désespoir dans l'esprit des jeunes lycéens et de leurs parents, par ailleurs angoissés les uns et les autres par leur avenir.

Au moment où je vous écris cette lettre, l'intervention des forces de police jusque dans les classes du lycée n'est-elle pas une confirmation de cette volonté bien arrêtée de chercher n'importe quel prétexte afin de sévir pour l'exemple ? Citoyen, j'ai des opinions politiques bien précises. Professeur, j'ai conscience d'avoir toujours exercé correctement mon métier. Je conteste à quiconque le droit de juger de mes opinions politiques. Je n'accepte pas le marchandage qui m'a été proposé. Monsieur le Recteur, en sa qualité de fonctionnaire, et que je ne mets pas en cause, m'a informé que l'on me plaçait officiellement devant l'alternative suivante : ou demander personnellement ma mutation, ou refuser de changer d'établissement, ce qui entraînerait immédiatement mon déplacement d'office en dehors de l'Académie de Paris et mon exil dans les Ardennes. J'avoue, Monsieur le Ministre, avoir hésité, mais après réflexion, je ne puis accepter la première solution quoi qu'elle présenterait pour ma famille et moi-même l'avantage de rester dans la région parisienne. Je ne puis l'accepter parce qu'au-delà de ma personne, cela signifierait que je donne ma caution à l'entreprise menée par les autorités qui pousse la jeunesse, je le répète, au désespoir.

Je ne puis accepter parce que cela constituerait un précédent susceptible d'être opposé à tous les enseignants qui, demain, seraient sanctionnés pour leurs opinions. Je ne puis l'accepter parce que c'est là une violation des droits, garanties et libertés de tous les travailleurs en général et des fonctionnaires en particulier.

Je n'accepte pas la lettre de cachet.

Je n'accepte pas d'être complice des mesures policières contre une jeunesse désarmée.

Je refuse de devenir un auxiliaire de la police.

J'entends rester l'éducateur que j'ai toujours été.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma volonté de poursuivre ma carrière avec le seul désir de donner aux jeunes qui me sont confiés l'enseignement qui leur permettra de devenir des hommes assurés de leur avenir et soucieux de leur dignité.

J'en appelle à la solidarité de mes collègues et de tous les travailleurs à qui je demande de s'associer à ma protestation.

Francis COURTADE.

la dégradation des conditions de travail :

pas de professeurs, pas d'ateliers pour les enfants inadaptés

GRÈVE ILLIMITÉE à l'école P. Lafargue (Montreuil)

Les enseignants, en grève effective depuis le 12 janvier, de l'école Paul Lafargue de Montreuil ont adressé, en date du 21-1-70, à la presse, le communiqué suivant dans lequel ils expliquent les raisons de leur action.

L'école Paul Lafargue dite « spécialisée » fut installée en septembre 1968 dans les locaux d'une école primaire communale. Cette école regroupe en grande majorité des enfants de 7 à 16 ans prétendus inadaptés (déficients intellectuels et handicapés sociaux).

OR, LE RECRUTEMENT EST ARBITRAIRE :

— tests verbaux défavorisant les immigrés et certaines catégories sociales,

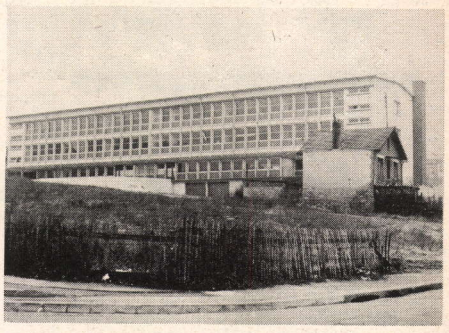
— 1.000 dossiers examinés en quelques heures par la Commission Médico-Pédagogique chargée du recrutement.

POUR LES 100 ADOLESCENTS DE « PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL » :

1) Le nombre d'ateliers et d'heures de travail manuel est dérisoire : 4 *heures par semaine au lieu des 15 à 20 heures nécessaires, et 25 élèves n'en ont pas du tout depuis septembre* 1969.

2) *Malgré les efforts de la Municipalité, les crédits alloués sont insuffisants pour une véritable formation professionnelle.*

3) Les professeurs d'atelier n'ont pas le droit de donner un enseignement professionnel, *mais seulement manuel.*



L'école Paul Lafargue (Photo L.O.).

QUEL AVENIR POUR CES ADOLESCENTS ? CHOMAGE OU SUREXPLOITATION.

Malgré de multiples démarches au printemps 1969, la situation ne s'est pas améliorée.

LES 14 ENSEIGNANTS DE PAUL LAFARGUE,

— révoltés par les conditions d'enseignement,

— scandalisés par l'avenir laissé à leurs élèves, décident la GREVE ILLIMITEE sur les revendications minimum suivantes :

— Un atelier par classe de Perfectionnement Professionnel,

— Un professeur par atelier,

— Crédits de fonctionnement et équipement nécessaires.

La grève est effective depuis le 12 janvier. Le Syndicat National des Instituteurs de 93 la soutient, ainsi que l'Association des Parents d'Elèves (Fédération Cornec) qui refuse en même temps d'envoyer les enfants à l'école.

suppression de la seconde langue vivante dans les lycées

LE gouvernement a émis le projet de rendre l'enseignement de la seconde langue facultative dans les lycées. Le but de l'opération ? grignoter sur le budget consacré à l'Education nationale, en diminuant le nombre de professeurs.

D'après des étudiants grenoblois qui se sont penchés sur le problème, ce projet entraînerait la suppression de postes d'enseignants allant de 45 à 95 % selon les langues enseignées.

Dans le cadre de sa politique d'austérité, le gouvernement tente de rogner sur les crédits accordés au secteur public. L'enseignement est en principe gratuit. A défaut de faire payer les élèves, on leur dispensera un enseignement au rabais. On ne débloque pas les crédits pour dédoubler les classes trop nombreuses, on supprime une des deux langues obligatoires, on ne construit pas de piscines ou de stades en nombre suffisant qui permettraient aux jeunes un développement équilibré, etc. Mais qu'importe, la formation que l'on dispense aux jeunes suffira bien pour former à défaut d'hommes cultivés, les techniciens spécialisés dont l'industrie a besoin.

THOMSON-BOLIVAR (Paris 19e)

augmentation des cadences

(Photo L.O.)

LA direction a commencé l'année 1970 d'une manière originale : par l'augmentation de la production. Bien entendu ce sont les ouvriers qui en font les frais. Il faut dire que depuis longtemps on parle de réorganisation à l'usine ; il fallait bien que le nouveau directeur marque de son cachet sa conception du travail. Et les ouvriers savaient très bien qu'on allait leur en demander plus.

Tout a commencé la semaine du 5 au 9 janvier, dans le grand atelier du rez-de-chaussée, le plus important par le nombre d'ouvriers et par la production, où on a demandé à certains O.S. de faire tourner deux machines de plus.

La politique de la direction devenait de plus en plus nette : redoutant une riposte générale, elle va faire pression individuellement. C'est ainsi que le vendredi 16, un camarade P. 1 de l'atelier 2 fut convoqué successivement au bureau du chef d'atelier et au bureau du personnel ; on lui signifiait qu'à partir du lundi 19, il devrait tourner trois boudineuses au lieu de deux.

Ce camarade ayant refusé, la direction le mettait devant l'alternative : accepter ou prendre la porte. Il a préféré demander son compte.

La direction n'en attendait pas mieux, surtout qu'elle donnait une semaine d'essai aux boudineurs : si la production escomptée était atteinte, l'essai serait définitif, dans le cas contraire, elle aurait abandonné son projet. Du moins, c'est de cette manière qu'elle présentait les choses.

Mais il faut vraiment être aveugle pour croire à cela. On n'allait pas déplacer des machines pour les remettre en place une semaine plus tard à leurs places initiales.

Dans les différents ateliers, les machines sont en train d'être disposées de telle manière que les ouvriers en auraient une ou deux de plus.

C'est donc une augmentation des cadences que la direction veut imposer.

C'est comme cela que le patronat conçoit la participation : « Participez davantage à la production, nous participerons davantage aux profits ». Et à ceux qui résistent : la porte. Du moins jusqu'à ce que ceux qui résistent restent une minorité.

(Correspondant L.O.)

suicide par le feu à Peugeot

le désespoir d'un travailleur

JEUDI 22 janvier à Sochaux, un ouvrier de chez Peugeot, père de 7 enfants, s'est suicidé pendant le travail.

Il travaillait en doublage de 13 h 15 à 22 h, comme O.S. sur chaîne dans l'atelier de carosserie. Ce jour-là, au casse-croûte à 18 h, au lieu d'aller au réfectoire, il s'est aspergé de diluant et y a mis le feu. Très gravement blessé, il devait mourir dans la nuit.

L'annonce de ce suicide s'est répandue très rapidement dans toute l'usine et dans toute la région de Montbéliard.

La première réaction des travailleurs a été l'étonnement et l'incompréhension : « c'est un fou », « un malade » ? !... Et c'est bien sûr la version qu'a donnée aussitôt la Direction.

Mais très vite, on devait apprendre que ce travailleur qui était estimé dans son secteur, avait, dans la journée, donné une lettre à un délégué C.G.T. Dans sa lettre, ce camarade accusait paraît-il la société d'être inhumaine, et mettait en cause le gouvernement, la Direction et les chefs à l'usine, ainsi que certains dirigeants syndicaux.

Cette lettre n'a d'ailleurs pas été rendue publique, mais beaucoup de travailleurs se sont posés des questions à son sujet, et les discussions étaient nombreuses les jours suivants dans l'usine.

Ce travailleur était un ancien mineur. Il y a quelques années, ne trouvant plus d'embauche, il avait quitté le Nord avec sa famille pour venir travailler à Sochaux, à la chaîne. Ce camarade s'était aussi plaint amèrement dans sa lettre que dans les mines la solidarité entre travailleurs au fond n'était pas un vain mot, tandis qu'à Sochaux, c'est chacun pour soi, et trop souvent les ouvriers ont une attitude égoïste pendant le travail .

On devine toutes les difficultés matérielles que devait rencontrer ce père de famille quotidiennement : une seule paye, 7 enfants à élever, la vie familiale dans les blocs, et surtout les 9 heures par jour sur les chaînes. En particulier, un de ses enfants était gravement malade depuis quelque temps. Et lorsqu'il faut en plus supporter les cadences irritantes et les aboiements de certains chefs tout la journée, on comprend qu'un ouvrier puisse craquer.

Correspondant L.O.

A TOURS :

quand il y a trop de malades à rembourser la sécurité sociale ferme ses guichets

IL y a quelques semaines, du 7 au 13 janvier, la Caisse de la Sécurité sociale de Tours a fermé ses guichets et suspendu le versement des prestations.

Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il y avait trop de dossiers qui attendaient justement d'être réglés. C'était, en effet, la période où la grippe venait de faire des ravages.

Ainsi, au moment où il y a le plus d'assurés qui attendent leurs prestations, la Sécurité ferme ses guichets. Belle organisation.

Bien sûr, les employés de la Sécurité sociale sont touchés comme tous les autres travailleurs par les épidémies, et la Sécurité sociale peut arguer d'absents trop nombreux au moment même où le travail avait augmenté.

Il n'empêche que certains travailleurs attendaient sûrement avec impatience l'argent qui leur était dû. Et dans le même moment, les nombreux grippés n'ont pas empêché la Sécurité de retenir les 6 % sur les salaires exactement comme lorsque tout son personnel est à pied d'œuvre.

N'est-il pas possible d'embaucher du personnel supplémentaire, de mettre en priorité celui qui reste valide au remboursement ou mieux, de disposer d'un nombre d'employés de réserve qui serviraient à faire des remplacements en cas de maladie ?

Cela soulagerait même, en temps normal, les employés qui sont en permanence à leur bureau ou à leur machine à calculer et qui, souvent, à cause de la surcharge de travail, ont les nerfs à fleur de peau.

Mais pourquoi se gêner, n'est-ce pas, puisque ceux qui peuvent être lésés par une telle incurie sont seulement les plus pauvres.

RENAULT (Flins)

la Régie achève le travail des flics

A la suite de leur résistance aux policiers qui voulaient les empêcher de vendre La Cause du Peuple **sur le marché de Mantes-la-Jolie, 5 militants de la « Gauche Prolétarienne » étaient incarcérés à Versailles en attendant leur jugement. Parmi eux, Charles Henri de Choiseul Praslin, ouvrier à Flins. Issu d'un milieu plus qu'aisé, ce camarade avait choisi, pour être aux côtés de la lutte des travailleurs, de venir en usine. Beau sujet de sarcasme pour la C.G.T., qui, dans un tract, ironisait sur ces** « pseudo-révolutionnaires », **qui** « prenaient l'usine de Flins pour le dernier salon où l'on cause, et **demandait à la Direction** « Qui a couvert l'embauche de tels individus ? »

C'était prévenir celle-ci, par avance, que la C.G.T. ne lèverait pas le petit doigt pour défendre Choiseul. La Direction l'a bien compris ainsi, puisque, après le procès, Choiseul, voulant rentrer à l'usine après une semaine de prison, se vit signifier son licenciement pour « absence injustifiée » !

Comme disait un tract de « La Cause du Peuple » : « Dans la vie, il y a ceux qui sont ouvriers et restent du côté de l'ouvrier. Il y a ceux qui sont ouvriers et passent du côté des bourgeois, comme Seguy ou Descamps. Et puis, il y a ceux qui viennent de la bourgeoisie et se mettent du côté de l'ouvrier, comme notre camarade Charles-Henri. »

La Régie, en tout cas, ne s'y est pas trompée, en licenciant ce militant, forte de la caution syndicale. Elle sait bien qui sont ses ennemis.

un contremaitre mouché

A l'usine Renault de Flins, soi-disant « usine pilote », il règne parmi une grande partie de la maîtrise, des méthodes que ne désavoueraient pas les gardes-chiourmes de « sales boîtes » genre Citroën ou Simca.

C'est ainsi que le contremaître en question, il y a environ un mois, vit un cariste arrêter son engin pour ramasser un tract qui trainait dans l'atelier. Quelle audace ! Grâce au zèle de ce chefaillon, le cariste se vit gratifier immédiatement, pour ce motif, d'un avertissement. Le cariste, estimant que la mesure était comble, abima quelque peu le portrait du contremaître. Il fut licencié sur le champ !

Heureusement, il y a parfois une justice. C'est ainsi que ce contremaître, quelques jours plus tard, sortant de l'usine pour monter dans sa belle voiture, eut la surprise de la voir peinte de grandes lettres rouges. *« Je m'appelle X..., je suis un salaud »*, était-il écrit.

Quel était l'auteur de cette œuvre d'art ? Phénomène naturel ou surnaturel ? La voiture elle-même, honteuse d'appartenir à un tel individu, s'était-elle muée en voiture caméléon ? Nul ne sait. En tous cas, ce contremaître borné n'appréciant pas l'art, sa voiture reparaissait, sans les inscriptions quelques jours plus tard. Ayant eu la mauvaise idée de s'en servir pour se rendre au marché, il la retrouva les pneus crevés !

Aux dernières nouvelles, il a demandé sa mutation dans une autre usine de la Régie, d'autant plus que les caristes, dans le même temps, faisaient une pétition contre lui. Tout compte fait, il n'a pas à se plaindre. L'ouvrier qu'il a licencié, lui, a complètement perdu sa place !

(Correspondant L.O.)

vers leur nouvelle société

A PROPOS DE L'ABSORPTION D'ÉVIAN PAR B. S. N.

comment le litre d'eau minérale a augmenté de 20 % d'un seul coup

L'ABSORPTION d'Evian par B.S.N., si elle peut constituer une surprise pour le consommateur peu féru en économie, prend son véritable visage aux yeux de la ménagère qui fait tous les jours ses courses : une opération qui aboutit à augmenter en une fois le prix des eaux minérales de 30 %.

Chacun sait que dans les centres urbains la javellisation de l'eau courante la rend de plus en plus imbuvable. En particulier, il est impensable de faire consommer une telle eau à un malade ou un bébé.

Les supermarchés (Carrefour, etc.) ont acquis une forte clientèle sur la base d'une forte différence entre leurs prix et ceux des épiceries, notamment sur les eaux minérales (49 centimes la bouteille de 90 cl au lieu de 65 centimes en épicerie).

Courant novembre, les supermarchés Carrefour lancent une grande publicité pour les bouteilles en plastique d'Evian, 98 centimes le litre et demi (avec pendant huit jours une bouteille gratuite pour l'achat de douze), charmante publicité qui permet de vendre l'Evian 65 centimes le litre au lieu de 54 centimes. En même temps, ces magasins annoncent que les consignes Evian ne seront pas reprises après le 1er décembre. A cette date, les litres d'Evian en verre consigné ont disparu des supermarchés. De la même façon, depuis ce temps, tous les eaux et vins vendus dans les magasins Carrefour le sont sous emballage ou verre perdu.

Or, on sait depuis l'O.P.A. ratée de B.S.N. sur St-Gobain que B.S.N. mise sur le développement de la pratique du verre perdu (qui doit passer en dix ans de 800 millions à 12 milliards par an), on voit alors ce que signifie pour le consommateur concentration capitaliste.

Lors de son émission d'Europe-Midi du 12 janvier, le présentateur Jacques Paoli fut assailli de questions à ce sujet par les invités de l'émission. Le très neutre Paoli et le distingué économiste Pierre Meuthay répondirent qu'il était bien mesquin de s'alarmer d'une augmentation de 15 centimes sur l'eau minérale alors que les petits Biafrais mouraient de faim...

Vous voulez augmenter un produit ? C'est très facile. Vous n'avez qu'à changer sa présentation. Toutes les hausses vous seront alors permises.
(Photo L.O.)

ELF-RÉ (Paris)

contre l'augmentation de la cantine

AU siège social d'ELF-RE, rue Nélaton, la cantine est gérée par un Comité (le CIERP*) dont les principaux membres sont désignés par la direction, les autres étant choisis par le Comité d'Entreprise. Ce restaurant sert journellement un nombre important de repas : de l'ordre de 1.600, dont 1.000 aux agents ELF et 600 à des travailleurs venus de l'extérieur.

Le règlement des repas se fait au moyen de tickets, tickets à l'achat desquels le C.E. participe pour moitié.

Le 30 décembre, en pleine « trève des confiseurs », le CIERP annonce brusquement que le nombre de tickets exigibles pour les entrées, les salades, les fromages, les desserts et les cafés sera doublé dès janvier. Cette mesure correspond à une augmentation de 30 à 50 % du prix des repas.

La réaction des syndicats C.F.D.T. et C.G.T., porte-parole du mécontentement, est immédiate : par voie d'affiche, ils réclament l'annulation de cette augmentation ainsi qu'une enquête sur la gestion de la cantine. Ils appellent en outre à protester par tous les moyens, en particulier en boycottant les plats augmentés.

Cette proposition reçoit un accueil spontanément favorable : nombreux sont ceux qui modifient leur menu et ne prennent plus de dessert (la pomme est passée à 80 centimes, dont la moitié aux frais de l'agent) ou d'entrée (les carottes râpées sont aussi à 80 centimes désormais ! Et on a beau en avoir doublé le volume, cela ne les rend pas plus attrayantes à ce prix-là !).

la gestion en question

Le C.I.E.R.P. répond par une note où les problèmes sont traités avec une grande discrétion, l'augmentation justifiée par celle du coût de la vie. L'Union syndicale (C.G.C., F.O. et C.F.T.C.) enchaîne et renchérit : elle somme C.F.D.T. et C.G.T. de « prouver publiquement l'assertion calomnieuse selon laquelle le C.I.E.R.P. aurait un déficit de 10 millions d'anciens francs ».

C.F.D.T. et C.G.T. répliquent par un tract commun, tract diffusé à l'entrée de la cantine : on nous somme de nous justifier ; c'est bien aisé : selon nos renseignements, il y avait au début de 1969, 15 millions d'anciens francs de boni. Il y a par contre en octobre de la même année, un déficit de l'ordre de 13 millions d'anciens francs, chiffres que nous ne pouvons certifier entièrement mais sur lesquels une enquête ferait la lumière.

A ce tract était jointe une lettre de protestation que les agents devaient signer individuellement et envoyer au C.I.E.R.P. : les protestations affluent par centaines.

Suite à cette action, silence total du C.I.E.R.P. durant plus d'une semaine.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. apposent alors une nouvelle affiche intitulée « Assez tergiversé », affiche dans laquelle ils dénoncent la tactique du C.I.E.R.P. qui consiste à laisser « pourrir la situation » jusqu'à ce que l'augmentation soit enterinée par la force de l'habitude. Ils proposent au personnel le boycott *complet* d'un repas à la cantine. Ils ajoutent : « aux ingénieurs que nous savons moins sensibilisés à l'augmentation, nous demandons d'être solidaires des employés ».

c'est au patron de combler le déficit

Le lendemain, le patron vole au secours du C.I.E.R.P. et fait diffuser à tous les agents une « note d'information », où il annonce un compte rendu de la gestion de la cantine pour la prochaine séance du Comité d'Entreprise. Cette note a un effet inverse de celui escompté : la réaction des gens est de se dire que si l'on présente si hâtivement (et pour la première fois publiquement) des comptes, c'est qu'il y a effectivement anguille sous roche.

De sorte que le mot d'ordre de C.F.D.T. et C.G.T. est massivement suivi : les agents d'Elf boycottent la cantine à 50 ou 60 % et les travailleurs de l'extérieur de manière encore plus massive.

Ainsi, les usagers de la cantine ne se contentent pas de désapprouver l'augmentation ; ils la combattent. Et une fraction notable d'ingénieurs s'est bel et bien associée à ce mouvement aux côtés des employés.

Aujourd'hui la solution qui est proposée au Comité d'Entreprise par les syndicats qui ont animé l'action est simple : pour combler le déficit dû à une carence de la gestion, il faut une *contribution patronale exceptionnelle.*

Aux dernières nouvelles, il ne semble pas que la direction ait beaucoup de sympathie pour cette solution. Mais avec le boycott des plats augmentés, avec la campagne de protestation, avec le boycott d'un repas, le personnel a montré qu'il était disposé à ne pas se laisser faire. Il ne devrait donc pas s'arrêter en si bon chemin.

Correspondant L.O.

* C.I.E.R.P. : Comité Inter-Entreprise du Restaurant du Personnel.

avec les travailleurs immigrés

DANS LES FOYERS AFRICAINS

le scandale continue

à Aubervilliers...

A la suite de la mort des cinq camarades africains du foyer de la rue des Postes à Aubervilliers, les locataires refusèrent de payer leur loyer du mois de décembre. Le gérant riposta en les menaçant de leur supprimer les draps et les couvertures. Mais devant l'attitude des travailleurs décidés à ne pas se laisser faire, il n'osa mettre ses menaces à exécution que dans une chambre.

Loin d'être intimidés, les locataires relevèrent ce défi et allèrent directement chez le commissaire de police qui leur promit d'emmener le gérant au dépôt... après la troisième plainte. (La première ayant été déposée à la suite de la mort des cinq africains au début du mois.) Voyant qu'on se moquait d'eux une fois de plus, les locataires du foyer ont compris qu'ils ne devraient compter que sur eux-mêmes et sont rentrés au foyer bien résolus à employer désormais des méthodes plus directes...

...comme à Clignancourt

Au foyer de la Porte de Clignancourt, dans une impasse crasseuse et obscure s'entassent 250 travailleurs africains. Mais le gouvernement, soucieux de cacher maintenant cette misère, a décidé de reloger les 250 travailleurs dans un foyer.

Après ce qui s'était passé à Aubervilliers et Ivry, les locataires du taudis ont refusé de le quitter pour aller s'enfermer dans un cercueil. Le gouvernement ne fit pas attendre sa réponse, ses flics envahirent l'impasse. Mais en face de 250 personnes, pour qui la misère est le lot de chaque jour, ils durent battre en retraite promptement.

Ils revinrent le lendemain se venger de leur premier échec, à **l'heure où tout le monde était parti au travail, alors ils embarquèrent les couvertures, les draps et les poêles !**

« France-Soir » **pourra encore publier :** « drame dans un foyer dû à la négligence des locataires qui faisaient du feu dans une bassine ». **Et le gouvernement osera encore prétendre, comme à Aubervilliers, qu'il n'y est pour rien et qu'il ignore même l'existence de ces taudis.**

(Correspondant L.O.)

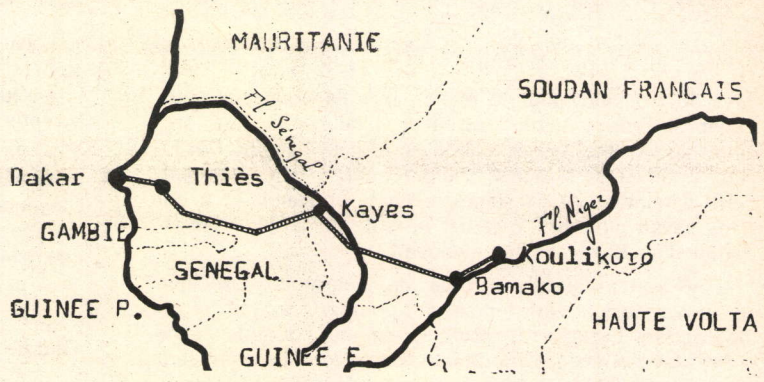
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

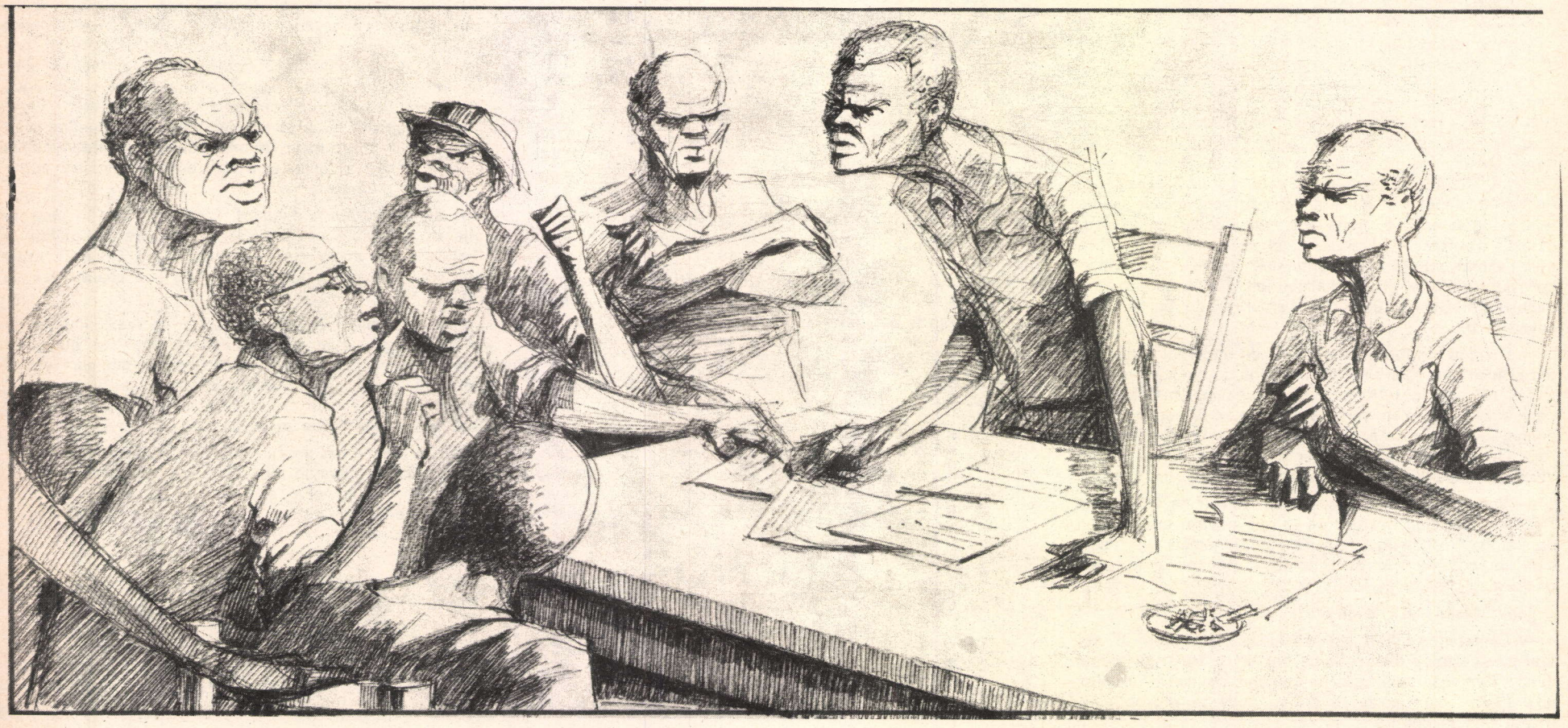
SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XII

Thiès - Doudou



Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

Nous revoici à Thiès, plusieurs semaines après les fusillades qui marquèrent le début de la grève.

■

DOUDOU était débordé depuis qu'il avait été désigné comme responsable de la grève. En un mois et demi, il avait eu le temps de sonder la profondeur, d'arpenter la largeur et d'éprouver le poids de ses nouvelles responsabilités. Il était méconnaissable ; son dos s'était voûté, sa poitrine creusée. Lorsqu'il marchait, sa tête, tel un fruit trop lourd, s'inclinait vers le sol. L'agréable exaltation, l'euphorie qui l'avaient envahi pendant les premiers jours de la grève étaient loin maintenant. Il ne voyait plus que les yeux des enfants que la faim enfonçait au creux des orbites, que ces hommes et ces femmes qui poursuivaient la lutte, et il se demandait s'il devait continuer à jouer son rôle, continuer à les encourager, à tenir bon sans vivres, sans argent, sans crédit. Certes, des secours arrivaient, mais si faibles, si dérisoires, devant tous ces ventres vides.

Ce soir-là, Doudou rentra tard chez lui. Tout le monde était couché. Il trouva Oulaye, sa femme, qui l'attendait assise sur le lit. En entendant la porte grincer, elle se leva :

— Tu ne dormais pas ? demanda Doudou.

— Non, Dieynaba, Penda et Maïmouna sont venues me voir. As-tu mangé ? Il me reste quelque chose, tu le veux ? Il n'y a que Magatte qui ne mange plus ici, je ne sais pas où il trouve de quoi se mettre dans le ventre.

— Oh, dit Doudou, d'une voix lasse en s'asseyant lourdement sur le lit, les enfants se démerdent toujours. — Puis, pour ne pas déranger sa femme, il ajouta :

— J'ai déja mangé, je suis passé chez ta mère.

Oulaye qui s'était dirigée vers la porte regagna le lit en contournant le centre de la pièce où, à même une natte, les cinq enfants et Magatte l'apprenti dormaient à poings fermés. Recroquevillés par le sommeil, ils étaient encastrés les uns dans les autres et l'unique pagne qui les recouvrait avait glissé sur leurs pieds.

Oulaye se recoucha et ramena sur elle la couverture multicolore de sorte qu'on ne voyait plus que son mouchoir de tête et le blanc de ses yeux. Elle regardait son mari qui ne bougeait pas. Certes il n'était plus très beau et son front était tout plissé de rides. En voyant ce profil d'homme fatigué, elle se souvint de leurs premières années après que Doudou l'eut demandée en mariage. Ils avaient été heureux. Un jour Bakayoko les avait emmenés au cinéma. Le film se déroulait dans une mine ; il y avait eu un éboulement, des gens hurlaient, des femmes pleuraient. Oulaye n'avait pas très bien compris ce qui se passait, d'autant plus que les hommes sur l'écran ressemblaient à des Noirs. A la fin, celui qui paraissait être le chef avait été embrassé par une jolie Blanche. Oulaye n'avait pu s'empêcher de rire : quel sens cela avait-il de s'embrasser ainsi ? Et voici que soudain en regardant son mari assis près d'elle, l'envie lui vint de l'embrasser aussi. Nerveusement, avec une souplesse d'animal, elle se tourna dans le lit.

— Tu veux quelque chose ? demanda Doudou toujours plongé dans ses réflexions.

Oulaye fit semblant de dormir. Elle avait honte d'elle même, honte de ce désir anormal, pervers, incompréhensible. Jamais Doudou ne l'avait embrassée. Pourtant jusqu'à ce que le sommeil vînt la prendre, elle pensa à ce baiser. Doudou, lui, fut beaucoup plus long à s'endormir. Il ne parvenait plus à se défaire de tous les problèmes qui l'assaillaient depuis des semaines. Il s'était proposé spontanément comme secrétaire du comité de grève et avait été aussitôt accepté parce que les occupations et les voyages de Bakayoko et de Lahbib empêcheraient ceux-ci d'assumer ce rôle et aussi parce qu'il savait lire. Dès les premiers jours, il s'était lancé dans une activité nouvelle pour lui avec le zèle et l'enthousiasme d'un néophyte. Tenant des meetings, allant de gare en gare, il se donnait tout à la tâche d'annoncer aux ouvriers que, du fond de leur misère, un espoir venait de naître. Il était convaincu et s'efforçait de convaincre, mais son éloquence était maladroite, les mots venaient mal, les phrases se heurtaient l'une l'autre comme des wagons mal accrochés. Un jour qu'au cours d'une tournée il avait rencontré Bakayoko, celui-ci l'avait sermonné :

— Je t'ai donné des livres. Prends le temps de les lire. Ne nous fais pas risquer un échec par maladresse. De la façon dont tu parles, tu ne convaincrais même pas la petite Ad'jibid'ji !

Mais Doudou était emporté par son élan et par l'enthousiasme de ceux auxquels il s'adressait. On accourait pour l'entendre, on se pressait autour de lui. Cet encens était doux aux narines du tourneur-ajusteur et son cœur connaissait les douces pulsations que donne un orgueil comblé. Après l'avertissement de Bakayoko vint cependant celui de Lahbib :

— Tu files du mauvais coton, lui dit un jour celui-ci.

— Qu'est-ce que tu veux dire ? Ce n'est pas vrai. Je parle avec les gens, c'est tout !

— Ce n'est pas dans ton programme. Nous avons un plan de travail, tu dois t'y tenir.

La vigilante surveillance de Bakayoko et de Lahbib n'eût sans doute pas retenu Doudou sur la pente d'une popularité qui avait fait de lui un homme plus connu que le député lui-même — n'était-il pas allé jusqu'à envisager d'entamer, de son propre chef, des pourparlers avec la Compagnie ! Mais voici qu'un autre sentiment s'était soudainement emparé de lui : celui de sa responsabilité. Ses charges lui devenaient pesantes, le vin de la renommée prenait un goût amer et parfois, lors des réunions syndicales, il demeurait de longs moments silencieux, de ce silence accablé qui marque les hommes que le destin a trop brusquement mis à la

tête du troupeau pour le mener vers de nouveaux pâturages. Il aurait voulu retrouver l'innocence des premiers jours de la grève mais il ne le pouvait plus. Désormais, pensait-il, il aurait toujours derrière lui ces milliers d'hommes et de femmes qui le suivaient et à qui il ne savait plus quoi dire car la lente et patiente préparation d'un Bakayoko lui manquait.

Il y avait maintenant plus de quarante jours que la grève durait. Nul indice de pourparlers, nul signe de reprise. Devant le spectacle de leurs familles affamées, les hommes s'énervaient, des querelles éclataient dans les familles, entre femmes d'un même homme. En effet, lorsqu'un gréviste venait de toucher sa part de soutien, il la remettait tantôt à l'une tantôt à l'autre de ses épouses, et il s'ensuivait parfois de véritables batailles.

Telles étaient les pensées qui assaillaient Doudou alors qu'après s'être enfin allongé auprès d'Oulaye endormie, il cherchait en vain le sommeil car c'était le lendemain que cette question de la répartition des secours devait venir devant le comité de grève.

* * *

La petite pièce qui servait de bureau au comité était remplie. Il y avait là, outre Lahbib et Doudou, Séne Maséne le contremaître de la section du bois, Bachirou, Samba N'Doulougou, celui qu'on appelait « le journal du dépôt » et qui était bavard comme une vieille femme, Boubacar le gros forgeron, Balla le soudeur et bien d'autres. Au brouhaha qui régnait dans la pièce et à l'excitation qui se lisait sur les visages, on devinait que cette affaire de la distribution des soutiens était importante. Ce fut Bachirou, l'employé de bureau, qui ouvrit le feu :

— Doudou, dit-il, en s'adressant directement au secrétaire avec une pointe d'ironie dans la voix, comment vas-tu répartir le rationnement ? Avec ces histoires de polygamie nous n'en sortons pas. Si nous continuons à donner à chacun sa part, les femmes vont s'entredévorer ! On ne peut tout de même pas leur demander de divorcer, mais j'aimerais savoir ce que tu en penses...

— Nous ne sommes pas ici pour savoir ce que pense Doudou mais pour décider de ce que nous avons à faire, dit Samba N'Doulougou qui ne perdait jamais une occasion de contrer « le bureaucrate », comme il appelait Bachirou.

Séne Maséne prit la parole :

— Camarades, dit-il en français, camarades, il est vrai que certains d'entre nous ont deux, trois, ou même quatre femmes, mais nous ne pouvons donner à l'un plus qu'à l'autre car chacun a cotisé pour sa propre part. Il faut que le comité directeur envisage cette question bien en face, camarades.

Balla, le soudeur, intervient aussi :

— Oui, il y a beaucoup à faire ! Mais notre manque d'entente est déplorable et les malentendus ne viennent que de quelques-uns d'entre nous — ce disant, il regardait Séne Maséne et Bachirou. Il est vrai que nous avons plusieurs compagnes mais il n'est pas vrai que la grève soit responsable de nos déboires conjugaux. C'est à chacun de nous de s'occuper de ses histoires de famille au lieu de venir ici pour dire : « Une telle ne veut plus coucher avec moi parce que je ne lui ai pas donné ma ration. » Comme rapporteur de ma section je vous demande que cette question soit résolue aujourd'hui même.

On l'applaudit.

— Tu as raison, Balla, dit Bachirou, il faut nous décider. Si quelques épouses ont regagné le village paternel, est-ce à nous d'aller les chercher ?

A ce moment, quelques toux se firent entendre, puis une autre, déchirante celle-ci. C'était le vieux Bakary qui ne pouvait plus retenir sa quinte. « Aidez-moi à le faire sortir », dit son voisin.

— Non, non, protesta le vieillard entre deux quintes, je veux rester avec vous. Si Dieu doit me prendre, je veux qu'il le fasse au milieu de vous, et il passa la main sur son visage pour en enlever la sueur.

On le laissa tranquille car, au fond d'eux-mêmes, ils admiraient ce moribond qui, dès le premier jour, avait été avec eux et ne manquait jamais une réunion. Enfin Lahbib se leva. Il passa le bout de sa langue sur ses moustaches et dit :

— Je pense que le mieux serait de ne plus remettre leur part aux hommes mais de la donner directement aux épouses, je veux dire à chacune sa part. Les femmes qui allaitent auront priorité. Quant à nous, les hommes, eh bien, nous nous débrouillerons. Ce n'est peut-être pas la meilleure solution, mais c'en est une.

— Mais dit Bachirou, et les célibataires ? Ils seront roulés !

Boubacar, le forgeron, l'interrompit violemment :

— Toi, Bachirou, je me demande si tu désires réellement que cette grève réussisse. Tu sais bien que les célibataires habitent dans les maisons des autres et qu'ici personne ne mange sans son voisin. D'ailleurs, tu n'es pas célibataire, toi !

Bachirou baissa la tête et se tint coi car le forgeron s'était avancé vers lui, ses gros poings fermés prêts à frapper, et Bachirou savait que Boubacar ne l'aimait pas.

— Qui sera chargé de la distribution ? demanda Séne Maséne.

— Pour éviter les contestations, nous avons prévu trois hommes et trois femmes. Nous avions demandé à Dieynaba la marchande d'en parler aux autres, mais, comme elle n'a pas pu les décider, nous en avons désigné trois nous-mêmes. Penda, Aby et Dado.

— Penda, cette piting, dit Séne Maséne !

— Oui, Penda la putain comme tu dis et comme tu n'aurais pas le courage de le lui dire en face !

— As-tu couché avec elle ? demanda Balla.

— Nous ne sommes pas ici pour discuter de vos coucheries ! dit Doudou qui s'était levé lui aussi.

Il était soulagé de voir que la question était maintenant réglée sans qu'il ait eu besoin d'intervenir mais, en même temps, il s'en voulait d'avoir laissé Lahbib, le second secrétaire, agir à sa place. Aussi est-ce avec une mine d'enfant battu qu'il quitta la salle.

D'instinct ses pas le portèrent en direction de la gare. Son regard parcourut l'ensemble du dépôt, les toits des ateliers, les hangars aux portes béantes, l'amoncellement des rails, les mastodontes immobiles et muets. Il regarda un instant les quelques ouvriers blancs que l'on avait fait venir de la métropole pour assurer le service d'entretien et qui permettaient d'ouvrir la ligne une fois par semaine. Pensif, il revint sur ses pas et s'engagea dans le dédale des tapates. Soudain, il se trouva face à face avec un Blanc. C'était Isnard, le contremaître. En vieil habitué des tropiques, Isnard ne portait pas de coiffure. Son visage avait la couleur d'un cuir rouge ; bien qu'il se fût rasé le matin, des poils noirs envahissaient son menton et ses joues, son cou puissant était plissé comme celui d'un vieux buffle ; sa salopette de travail était impeccablement repassée et des manches courtes sortaient deux bras velus et musclés. Il tendit la main à Doudou. Surpris par ce geste — c'était la première fois, depuis quinze ans qu'il travaillait sous les ordres d'Isnard, que celui-ci lui donnait une poignée de main — il tendit la sienne d'un geste machinal.

— Tiens, Doudou ! Je ne pensais pas te rencontrer par ici. C'est vrai, nous sommes en grève, je n'y pensais plus ! Alors, comment va notre nouveau chef ? Tu sais, je suis très fier que les ouvriers aient choisi quelqu'un de notre équipe ! Au moins, je peux me dire qu'après quinze ans de colonie, j'aurai fait quelque chose ! Quand je me rappelle tes débuts...

Et Isnard se lança dans une biographie quelque peu fantaisiste de Doudou. Celui-ci ne l'écoutait pas. Durant les années où il avait été sous les ordres d'Isnard les seules paroles qu'il ait entendues étaient : « Tu as terminé ? » ou « Cette pièce est pour la section trois. » Dans l'équipe on avait surnommé Isnard « Jour-en-bas », chaque fois qu'un ouvrier arrivait en retard, Isnard inscrivait sur son calepin le nom et le matricule du coupable et, le soir venu, lui annonçait : « Ta journée est en bas. »

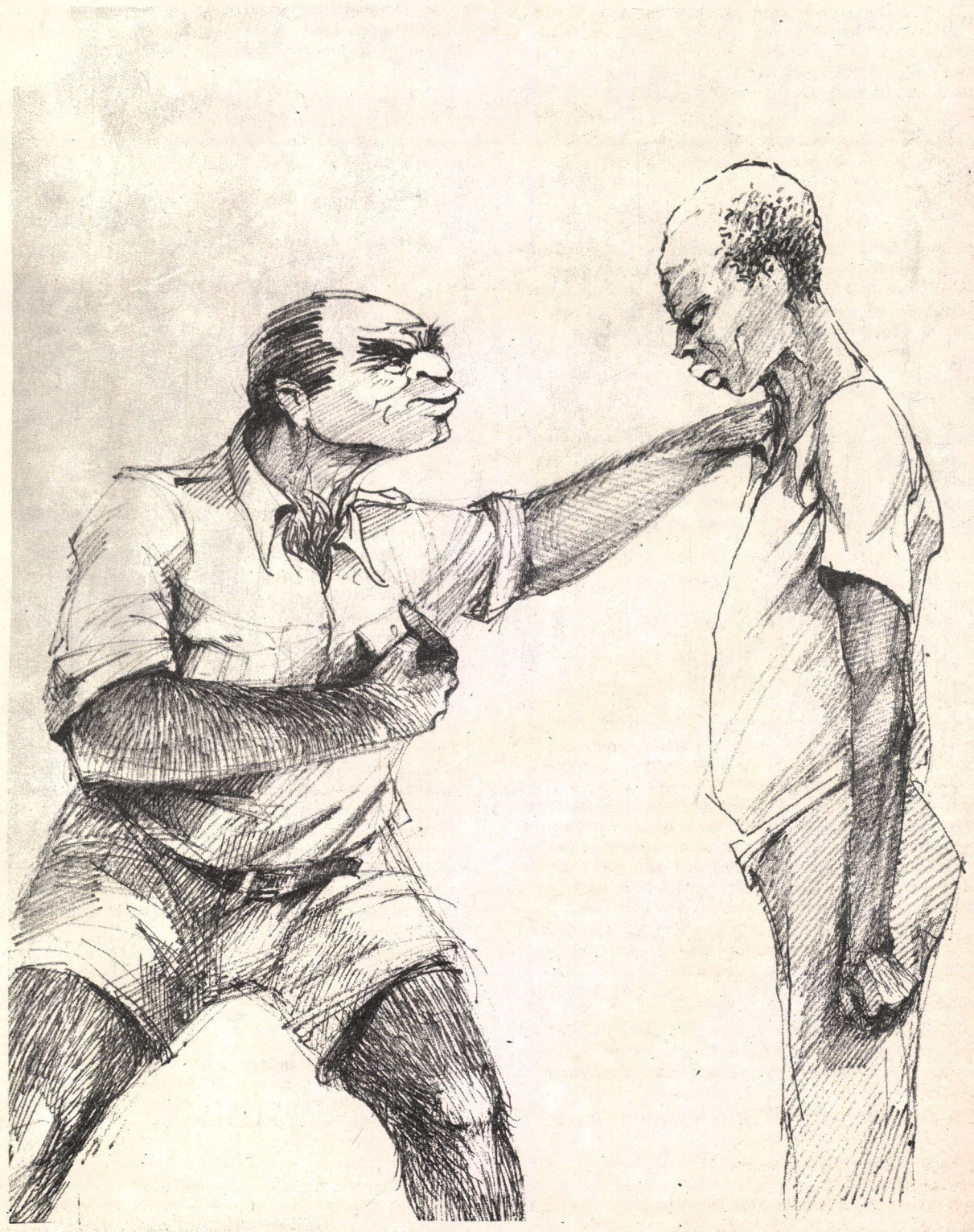
Lorsqu'il s'aperçut que les retardataires préféraient passer chez eux la journée perdue, il trouva un autre moyen de les « punir » comme il disait. Pour préparer leur tisane, les hommes devaient aller à la forge à l'autre bout de l'atelier et ils déposaient là leur *moque* (1) pour laisser infuser le breuvage chaud. Isnard sortait alors de sa cachette et d'un coup de pied renversait le récipient.

Un jour, Doudou s'était querellé avec Dramé, le sous-chef d'équipe aux yeux de fouine. « Pourquoi les Blancs ont-ils le droit à dix minutes de casse-croûte et pas nous ? » avait-il demandé. Dramé s'était empressé d'aller rapporter ces paroles à Isnard qui avait fait venir Doudou et lui avait dit à haute voix devant tout l'atelier : « Va te faire blanchir et tu auras tes dix minutes ! » Doudou avait maîtrisé sa colère mais l'humiliation était restée. Jamais plus il n'avait adressé la parole au contremaître autrement que pour le service.

Aussi la présence d'Isnard, à ce moment, lui causait-elle un véritable malaise ; à la rancune se mêlait la crainte d'être vu en compagnie du Blanc. Gêné, il tenait son regard fixé sur le bout noir de ses chaussures de tennis.

— C'est bien embêtant, cette grève, poursuivait Isnard. Tu sais que les nominations pour les nouveaux postes de cadres sont arrivées. J'ai vu ton nom sur la liste. Remarque, je le savais d'avance car il y a longtemps que je t'avais proposé, mais je voulais t'en faire la surprise parce que tu es un bon ouvrier.

Isnard avait bien préparé son petit discours. Il savait Doudou faible, comme tous ceux qui aiment la flatterie. Il posa sa main velue sur l'épaule de son compagnon tout en regardant autour de lui avec l'espoir que quel-



FEUILLETON

qu'un les verrait. Doudou qui avait aperçu Bachirou et Séne Maséne au coin de la rue du marché, fit semblant de se baisser pour examiner le pli de son sabador, en réalité pour échapper au contact de cette main. Le contremaître qui avait saisi le manège revint à la charge.

— Les nominations sont valables depuis quatre mois. Ça va te faire un joli magot, un rappel pareil ! Tu pourras te payer une nouvelle épouse ! Tu me connais, je respecte vos coutumes, et parfois je regrette même de n'être pas Africain pour avoir quatre femmes ! Et puis, ce n'est pas tout, l'autre jour j'ai vu M. Dejean, le directeur. Tu ne le connais pas, mais il te connaît, lui, et tu le connaîtras. Nous avons parlé de toi. Tu sais, je vais bientôt prendre ma retraite, alors... alors c'est toi qui me remplaceras. Il y a bien Dramé qui est un ancien mais il ne sait pas lire. Oui, tu prendras ma place ; et ce n'est pas deux épouses que tu pourras avoir, mais trois ou quatre... sacré veinard !

La main d'Isnard était descendue et tapotait gentiment les omoplates de Doudou, mais celui-ci ne disait toujours rien, parfois il relevait la tête et son regard allait se perdre très loin, au-delà des nuages.

— Ah ! tu allais me faire oublier le plus important, dit Isnard, j'ai trois millions à ta disposition. Je ne veux pas t'acheter, je connais trop bien les Africains, et je sais que ça ne prendrait pas avec toi, non, c'est simplement une avance, un acompte. Qu'en penses-tu ? trois millions, des francs CFA, bien sûr.

Cette fois, Doudou le regarda en face. Le visage du contremaître était plus rouge encore que d'habitude. Comme Doudou ne disait toujours rien, Isnard se reprocha d'avoir vidé son sac d'un seul coup. Il passa la main dans ses cheveux. Ce silence était pénible.

Doudou sentit monter en lui une sorte de flamme, il adressa un sourire victorieux à deux passants qui le regardèrent ébahis. « Ni mon grand-père, ni mon père, ni moi n'aurions pu en unissant nos trois vies voir autant d'argent en même temps », se dit-il, puis, tout haut, il ajouta :

— C'est pour m'acheter ?

— Mais non, mais non ! Je te l'ai déjà dit : un simple acompte sur tes droits à l'ancienneté. Ecoute, Doudou, tu vas être dans les cadres, et il est de ton intérêt de pousser à la reprise. Vois-tu, cette grève ne profite à personne, ni à toi, ni à moi, ni à la Régie, ni à tes camarades. Une fois tout le monde revenu au travail, ce sera toi, le secrétaire du comité, qui pourras reprendre la discussion avec la direction.

— Trois millions, c'est une somme pour un Nègre, pour un ajusteur-tourneur nègre, mais je préfère rester Nègre car les trois millions ne pourront pas me blanchir. J'aime mieux les dix minutes de casse-croûte.

Isnard ne dit rien. Quelques pas plus loin :

— Vous aurez les dix minutes et bien d'autres choses, le tout c'est de reprendre. Après la reprise, on s'entendra j'en suis sûr. Tu sais que je n'ai qu'une parole et que je considère les Nègres comme les Blancs. De plus, je les aime.

Doudou avait enfin l'occasion de se venger :

— Bakayoko, le roulant, affirme que ceux qui nous disent : « J'aime les Noirs » sont des menteurs.

— Ah, celui-là, il verra quand la grève sera finie ! — Et Isnard ajouta, comme s'il était profondément vexé :

— Moi, je n'aime pas les Noirs ?

— Alors explique-moi pourquoi tu les aimes. Un Noir, ce n'est pas un fruit ni un lit. Pourquoi dis-tu : « Je les aime » ?

Isnard resta un instant sans répondre. Cette simple question le rendait perplexe. Il n'avait jamais considéré les Noirs que comme des enfants, souvent difficiles mais, somme toute, assez maniables. Il chercha un biais :

— Les Noirs sont des hommes, comme les Blancs, et aussi capables, parfois même plus.

— Plus, c'est trop. Mais alors pourquoi n'avons-nous pas les mêmes avantages ?

Le visage du contremaître se ferma. Cette discussion l'irritait. Il ne pensait même plus au refus des trois millions, l'échec qu'il était en train de subir était plus profond. Des conceptions qui avaient été les siennes pendant des années, et sur lesquelles il avait construit sa vie, étaient mises en question ; une rage dont il se demandait s'il allait pouvoir la maîtriser, commençait à monter en lui. C'est à ce moment qu'ils virent venir à eux Leblanc, un Leblanc complètement ivre qui titubait et agitait les bras en marchant. Son complet kaki était maculé de taches, la veste ouverte montrait la poitrine nue. Isnard serra les poings : cette nouvelle humiliation ne lui était pas épargnée ! Leblanc s'arrêta à leur hauteur et se balança un instant sur ses talons en les regardant de ses yeux striés de rouge :

— Ah, voilà notre héros ! Bravo ! Tenez bon, vous leur en faites baver à ces attardés ! Et toi, n'écoute pas Isnard, c'est un sacré menteur !

— Assez, Leblanc, va te coucher ! dit Isnard les dents serrées :

— J'y vais, j'y vais... Dis-moi, toi, le Nègre, tu sais que je ne vous aime pas, mais tenez bon quand même... Connais-tu la Grèce ?

— Non, dit Doudou, je ne connais pas la Grèce.

— Alors, tu n'es qu'un ignorant !

— Assez, assez, répéta Isnard.

Mais Leblanc l'ignora.

— Je dis que tu es un ignorant. Personne ne peut m'expliquer pourquoi la Grèce n'a pas tenu devant les Romains. Lorsque toi, le Nègre, tu le sauras, alors viens me voir !

Isnard dont la colère s'était maintenant tournée vers l'ivrogne, le prit par les épaules, le fit pivoter, et le poussa rudement vers le coin de la rue la plus proche. Doudou leur tourna le dos et prit la direction du marché. A peine avait-il fait quelques pas qu'Isnard le rejoignait.

— Doudou, Doudou, écoute !... Tu es un garçon intelligent, tu es avec nous, tu comprends ?... Si Thiès ne te plaît plus, on peut te muter, te nommer chef quelque part ailleurs sur la ligne...

Doudou se retourna :

— Tu te souviens de m'avoir dit une fois que si je voulais les dix minutes, je n'avais qu'à me faire blanchir ? Trois millions, ça ne blanchit pas un Nègre. Garde-les et dis à Dejean que nous sommes à sa disposition pour discuter.

Tandis que Doudou reprenait sa marche, Isnard resta planté au milieu de la rue, murmurant entre ses dents : « Salaud, sale bougnoul, tu me paieras ça ! »

*
**

En chemin Doudou croisa Bachirou et Séne Maséne qui, de loin et sans qu'il s'en fût aperçu, avaient assisté à sa rencontre avec le contremaître. Il alla à eux la main tendue :

— Ce n'est pas malin ce que je viens de faire. J'ai refusé trois millions, j'aurais dû les garder pour le comité ! Vous venez au syndicat ?

— Je ne comprends pas de quoi tu parles, dit Bachirou, nous, on a une course à faire. A bientôt.

Doudou, un peu interloqué par cet accueil, continua sa route. Au siège du syndicat, il trouva quelques grévistes assis sur les marches de l'escalier. A l'intérieur, Lahbib triait le courrier tandis que Boubacar, Balla et Samba flânaient autour de lui.

— Salut, Doudou, dit Lahbib, il y a des nouvelles de Bakayoko. Il est en route pour venir ici, il passe par Touba et Diourbel. Il y a aussi une lettre qui vient d'ici, de Thiès, et dedans, un billet de dix mille francs. C'est la deuxième fois.

— J'ai du mal à croire que ce soit un Blanc, dit Boubacar adossé à la fenêtre.

— Pourtant il n'y a qu'eux qui ont autant de sous en ce moment.

Lahbib qui avait remarqué le visage radieux de Doudou et la lueur de joie qui brillait dans ses yeux, demanda :

— Qu'est-ce qu'il y a ? Tu es au courant de quelque chose de neuf ?

Doudou raconta en détail sa rencontre avec Isnard. Lorsqu'il eut fini, Samba N'Doulougou se mit à sautiller sur ses courtes jambes. Il envoya sa vieille casquette au plafond et la rattrapa avec des cris d'enfant :

— Vive Doudou, c'est un homme ! Il faut mettre ça dans le journal !

— Tu as un journal, toi ? demanda Boubacar de son ton placide.

— Ça ne fait rien, on fera un tract.

— Et avec les sous pour le tract on passera par la boutique d'Aziz.

— Ah ! Oh ! écoutez-le ! écoutez mon père Boubacar ! s'écria Samba.

— Qu'est-ce que j'ai encore dit ? demanda le forgeron.

— Rien de grave, mon frère. Ecoutez tous, on va faire une collecte pour le tract et puis avec les sous on achètera du riz.

— Ce n'est pas honnête !

— Honnête ! Et Doudou, il n'est pas honnête ? Si les gars ne donnent pas, Doudou sera obligé de se vendre pour trois millions !

Peu à peu la salle s'était remplie car la nouvelle s'était vite répandue et pour la dixième fois Doudou répétait son histoire. Lahbib qui l'écoutait le front baissé, se releva soudain :

— Depuis des semaines je me demandais où nous verrions le défaut de l'armure, maintenant, on le sait. C'est la première fois. On les aura !

Doudou continuait à raconter :

— ... Il y a Leblanc qui est arrivé. Il était bourré à bloc et il me posait des questions sur la Grèce...

— Il est tout le temps saoul depuis la grève, dit Balla.

— Permets, Balla, dit Samba N'Doulougou, frère Lahbib, il faut que tu t'occupes de cette question du tract et du riz.

— Nous ferons une réunion demain et ce sera toi, Samba, qui seras président de séance.

— Hourrah, cria celui-ci. Vive Doudou, vive Lahbib, vive tout le monde ! Je vais chercher Bachirou et Séne Maséne.

— Laisse-les tranquilles, ceux-là ! dit Doudou.

Il ne voulait pas que quiconque puisse venir ternir sa joie. Les chaudes ondes de la popularité retrouvée étaient douces à son cœur. A nouveau, Doudou était heureux.

(1) Pot.

A SUIVRE.

Copyright Presses de la Cité

Cachez ce sein que je ne saurais voir

Le Vatican a refusé, ces jours derniers, d'accréditer l'ambassadrice que voulait lui déléguer la République Fédérale Allemande. Le tout, évidemment, en protestant de ses bons sentiments, et en demandant que l'on n'aille surtout pas croire que l'Eglise était opposée à la promotion de la Femme. Pas du tout... mais il y a la tradition qui est là, et Paul VI entend paraît-il la respecter.

Comme quoi si le « Très Saint Père » le Pape défend des positions réactionnaires, ce n'est pas par conviction personnelle. Lui, il serait plutôt progressiste... mais il y a la tradition !

A moins qu'il ait craint d'être tenté par les charmes de madame l'ambassadrice. Que voulez-vous, il ne faut pas exciter Popaul, surtout quand il est sur le Saint-Siège.

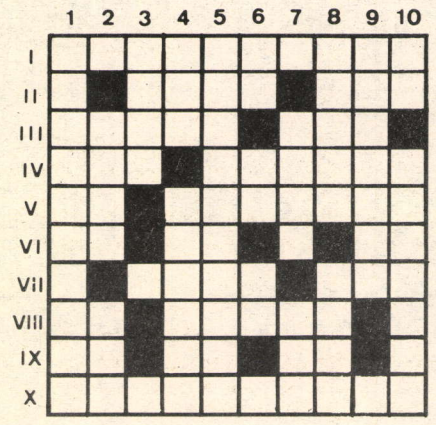
SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

LES BELVEDERES SE GATENT

Ces généreux qui ne veulent pas être des nôtres ont perdu leurs ballons en vendant les gâteaux.

Ils ont suffoqué Pompidou dans la mouise. C'est lui le plus couru.

MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. Polices de la circulation. — II. C'est généralement le cas des vieilles machines. Avec un h devant, court plus vite qu'un bus. — III. Pour des milliers de banlieusards, le train-train quotidien commence par là. Ville de cure célèbre. — IV. Dans le pain. Elevée. — V. Terminus de chemin de fer. Trous, dont on essaye souvent de sortir par un trou, VI. Négation. Dans le living-room. Les extrémités d'un cap. — VII. Encore une histoire de tube. Des trains qui ne sont pas pour les banlieusards. — VIII. Dans l'essence. Ne manquent pas d'assurances. IX. Costume propre aux transports. Il y en a qui roulent dessus. Aux deux bouts de l'Italie (pour les Romains). — X. Un scandale permanent.

Verticalement. — 1. Bien des choses le font actuellement. — 2. On peut y atterrir. Préposition. — 3. D'un goût acide. — 4. Utilise. Préfère marcher, plutôt que se faire rouler. — 5. Leur existence est liée à leur essence. — 6. Le plus petit, et parfois le plus fort. Dans Paris. Est noble quand il est bien. — 7. On ne l'a pas souvent dans le métro. On peut y naviguer. — 8. Un gros bateau. Victime d'un accident de parcours en 1917. — 9. Volatile, donne naissance à des chevaux. — 10. Personnel. La seule chose qui te reste à faire quand tu attends l'autobus.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	S	T	A	T	I	O	N	N	E
II	T	A	I	E	■	R	■	E	X
III	A	I	S	■	U	N	I	T	A
IV	B	L	E	S	S	A	N	T	S
V	I	L	■	T	S	■	■	O	P
VI	L	A	D	R	E	■	O	I	E
VII	I	D	E	A	L	I	S	E	R
VIII	S	E	N	S	■	R	A	M	E
IX	E	R	A	S	M	E	■	E	R
X	R	A	I	E	■	N	A	N	A
XI	A	I	N	■	M	E	N	T	S

Le R.E.R. mène partout...
...à condition d'en sortir !

(Photos L.O.)

LA mise en service du premier tronçon du R.E.R. (ex-chemin de fer de la Bastille), Nation-Boissy-Saint-Léger, a permis à la R.A.T.P. d'expérimenter les installations de contrôle automatique des titres de transports qu'elle entend développer à l'avenir pour réduire ses frais de personnel.

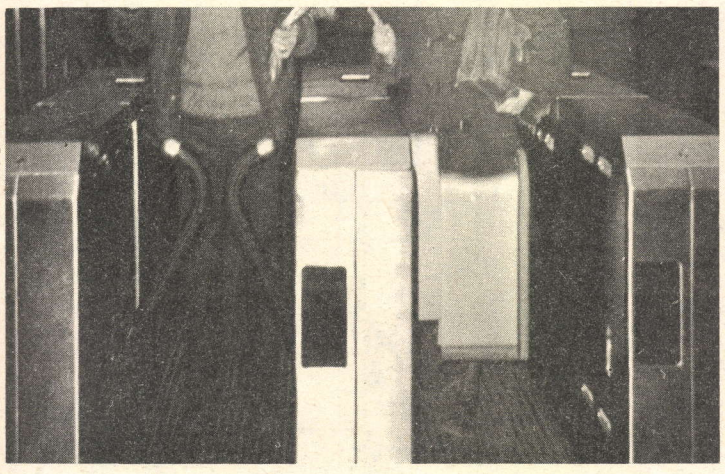
La R.A.T.P. y gagnera peut-être, mais pour l'instant ces nouveaux gadgets offrent aux usagers un « voyage surprise » qui n'était pas prévu à leur programme, et qui est surtout drôle pour les spectateurs.

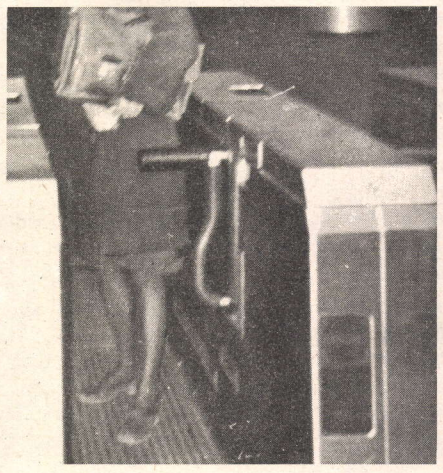
Pour accéder au quai, comme en témoigne la photo ci-contre, il convient tout d'abord de ne pas être trop corpulent, et surtout de ne pas être trop encombré. La première valise est déjà difficile à manier, avec deux, cela tient de l'exploit sportif.

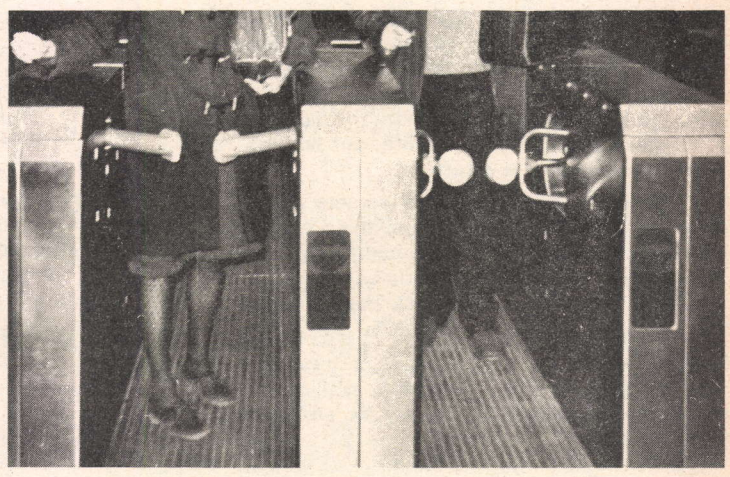
Mais pour sortir, le problème est encore plus complexe, car si l'on oublie de glisser dans l'appareil son titre de transport, le passage, qui jusque-là était libre, sa ferme brutalement. Le voyageur surpris voit, suivant le couloir qu'il emprunte, et le degré de sadisme et de perversité du technicien qui a conçu la chose, des pièges divers se dresser soudainement devant lui. Au point que certains n'auraient jamais osé sortir si la R.A.T.P. n'avait pris soin de placer à côté de ces contrôleurs automatiques des contrôleurs en chair et en os chargés d'expliquer les traquenards des premiers.

Toujours soucieux de rendre service à ses lecteurs, *Lutte Ouvrière* publie di-dessous la photographie des pièges et chausse-trapes les plus fréquents que vous pourrez rencontrer à la sortie du R.E.R.

Découpez soigneusement cet article. Glissez-le dans votre portefeuille en compagnie de votre plan du métropolitain. Il vous sauvera peut-être la vie !







Institutrice de village

(par Huguette Bastide)

HUGUETTE BASTIDE, l'auteur de ce livre, est institutrice dans un village de Lozère. Plus exactement, étant remplaçante — la « piétaille » de la profession —, elle fait plusieurs villages, parmi les plus démunis de ce département français, lui aussi parmi les plus démunis.

La situation de l'école publique, qui n'est déjà guère brillante dans le reste du pays, y est encore pire ici. Il y a, dans ces villages, six enfants ou dix, en âge de fréquenter l'école. Enfants de pauvres paysans, de bergers, le pouvoir et l'Education nationale s'en désintéressent, et s'il y a une école, c'est bien parce que la loi y oblige. Maudit Jules Ferry ! En tout cas, pas question de se mettre en frais pour ces gosses-là. Les écoles sont vétustes, sales. L'hiver, il y fait froid, car le vieux poêle dégage plus de fumée que de chaleur. Lorsqu'il pleut, l'eau s'infiltre dans les classes. Il y en a jusqu'à deux centimètres. Quant à l'instituteur, qu'il se débrouille pour faire son enseignement dans ces conditions, par 5 degrés dans la classe. Qu'il vienne avant l'heure pour allumer le feu, qu'il utilise son jeudi à aller ramasser du bois mort pour chauffer l'école, qu'il paye, sur ses 700 F par mois, les fournitures scolaires. Qu'il se débrouille pour vivre dans le taudis humide qui lui sert d'habitation. Qu'il fasse, si c'est nécessaire, 6 kilomètres à pied dans la neige pour se rendre à son travail. S'il n'acepte pas tout cela, il ne sera pas titularisé. Et puis, a-t-il oui ou non de la conscience professionnelle ? Va-t-il les laisser tomber, ces gosses ? Non ? Eh bien, qu'il fasse son travail, tant pis pour les conditions, tant pis si dans ces circonstances, les enfants ne peuvent apprendre que bien peu, tant pis s'ils sentent, dès leur plus jeune âge, qu'ils sont les laissés pour compte, ceux pour qui « ça ne vaut pas le coup » d'engager des frais. Les inspecteurs ne savent que dire : « Nous en avons tous fait autant, avant vous », les délégués du S.N.I. (syndicat des instituteurs) ajoute : « Nous en sommes tous passés par là. » Raisonnement péremptoire qui permet de laisser ces enfants à leur délaissement, et l'instituteur se débrouiller avec eux, puisque, n'est-ce pas, ça a toujours été comme ça.

En nous contant son expérience personnelle et celle de son mari, c'est tout cela qu'Huguette Bastide nous conte, dégonflant ainsi quelque peu le mythe de l'école publique, et du beau métier d'instituteur. Mais c'est aussi, à l'occasion, un panorama des diverses misères de la société lamentable dans laquelle nous vivons : misère de l'école, misère du bourrage de crâne des instituteurs au cours de leur formation « pédagogique » surannée, à laquelle certains croient dur comme fer. Misère enfin des habitants de ces pays perdus de la Lozère, vivant là comme au Moyen-Age, résignés puisque « ça a toujours été comme ça ». Misère surtout que cette résignation qui, sous différents travestis, s'empare de tous, y compris de l'auteur. Du mariage aux enfants, à l'attente d'un poste d'enseignant, puis d'un autre qu'on espère meilleur, le temps passe vite, et on se retrouve à vivre une vie que l'on n'a jamais choisie. La société vous pousse : elle ne laisse pas le temps de réfléchir.

---

(1) Mercure de France, éditeur, 13,50 F.

Télévision

Lapsus televisae

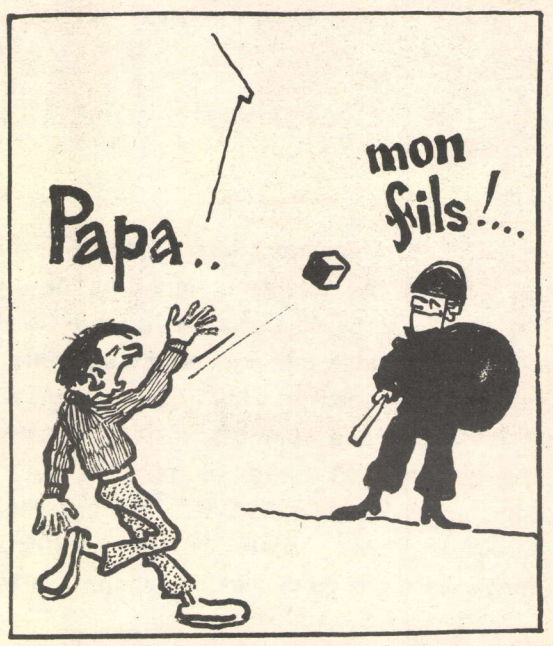
A entendre Pierre Desgraupes et Jacqueline Baudrier sur l'antenne d'Europe N° 1 (lundi 26 janvier), la télévision est, non pas un modèle « d'objectivité », ils n'aiment pas ce mot, mais un modèle pour tous les journalistes consciencieux, soucieux de l'information exacte. A tel point que Pierre Desgraupes n'a pas hésité à répondre à un auditeur, qui lui demandait si les journalistes de la Télé n'étaient pas gênés pour faire leurs reportages, que si c'était le cas, il n'hésiterait pas à licencier ce journaliste peu consciencieux. C'est pourquoi nous avons des informations sur tout : sur le Biafra par exemple. Mais sur le Tchad, réclame un auditeur. Mais sur le Tchad aussi, vous avez mal regardé la Télé, répond Desgraupes. Ah, oui, sur le Tchad. La Télévision française est très soucieuse de montrer aux téléspectateurs les exactions qu'y commet l'armée fançaise. A tel point, que ça obsède la télé, cette histoire. C'est ainsi que samedi 24 janvier, au cours de l'émission « informations premières » lors de son édition de grande écoute de 19 h 45, Jean Lanzi nous présente un document sur l'évacuation par les soldats israéliens de l'île de Chadouan. Aucun rapport avec le Tchad. Mais, intéressant tout de même : il s'agissait de montrer que les israéliens étaient maîtres du terrain, qu'ils quittaient l'île de leur plein gré... même que les soldats israéliens avaient invité des reporters de la télé pour filmer le départ. Les premières images passent. Très édifiantes : de beaux soldats bien armés, surveillent le secteur à la jumelle. Soleil radieux. Commentaire à l'appui. Puis Jacques Lanzi revient à l'écran : hum, le commentaire, c'était bien sur l'évacuation de l'île de Chadouan. Mais les images, on s'est trompé, elles représentaient nos paras à nous en opération quelque part au... Tchad. Ah, mais ! Qui insinuait que la télévision gouvernementale ne parlait jamais des hontes cachées de l'impérialisme français ?

LA "NOUVELLE CRITIQUE" ET LES "GAUCHISTES"

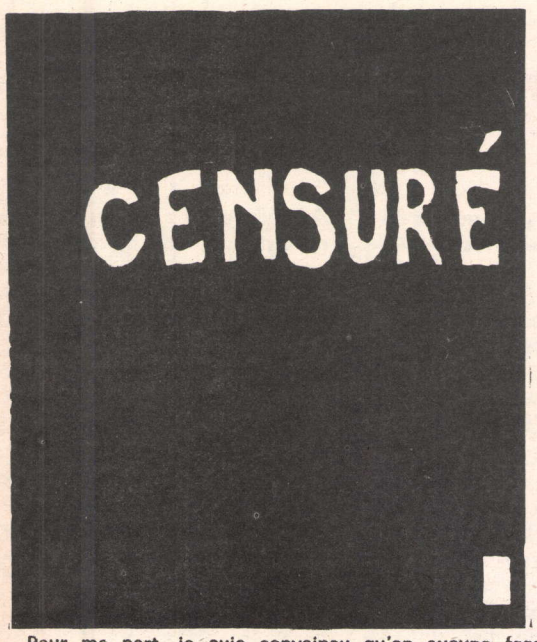
Dans son numéro 30, la « Nouvelle Critique », l'organe « intellectuel » du Parti Communiste Français, a publié une pénétrante analyse sur les gauchistes et leurs motivations. Soucieux de la rendre encore plus percutante, nous nous sommes pemis de demander à notre dessinateur d'en illustrer les passages les plus brillants. A nos lecteurs de juger...

Je reviens aux gauchistes pour dire combien leurs motivations sont semblables à celles des adolescents qualifiés de délinquants. Le passage à l'acte gauchiste est en fait un passage à l'acte délictueux...

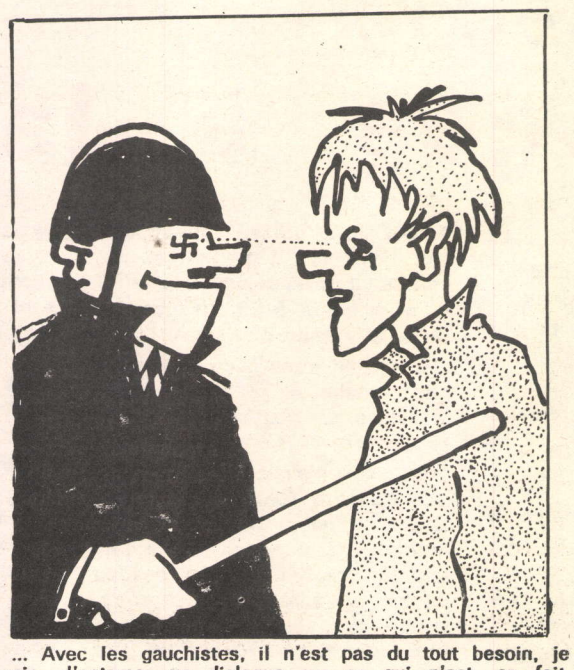
...En effet, dans les deux cas, il s'agit de sujets fortement perturbés sur le plan affectif et souffrant de frustrations multiples...



...Si je viens de dire combien est grande leur perturbation personnelle, il convient d'ajouter qu'elle réside souvent dans le conflit Père-Enfant, Autorité-Sujet, Maître-Elève. Le conflit intime se manifeste par un sentiment d'infériorité de l'individu face à un autre individu, ou face à une organisation à laquelle il peut mettre un visage particulièrement castrateur, satisfaisant ainsi sa psychose. Et là, Lénine a vu juste en qualifiant le gauchisme de « maladie infantile »...



... Pour ma part, je suis convaincu qu'en aucune façon cette maladie ne peut se soigner si on entre dans le jeu du malade, si on valide ce qu'il dit ou fait en faisant croire qu'on le prend au sérieux. En fait, il est nécessaire de faire une analyse objective de tous les éléments qui amènent un individu à passer à l'acte gauchiste (après qu'il ait d'ailleurs vécu un état d' « éjaculation verbale »)...



... Avec les gauchistes, il n'est pas du tout besoin, je crois, d'entamer un dialogue sur ce qui n'est, en fait, qu'une échappatoire pour eux : je veux parler de l'action révolutionnaire. Pour eux, en effet, elle ne peut être qu'un acte purement personnel et artistique...

...Mettre un gauchiste en prison, le matraquer, c'est répondre à son attente dans la mesure où il fait tout pour se faire humilier et alimenter ainsi son désir de vengeance.

La seule solution est celle qui résulte d'une discussion entre quatre yeux, sans auditoire, sans possibilité pour l'individu de jouer une attitude devant un groupe...

où en est la situation à l'E.G.F.

APRES le référendum du 13 février dernier, tout le monde se posait la question de savoir si la C.G.T., forte de l'avis de la majorité des travailleurs, défavorable à la convention salariale signée par les autres syndicats, allait faire organiser une lutte sérieuse sur des objectifs sérieux. Il n'en fut même pas question. A peine le résultat du référendum connu, les dirigeants C.G.T. annonçaient qu'il n'y aurait de grève. Aujourd'hui leur politique est évidente. Ils n'ont qu'un but : négocier... à tout prix.

à chacun sa formule

Au lendemain de la signature de l'accord par les autres centrales, la C.G.T. proposait une autre formule pour calculer l'augmentation du salaire de base :

$$r\% = y + \frac{I.O. + I.S.}{2} + \frac{V}{6}$$

Cette formule donne l'augmentation en pourcentage (r %) en fonction de y qui est la progression annuelle du pouvoir d'achat. La C.G.T. souhaite que ce facteur soit entre 1 % et 4 % ;

— de la moyenne entre l'indice officiel (IO) de la hausse des prix et l'indice calculé par les syndicats (IS) ;

— de l'indice de l'accroissement des ventes d'énergie de l'E.G.F. (V). La raison de la division par 6 de ce facteur est des plus obscures, et est le résultat de calculs complexes.

la plateforme de 1969

La C.G.T. pensait revenir à la table de négociation en position de force, mais la direction E.D.F.-G.D.F. refusant de revoir l'accord, elle remballa purement et simplement son projet de formule. Elle se contente aujourd'hui de ressortir une vieille plateforme revendicative, celle élaborée en février 69 par l'ensemble des centrales syndicales de l'E.G.F. : C.G.T., F.O., U.N.C.M., C.F.D.T.

Le point principal de cette plateforme concerne les salaires. Elle prévoit que l'augmentation doit tenir compte :

— de la hausse des prix depuis juin 1968 ;

— de la hausse des prix pour 1969 ;

— d'un taux d'augmentation du pouvoir d'achat au moins égal à 3 %.

Ce qui fait au bas mot une revendication de 15 %, soit plus que ce qui a été obtenu à l'EDF en mai 1968.

D'ailleurs, pour bien apprécier le sérieux de cette « nouvelle revendication » de la CGT il est intéressant d'examiner le tableau des augmentations obtenues à l'EGF ces dernières années, et de leur comparer les augmentations qu'aurait donné le « contrat de progrès » gouvernemental s'il avait été en vigueur à l'époque.

	1964	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*
Augmentations obtenues	5,47 %	4,84 %	4,87 %	5,05 %	12,97 %
Augmentations qu'aurait donné le contrat	7,38 %	5,99 %	6,36 %	5,08 %	6,48 %

(Chiffres officiels donnés par l'E.G.F.).

On voit ainsi que même le contrat de progrès aurait accordé une plus grande augmentation que celles qui ont pû être obtenues par les discussions et les négociations pendant ces années ! Seules les grèves de mai-juin 1968 ont permis une augmentation plus grande que celle qui aurait été accordée.

Bien évidemment, il est impensable que l'E.G.F. signe de son plein gré, au cours des négociations périodiques, un accord accordant des augmentations supérieures à celles de mai 1968.

Or, aussi impensable que cela puisse paraître, la C.G.T. semble le croire, puisque nous l'avons vu, c'est environ 15 % qu'elle réclame, sans pour autant envisager d'action précise dans l'avenir immédiat, et sans davantage mobiliser le personnel E.G.F.

et maintenant 2,5 %...

La confusion dans les revendications, qui changent presque tous les mois, le mutisme le plus total de la C.G.T. sur les moyens propres à les faire aboutir, a pour seul résutat de désorienter les travailleurs de l'E.G.F. Surtout que dernièrement la C.G.T. a annoncé qu'elle allait réclamer 2,5 % d'augmentation du salaire de base, que la direction est toute prête à lacher, puisqu'elle prévoit aux alentours de 7 % d'accroissement de la masse salariale pour l'année !

A la veille de l'ouverture des négociations qui doivent avoir lieu début février, on est déjà loin de la revendication de 15 % réclamée peu auparavant. D'autant plus que la C.G.T. réclamait il n'y a pas bien longtemps un salaire minimum de 1.000 F, et que ce salaire ne sera pas atteint avec les 2,5 % demandés.

Il serait naïf de penser que l'incohérence règne à la C.G.T. ; en fait, si la C.G.T. recule ainsi depuis un mois sur ses revendications, c'est qu'elle veut sortir des négociations avec quelque chose, même si c'est une miette. En réclamant moins que ce que la direction E.D.F.-G.D.F. est décidée à accorder, elle est sûre évidemment de sortir « victorieuse ». Quant aux travailleurs de l'E.D.F., il y a par contre de grandes chances qu'ils soient à nouveau les dindons de la farce.

Correspondant L.O.

THOMSON - C. S. F. (Paris - XXe)

débrayages à la T. I. V.

LA T.I.V. (550 salariés) était une des rares entreprises Thomson où le rattrapage des salaires avec la C.S.F. n'ait pas donné lieu à des débrayages, les travailleurs pensant que la fusion était le bon moment de ne pas se faire oublier.

Au début du mois, la Direction proposait une nouvelle grille de salaires qui ne plaisait guère aux horaires : les salaires devaient être alignés sur les salaires CSF en trois étapes et la hiérarchie ne faisait que croître.

Pourtant c'est à l'atelier de mécanique qu'un mouvement de grève devait démarrer, à propos surtout d'un problème de discipline, la grille ne venant qu'ensuite, le chef d'atelier menaçait en particulier d'avertissements des retardataires revenant ainsi sur une tolérance traditionnelle de 5 minutes. La Mécanique est traditionnellement le secteur le plus combatif et aussi le plus cégétiste.

Le lendemain jeudi 22 c'était au tour du Câblage de débrayer à propos de la grille : d'abord simple débrayage d'information, sur l'initiative des délégués (CFDT) le mouvement fut transformé en grève à la suite d'un vote.

Il y avait donc à ce moment-là une centaine de grévistes : mais la mécanique continuait à vouloir sa grève propre.

La grève n'avait guère de chances d'aboutir tant qu'elle restait isolée à une partie de l'usine : même si la grève avait été longue la direction n'aurait pas eu de mal à s'adresser à des entreprises de sous-traitance. Pourtant les syndicats se contentaient de faire des quêtes dans l'entreprise ne proposant aucune revendication susceptible d'intéresser les autres secteurs.

Les grévistes quant à eux s'organisaient en trois commissions : salaires, problèmes des femmes (nombreuses au câblage, elles sont pratiquement condamnées à rester P 1), problèmes de discipline. Il fut proposé une nouvelle grille anti-hiérarchique qui augmentait davantage l'OS, que le P 3 et qui réduisait le nombre des catégories.

Le lundi matin était prévu une assemblée générale. Mais les secteurs non en grève ne se sentaient pas concernés et il n'y eut que 150 présents. Pourtant nombreux étaient les secteurs où existait un mécontentement. Le lendemain par exemple, eurent lieu des débrayages des programmeurs.

A l'assemblée générale on décida d'aller occuper l'antichambre du bureau du chef du personnel, qui fut ainsi enfermé pendant une heure par une quarantaine d'employés. Mais après, les employés des services non en grève qui s'étaient joints aux grévistes par solidarité, retournèrent travailler.

La grève paraissait dès lors sans perspective, malgré une solidarité nouvelle entre mécanique et câblage qui se mirent à tenir leurs assemblées ensemble. Le mercredi les grévistes reprenaient le travail en n'ayant presque rien obtenu, si ce n'est le paiement d'une demi-journée de grève, et des promesses concernant des passages d'essai plus faciles ainsi que la discipline. Malgré tout, ce n'était pas la démoralisation parmi les grévistes.

(Correspondant L.O.)

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC